

## FRAUDE ÉLECTORALE ET CONTESTATION

## Les Philippines au bord de l'affrontement

### Liberté chérie

Des deux dictateurs qui font ces jours-ci les titres de l'actualité, l'un a déjà jeté le gant, l'autre s'accroche désespérément au pouvoir, mais « Baby Doc » et le président philippin, Ferdinand Marcos, ont quelques raisons, en ce moment, de se rassurer. Les dirigeants des Philippines, harcelés par une insurrection alimentée par Washington, semblent pas à la veille de leurs valises. Une situation paradoxale, car si bien des critiques ont pu être adressées dans le passé au régime du Port-au-Prince ou à celui de Manille, le manque d'allégeance envers l'Amérique doit assurément être exclu de la liste.

Comme en d'autres domaines, M. Reagan n'offre pas, dans ces deux crises où les États-Unis sont directement impliqués, l'image que l'on a habituellement de lui. Quelque chose a bel et bien changé à Washington : on commence à y comprendre que lorsque l'Amérique, dans des pays où l'on ne peut rien contre elle, campe aux côtés de tyrannies sanguinaires, elle ne fait que parer l'Union soviétique des vertus de l'espérance. Il était temps que cette leçon de l'histoire soit enfin entendue.

C'est vraisemblablement du renversement de Somoza par les sandinistes du Nicaragua qu'est venu l'électrochoc. Avant de prendre les leviers de commande, M. Reagan et ses amis pouvaient tant qu'ils voulaient mettre au compte du libéralisme de M. Carter l'instauration, en plein cœur de l'Amérique centrale, d'un régime dominé par des marxistes-léninistes convaincus. Au pouvoir, ils savent qu'il est aujourd'hui politiquement à peu près impossible pour les États-Unis d'envoyer leurs soldats réprimer une insurrection nationale pour maintenir en place un dictateur.

L'élection présidentielle organisée aux Philippines, et dont aucune manœuvre ne peut cacher le verdict, est le fruit d'un durcissement du successeur de M. Carter vis-à-vis d'un homme auquel il n'avait pourtant trouvé d'abord que les vertus d'un allié fidèle. L'assassinat, en 1983, du sénateur Aquino, chef de file de l'opposition, devait briser le charme. De la même manière, si les États-Unis n'avaient pas clairement montré depuis deux mois qu'ils s'accommodaient de la fin de la dynastie Durallier, l'Eglise, l'opposition et la jeunesse haïtiennes n'auraient sans doute pas été aussi hardies contre le fils de « Papa Doc ».

Reste une question : comment expliquer que ce soit précisément ce gouvernement-là qui ait su crever l'abcès haïtien et qui semble ne pas vouloir se boucher les yeux devant le défi philippin ? La force des mouvements populaires a sans doute favorisé les évolutions. Mais, en lançant contre les sandinistes une véritable croisade de la liberté, M. Reagan se condamnait à défendre aussi celle-ci ailleurs dans le monde. Même au Chili et en Afrique du Sud la diplomatie américaine n'hésite plus actuellement à exercer des pressions sur les régimes en place au nom de la démocratie et des libertés. L'idéologie a parfois du bon.

(Lire le reportage de Denis HAUTIN-GUIRAUT sur la situation en Haïti en page 3.)

La tension ne cesse de croître aux Philippines, trois jours après l'élection présidentielle. M. Marcos a confié le « décompte officiel » du scrutin à l'Assemblée nationale - où son parti dispose d'une majorité absolue. C'est précisément aux abords de l'Assemblée que l'opposition organise ce lundi après-midi une grande manifestation.

#### De notre envoyé spécial

Manille. - Pour la première fois en vingt ans de pouvoir, Ferdinand Marcos a été mis le dos au mur. La manière dont s'est déroulée cette élection présidentielle, qui devait servir à relever son image, a, en réalité, irrémédiablement discrédité le régime aux yeux de l'opinion publique internationale, représentée aux Philippines par des observateurs venus des quatre coins du monde. Le régime est, en outre, en butte à une pression populaire, jusqu'à présent contenue, mais de plus en plus forte. A un moment où à un autre, une confrontation dans la rue entre les Philippines, conscientes que le pouvoir cherche à les priver de leur victoire, et l'armée, placée en état d'alerte, paraît difficilement évitable.

La décision de M. Marcos de saisir le Parlement (Batasang Pambansa), qui devait commencer, ce lundi 10 février, à calculer les résultats officiels de l'élection, pour les déclarer nuls, a été qualifiée de « coup de désespoir ». La commission officielle des élections (COMELEC), qui donne M. Marcos gagnant, et NAMFREL, organisme privé dont les calculs établissent la victoire de Cory Aquino, ne paraît qu'une mesure dilatoire. Constitutionnellement, le Parlement n'a pour mission que de vérifier les résultats fournis par la COMELEC et de les proclamer.

PHILIPPE PONS.  
(Lire la suite page 4.)

## MYTHES ET DÉNATIONALISATIONS

## Le jeu de l'oie

par PIERRE DROUIN

Quel est le sujet de la campagne électorale qui fait haïr le plus les Français ? Indiscutablement celui des dénationalisations. C'était vrai, au reste, dans l'autre sens, en 1981 lorsque les socialistes avaient pris comme l'un de leurs chevaux de bataille, l'appropriation publique d'un cocktail de banques, d'assurances et de grandes firmes privées.

L'idéologie, grosse comme une maison, apparaissait alors sous tous les arguments mis en avant pour prouver que l'élargissement du secteur public stimulerait l'économie française. Du fond des âges remontait l'idée que l'Etat c'est le bien public, l'intérêt national, face aux appétits des producteurs privés et qu'il était temps, la gauche arrivant au pouvoir, de leur faire rendre gorge.

Le discours de la majorité n'est plus tout à fait le même, on en conviendra, mais, à l'inverse, ce sont les champions de la dénationalisation qui brandissent maintenant l'horrible idéologie pour faire revenir à la case départ les principales pièces manipulées par les socialistes. La culture d'opposition s'appuie toujours sur une morale de conviction et celle qui est au pouvoir sur une morale de responsabilité, c'est bien connu. Mais le « jeu de l'oie » imposé aux Français dans ce domaine, par des partis qui en sont encore à la guerre d'il y a quarante ans n'intéresse plus personne, sauf peut-être quelques technocrates et quelques revanchards. Comment expliquer

## L'ENQUÊTE SUR L'EXPLOSION DU 28 JANVIER

## Challenger : la NASA accusée de négligence

La NASA a-t-elle fait preuve de négligence en préparant le lancement de la navette Challenger ? On peut se le demander après la publication par le « New York Times » d'un document, datant d'il y a plusieurs mois, mettant en cause la tenue des joints qui relient les différents segments des propulseurs d'appoint. Il n'est pas évident qu'une suite ait été donnée à ce rapport. La commission présidentielle d'enquête sur l'accident du 28 janvier dernier a demandé à la NASA de lui communiquer d'urgence toutes les informations qu'elle possède à ce sujet.

La controverse se développe, en effet, sur le point de savoir si toutes les précautions avaient été prises avant le dernier lancement du Challenger. Après des rapports internes mettant en cause la qualification des personnels d'entretien, c'est maintenant une note d'alerte sur les joints des propulseurs qui est publiée par le « New York Times ».

Un analyste de la NASA, Richard Cook, avait adressé le 23 juillet dernier à son supérieur hiérarchique un mémorandum indiquant que la « carbonisation des joints » observée après les vols - les propulseurs sont récupérés et réutilisés - « pose un problème majeur qui affecte à la fois la sécurité des vols et le coût du programme ». Les propulseurs sont constitués de quatre segments cylindriques, liés par des boulons. Le rapport indique que les deux joints, qui assurent l'étanchéité, auraient été dégradés. Cela contredit le témoignage d'un responsable de la NASA devant la commission d'enquête, lequel a affirmé jeudi dernier : « Nous n'avons jamais observé de détérioration sur le deuxième joint ». Cette contradiction a conduit M. William Rogers, ancien secrétaire d'Etat et président de la commission d'enquête, à demander communication de tous les documents existants. Ils devaient être examinés ce lundi par la commission, qui interrogera le lendemain les dirigeants de la NASA.

M. A.

## Le fil d'Ariane

par ANDRÉ FONTAINE

« NE vous faites pas de souci », a dit vendredi François Mitterrand aux vingt mille admirateurs venus l'acclamer à Lille. Il connaît le « fil d'Ariane » qui lui permettra, le moment venu, de sortir du « labyrinthe ». Le propos, énoncé d'un air entendu, est bien dans la manière d'un homme qui a réussi assez d'évasions dans sa vie pour s'être persuadé une fois pour toutes qu'il n'existe pas pour lui de situation insurmontable. Comment dépendent un doute ne viendrait-il pas à l'esprit lorsqu'il précise que le fil d'Ariane en question, c'est la Constitution, alors que lui-même reconnaissait quelques semaines plus tôt qu'il en existe deux lectures ?

Deux lectures. Chaque jour qui passe montre le chef de l'Etat plus déterminé à exercer, en cas de victoire, de l'opposition, un rôle essentiel au moins en ce qui concerne la diplomatie et la défense. Or la droite ne l'entend pas précisément de cette oraille, car, comme l'a justement noté François d'Aubert, « en s'appropriant la politique étrangère, le président s'occupe de tout » (1). Plus Mitterrand insiste sur ses prétentions en la matière, plus le tandem Chirac-Giscard se doit d'insister sur son intention de le confiner dans l'inauguration des chrysanthèmes, hors l'hypothèse

heureusement peu vraisemblable où il faudrait appuyer sur le bouton nucléaire. Enfin, Raymond Barre, Marie-France Garaud et Jean-Marie Le Pen, pour une fois d'accord, renvoient les plaisirs d'été à des années plus lointaines, avec l'esprit de la Constitution pour eux, que le président est la clé de voûte de la Ve République et que l'on ne saurait, sans péril pour les institutions, prétendre restreindre son rôle. A quoi ils ajoutent que le chef de l'Etat ne pouvant s'opposer à la volonté populaire il lui faut, si la droite gagne les législatives, se retirer, ou du moins remettre son mandat en question.

Ce disant, ils peuvent certes se référer à l'exemple du général de Gaulle, qui, lorsqu'il sortait son autorité contestée, s'arrangeait pour faire de quelconque manière appel au peuple ; mais il n'y a strictement rien dans la Constitution qui rende une telle démarche obligatoire. Bien au contraire, puisqu'elle donne au président un mandat de sept ans, ce qui implique, par définition, le risque d'une discordance entre les deux majorités, présidentielle et parlementaire.

(Lire la suite page 14.)

(1) Le Monde du 13 juillet 1985.

## La guerre du Golfe se rallume

Pour marquer le septième anniversaire de la révolution islamique, l'Iran a lancé une nouvelle offensive contre l'Irak, en direction de Bassorah.

PAGE 46

## Roubaix, ses immigrés et ses chevaliers

Malgré un fort taux de chômage, la ville continue d'attirer des étrangers... avec des conséquences inattendues.

PAGE 15

## Les élections en Midi-Pyrénées

Une région moins rose demain qu'aujourd'hui.

PAGES 10 et 12

## Le Monde

### ECONOMIE

La réforme agraire en Andalousie  
Les pièges de la désinflation  
La chronique de Paul Fabra  
Pages 35 à 38

Débats : Islam et Occident (2) • Etranger (3 à 8) • Politique (9 à 14) • Société (15 et 16) • Sports (17) • Culture (18 et 19) • Communication (19) • Economie (40 à 45)

Programmes des spectacles (20) • Radio-télévision (21) • Météorologie (21) • Mots croisés, Loto (22) • Carnet (22) • Annonces classées (23 à 24)



Camille Bourniquel

## Le manège d'hiver

Camille Bourniquel, auteur de 11 romans, Prix Médias 1970, Grand Prix du roman de l'Académie française en 1977, a construit une des œuvres romanesques les plus riches de ces dernières années.

Ses personnages, souvent habités par des forces mystérieuses - Mansour dans Tempo, Conrad Sarkis dans l'Empire Sarkis, et maintenant Glen Atkins dans Le Manège d'hiver - nous font retrouver, revivifiés par un regard neuf, les vieux thèmes et les mythes anciens.

veillés par Roger Pol-Droit

D'autre part, dans ce même texte, Freud donne un second argument pour soutenir l'existence de l'inconscient, qui se situe dans un tout autre registre. Il affirme que ce qui est latent agit, contrairement au préjugé de la philosophie classique, qui croit le virtuel inactif. L'inconscient agit alors le nom de la force en action, de la pulsion agissante, dont l'activité n'est pas représentée ni représentable, c'est-à-dire de la vie. L'intuition la plus profonde de la psychanalyse vise cette zone d'existence qui précède la représentation, dont nous avons cependant une conscience vague qui en l'effect. Et Freud voit bien que l'effet n'est jamais, en tant que tel, refoulé.

Lorsque Freud va au fond de sa pensée, il parle de l'angoisse comme d'une libido investie, incapable de se supporter elle-même. Il exprime comment l'existence, chargée d'effet, veut se débarrasser de soi sans pouvoir à aucun moment se donner congé à elle-même. En ce sens, la psychanalyse est bien une pensée de la vie.

Si l'on admet, pour parler vite, que les pensées visant à l'objectivité sont fondées sur la manipulation et l'oubli de la vie, que peut la philosophie ?

C'est une question grave, à laquelle répondre brièvement est impossible. Si toutefois il y a une réponse.

En un sens, la philosophie ne peut rien contre la technique, sauf exister. Tant qu'il y aura un livre de philosophie et un lecteur, tant qu'il pourra réfléchir une pensée qui provient d'un quelconque chose échappant à la technique et à la résistance. C'est très peu de chose, mais c'est peut-être l'essentiel.

Car la philosophie permet de rendre intelligible ce qui importe, en évitant d'être dupé des pensées qui ne sont pas. La culture ne se limite évidemment pas à la philosophie - la littérature, la musique, la peinture et toutes les formes de création en sont parties intégrantes. Mais la culture a besoin de la philosophie pour ne pas divaguer ni aller à la dérive.

Or, tant comme la culture a besoin de la philosophie, le monde où nous vivons a besoin de la culture, un besoin vital. Dans une société où le progrès rend le temps libre de plus en plus important, la culture ne devient-elle pas le seul remède à notre besoin de l'humain ? Car elle constitue le seul remède à notre ennemi, le seul remède contre l'ennui.

Michel Henry se fait, difficilement, il ajoute : « Cette réponse est peut-être encore trop optimiste... »

## EUVRE

A signaler également un très beau texte de Michel Henry sur le peintre Auguste Van Bensen, publié dans le numéro 61 de la revue Le Nouveau Commerce (Printemps 1985). A mi-chemin de l'analyse philosophique et de la création littéraire, cet important article peut constituer une première lecture.

Une bibliographie complète des travaux de et sur Michel Henry figure dans l'ouvrage de Gabrielle Dufour-Kowalska, Michel Henry, un philosophe de la vie et de la praxis, Vrin, 1980.

A propos du Marx de Michel Henry, les lecteurs du Monde pourront se reporter à notre entretiens du 16 avril 1975.

Sur Généalogie de la psychanalyse, on pourra lire un article pertinent de François Roustang dans le n° 463 de la revue Critique (décembre 1985).

# débats

## L'islam et l'Occident

Les pages « Débats » consacrées aux thèmes : « Terrorisme et dissuasion » (le Monde du 21 janvier), « L'islam et la France » (le Monde du 25 janvier) et « Extrémismes » (le Monde du 28 janvier) ont suscité un abondant courrier, très contrasté.

Nous consacrons exceptionnellement une page à ces réactions. Elles montrent à quel point les esprits sont divisés sur l'engrenage du terrorisme (article de Paul Giniwski), l'interprétation du Coran et ses conséquences sur les possibilités d'assimilation des musulmans en France (article de Denise Masson) ou les conséquences du statut des pères algériens (article de Djavad Alamir). Nous touchons là des sujets d'une grande instabilité, où la passion parle parfois plus que la raison.

### Le terrorisme et l'histoire

#### Un racisme anti-arabe

Permettez-moi de vous faire part de mon étonnement de voir publier par le Monde dans la page 2 du numéro daté du 28 janvier 1986, sous le titre « Khadafi, les leçons de l'histoire », un article dont l'argumentation à connotation raciste anti-arabe est particulièrement choquante.

Cette argumentation s'appuie sur des exemples « historiques » isolés pour mettre en cause une race et une culture montrant qu'il y aurait quelque chose de fondamentalement pourri chez ses représentants, une sorte de constante historique dans les caractéristiques négatives. Elle correspond à la logique selon laquelle « qui a tué tuera », et en appelle aux mesures préventives. C'est paradoxalement la logique des nazis que le même article dénonce. En l'occurrence, « le terrorisme arabe »

serait le prolongement de la tradition de la piraterie barbaresque. Faudrait-il rappeler que P. Giniwski se trompe d'assassin et que ces « pirates barbaresques » étaient tous non pas des Arabes, mais des Européens convertis et qu'ils ont été autant les alliés de François I<sup>er</sup> que les protecteurs de Tunis et d'Alger contre qui, au nom d'un commun Charles Quint, illicite des bords d'assassin qui ont décimé en une journée plus du quart de la population de Tunis ?

Je préfère quant à moi, que l'on mette à l'actif des Arabes de continuer à refuser l'amalgame entre Charles Quint, l'Europe et les chrétiens, entre Béghin, Sharon et les juifs.

HAMADI ESSID,  
de la Ligue des Etats arabes  
(mission de Paris).

## LA DIPLOMATIE ASSASSINÉE, de G. Sadaka

### La France hors d'état d'agir

JEUNE journaliste libanaise, Georges Sadaka a suivi minute par minute, peut-on dire, dans son pays puis à Paris comme correspondant d'une radio libanaise, l'évolution de l'attitude de Paris à l'égard du Liban depuis qu'une guerre à trois décades le seul Etat islamique du monde.

La diplomatie française au Liban, constate l'auteur, a été « assassinée ». Et d'abord en la personne de ses représentants, au premier rang desquels l'ambassadeur Delamaré en 1981. Mais aussi de simples agents d'ambassade, de chauffeurs, d'attachés culturels, qui n'évaluent que le tort d'appartenir à une nation déshonorée de jouer un rôle passif au Proche-Orient. Il est évident que les ennemis de la France ont, pour le moment, réussi — grâce au terrorisme exercé à l'encontre de ses ressortissants, diplomates mais aussi soldats ou journalistes — à décourager Paris de continuer à remplir ce qu'un avocat chrétien, M<sup>re</sup> Mohean Slim, appelle ses « devoirs historiques » au Liban.

En un sens, le non-diplomate française actuelle dans ce pays

est apparue à certains comme elle-même « assassinée ». Par renoncement. C'est M. Mitterrand refoulant les demandes d'assistance du patriarcat maronite, M. de Mitterrand, par ces seuls mots : « Vous êtes la Syrie ! ». Une Syrie qui, de longue date, veut « assassiner » le petit Etat voisin, bien gisant avec son air de liberté. Cela s'appelle un « Etaticide ».

G. Sadaka n'accable pas notre pays. Au contraire, il met en relief avec minutie comment M. Mitterrand essaya sincèrement au début de son septennat de « rester fidèle à l'histoire » franco-libanaise, ce que n'avait guère tenté son prédécesseur M. Giscard d'Estaing. Mais, par exemple, comment oublier, alors que chacun savait, en 1983, que des druzes opéraient au Chouf le plus grand massacre du conflit (mille cinq cents personnes), le « c'est à prendre ou à laisser » de M. Henni, alors ministre de la Défense. Il n'est pire diplomatie que celle de l'autruche.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ,  
\* Ed. Libania. Diffusion les Belles-Lettres, 306 p., 80 F.

## En 60 heures, vous parlerez anglais.

Spécial Crash:  
cours intensifs par petits groupes.  
Prochain départ: lundi 3 mars 1986.  
Inscrivez-vous dès aujourd'hui.

Parole de

BERLITZ

46091510

10 centres dans Paris et région parisienne pour parler vraiment la langue de votre choix.

Entreprise privée de formation

### Le comportement des musulmans

#### Donneurs de leçons

Antisémites convaincus (et militants) à commencer à avoir un peu de la foi de tous ces intellectuels arabes qui, depuis quelque temps, nous donnent des leçons de morale au nom du Coran.

Dernier en date, Djavad Alamir, président de l'Association musulmane de France, qui, en se mettant à l'écoute des « pères algériens » (le Monde du 25 janvier) et sous prétexte de l'« effondrement de la famille des pays occidentaux », nous vante l'unité de la famille musulmane.

Tous les enseignants, tous les médecins vous diront que dans les familles musulmanes vivant chez nous le conflit des générations est aussi aigu, sinon plus, que dans les familles autochtones, car les enfants, en particulier les filles, mènent une lutte âpre de tous les jours contre des pères et des frères tyranniques, afin de pouvoir vivre comme leurs condisciples ou leurs voisines. (...)

C'est un drôle de défenseur de la famille que celui qui admet avec autant de facilité qu'un père (algérien, il est vrai) puisse arracher à sa mère un jeune enfant et qu'il faille mobiliser un ministre pour que cette mère (non musulmane, il est vrai) puisse voir pendant quelques jours son enfant.

D.E. ADRIAN  
(Douai).

#### L'injustice

est bien partagée

Sous le titre « Les droits des dhimmis » (le Monde du 28 janvier), un de vos lecteurs croit pouvoir établir, en quelques lignes et par de brèves citations sorties de leur contexte, que l'islam fut toujours — et demeure — intolérant.

Ce n'est pas du tout la conclusion que tire de ses recherches l'historien Claude Cahen. Dans son ouvrage de synthèse *Orient et Occident au temps des croisades*, ce grand connaisseur du Moyen Age affirme que « l'image du monde musulman, jusque vers le onzième siècle, est celle d'une société multiconfessionnelle, très remarquable, où l'islam politiquement domine, mais où subsiste sans peine une proportion considérable de fidèles d'autres confessions, dans une symbiose dont on chercherait vainement alors les équivalents en d'autres sociétés » (p. 20).

En réalité, toutes les religions ont été parfois — et sont encore trop souvent — utilisées abusivement par certains de leurs adeptes. Mais il est

aussi injuste de reprocher au message coranique les excès commis par certains musulmans que d'accuser l'Evangile du massacre de la Saint-Barthélemy ou des violences exercées par certaines milices « chrétiennes ».

Pendant des siècles, l'Occident fut injuste envers les juifs et le judaïsme. Combien de temps faudra-t-il encore pour qu'il soit enfin juste envers l'islam et respectueux envers les croyants musulmans ?

Père MICHEL LELONG,  
prêtre, chargé d'enseignement  
à l'Institut de sciences  
et de théologie des religions.

#### Un acte

inadmissible

(...) L'article de M. Alamir est impudique (...). Les femmes musulmanes qui se sont mariées en France à des musulmans étaient en droit de croire que leur situation matrimoniale était régie par la loi civile française et que leur époux avait accepté de se soumettre à cette loi.

Le comportement de l'Algérien qui, vivant en France séparé judiciairement de sa femme, envoie à celle-ci l'enfant confié à sa garde par un tribunal français, et l'enferme, hors de France, chez des parents, constitue un acte inacceptable. Cet individu aurait dû être condamné et incarcéré (...).

Le gouvernement algérien a accepté, exceptionnellement, quelques enfants, nés de mariage illégal, volés à celles-ci par leurs pères, passent en France les vacances de Noël. Une telle « générosité » ne peut être ressentie par nous, français, que comme une humiliation. D'une part, au regard du respect dû à la justice française. D'autre part, en ce qui concerne ces malheureuses mères, trop heureuses de bénéficier d'une telle amnésie.

Il existe donc un racisme musulman, il convient de le dénoncer avec la même énergie que le racisme tout court.

HENRI ANTONI,  
avocat à la Cour de Paris.

### Les effets du Coran

#### Et la Tunisie ?

Dans l'article de Denise Masson, « La spécificité du Coran », inséré dans votre numéro du 25 janvier, je lis que « nul chef d'Etat musulman ne peut admettre la moindre entorse à la loi coranique : elle est impérative et ne connaît aucune exception ».

Il en résulte, d'après elle, que tout musulman est impérativement soumis à certaines dispositions du code de statut personnel qu'elle énumère dans le détail.

Sans m'étendre sur le fait connu que l'islam, pour s'adapter à la variété des sociétés auxquelles il a eu affaire, a accepté de subir bien des entorses à son corpus théologique, je voudrais informer M<sup>re</sup> Masson qu'à peine l'indépendance de la Tunisie obtenue, en 1956, le président Bourguiba a fait édicter un code de statut personnel qui interdit la polygamie et la répudiation, institue le divorce, fait obligation du consentement de deux époux devant l'officier d'état civil pour le mariage (toutes dispositions impossibles d'après l'auteur de l'article).

La Tunisie reste un Etat musulman, comme est indiqué dans sa Constitution (...).

C. CAMILLERI  
(Montreuil).

#### Des points contestables

L'article de Denise Masson (le Monde du 25 janvier), à côté de vérités, contient un certain nombre de points que je voudrais reprendre pour la bonne compréhension de l'islam et de la communauté musulmane. Les voici dans l'ordre :

1) Pourquoi résumer le « fatisme musulman » confondant un certain milieu paysan et maghrébin avec les musulmans, et surtout avec l'islam ?

2) L'auteur, chrétienne, est mal placée pour dire que l'islam n'a rien à recevoir des autres religions : le christianisme n'est-il pas, selon son propre jugement, la religion de la Vérité exclusive ? Alors que l'islam reconnaît tous les prophètes antérieurs, de même que cette énumération aux yeux du monde : la conception virginale de Jésus-Christ.

3) Incompatibilité entre la communauté musulmane et l'Etat français ? Mais les musulmans en France ne demandent pas un Etat musulman, que je sache ! Et alors, je ne vois pas leur incompatibilité avec l'Etat français, à condition que celui-ci redonne authentiquement la respectueuse des libertés religieuses entre autres (...).

4) La répudiation. Pourquoi appeler de ce terme péjoratif, alors que nous avons la même chose en France sous le nom de divorce ? Dans le droit malékite, la femme peut, elle aussi, demander le divorce. De toute façon, qu'on s'entende pas de l'islam les lois féministes d'aujourd'hui, mais mieux que des lois, il demande que l'époux (et l'épouse) règle les choses avec bonté et foi ;

5) Fille mariée par le père. Comme pour le cas précédent, il ne faut pas confondre de déplorables habitudes sociologiques, ou maghrébines, avec l'islam : le Prophète a eu l'occasion à plusieurs reprises d'annuler des mariages sur plainte des jeunes femmes mariées contre leur gré (...).

MOUBARAK LABARRIÈRE  
(Paris).

#### Conflit de civilisation

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour la publication de l'article de Denise Masson si remarquable par son objectivité scientifique et par sa documentation. Mme Masson met parfaitement en évidence le conflit qui existe entre

la civilisation occidentale en général, et notamment en France, d'une part, et de l'autre, la civilisation islamique.

Je tiens à préciser que l'immigré musulman demeure insaisissable dans la mesure du moins où il reste fidèle à sa religion et à ses traditions, et il a manifestement d'autant plus tendance à le faire qu'il vit en groupe...

Ce conflit provient essentiellement du fait que le statut personnel du musulman (mariage, filiation, succession) est régi par le droit religieux coranique, lequel se confond d'ailleurs avec le droit civil (inexistait dans ce domaine).

Dans ces conditions, l'Etat musulman, comme le relève Mme Masson, ne saurait admettre la laïcité (...).

FRANÇOIS DEBRANE  
(Paris).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 695672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, M.M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wasta.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Conseiller en chef : Claude Salen.

## Le Monde PUBLICITE

3, rue de Montpensier, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-32 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 266 136 F

PRX DE VENTE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,80 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 120 sc. ; Israël, 1 700 L. ; Liban, 8 300 L. ; Luxembourg, 82 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 5 fr. ; Thaïlande, 1,00 B. ; USA, 1,25 \$ ; USA (New Conn.), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 ml.

## ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 430 F

ÉTRANGER (par mandat)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PARIS-RAS  
389 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2. - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : déterminez vos provisions (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Indiquez la dernière bande d'envoi à tous correspondants.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Insigne de « Le Monde »  
7, rue des Italiens  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

Les actes de pillage...  
De notre envoyé spécial...  
Le calme de la province...  
De notre envoyé spécial...  
Le monde laisse pressentir...  
De notre envoyé spécial...

# étranger

## Haïti après le départ de « Baby Doc »

Les actes de pillage et de violence paraissent avoir cessé, dimanche 9 février, à Port-au-Prince, après la décision des autorités d'imposer pour la troisième journée consécutive le couvre-feu dans la ville. La chasse aux « tontons macoutes », que l'armée a commencé à désarmer, aurait déjà fait au moins une cinquantaine de victimes. La dissolution de ce corps de miliciens, détesté par la population, devait être annoncée ce lundi par le Conseil de gouvernement, après son introduction au Palais national.

A Paris, le gouvernement français n'avait, semble-t-il, toujours pas réglé, dimanche, le problème délicat consistant à trouver une terre d'asile pour le président déchu. M. Laurent Fabius a réaffirmé, samedi, que la France l'avait accueilli à titre « provisoire ». La France voudrait, en particulier, que le cas « Baby Doc » soit réglé avant l'ouverture, le 17 février, du premier sommet de la francophonie, auquel Haïti doit participer. Elle ne voudrait pas, en revanche, avoir à « indemniser »

d'une façon ou d'une autre le pays qui acceptera de recevoir le dictateur déchu, estimant que ce « geste » revient aux Etats-Unis.

A Tallioires, la présence de « Baby Doc » provoque une certaine émotion parmi la population. Une pétition réclamant le « départ immédiat » de l'ancien dictateur circule depuis dimanche parmi les habitants de la commune. Quelques dizaines de personnes ont manifesté, dimanche, devant l'hôtel de luxe où réside Jean-Claude Duvalier, avec sa famille, arborant des pancartes où l'on pouvait lire : « Droit d'asile pour les victimes, oui ; pour les tortionnaires, style Duvalier, non. » Joint au télégramme par Antenne 2, « Baby Doc » a déclaré qu'il jouait « plutôt inquiet » de la situation en Haïti. Il s'est dit « plutôt satisfait » de l'accueil que lui ont réservé les autorités françaises. Il a toutefois déploré être l'objet de certaines tracasseries administratives. Depuis son arrivée à Tallioires, Jean-Claude Duvalier est cloîtré à l'intérieur de son hôtel, qui est étroitement surveillé par la police.

## A la différence de la province, la capitale ne pardonne pas...

De notre envoyé spécial

Port-au-Prince. — La fête et la violence, le sabre et le goupillon : ce sont les éléments complexes de la situation, aujourd'hui, en Haïti. A Gonaïves, les jeunes, samedi 8 février, célébraient le retour de l'un des leurs, Polix Saint-Jean, sorti de la veille de prison avec vingt-cinq autres détenus politiques. « Duvalier, c'est ça, Saint-Jean, c'est ça », ont-ils dit, puis ils ont chanté, précédés par une cohorte de jeunes à vélo, à défilé dans les rues de la ville de l'indépendance. Polix Saint-Jean est parti en triomphe, acclamé par la foule, serré dans les bras de son père sous les cris et les chants.

La manifestation se poursuit tout l'après-midi au mépris du couvre-feu en vigueur dès 14 heures. Les jeunes passent devant la caserne pour demander la levée de la mesure en ce jour de fête. La voiture du nonce apostolique, de retour de Port-au-Prince avec à son bord Mgr Constant, l'évêque de Gonaïves, et Mgr Gayot, président de la conférence épiscopale et évêque de Cap-Haïtien, a beaucoup de mal à se frayer un chemin dans cette foule, où se mêlent les soldats dans une atmosphère de kermesse.

A l'arrivée à l'évêché, une centaine de jeunes entourent la limousine ; certains s'agitent sur le coffre arrière en chantant *Ave Maria*. Les deux prélats, émus et amusés, improvisent un discours : « C'est formidable, Gonaïves premier prix, il faut continuer à marcher la main dans la main, à travailler ensemble, car le travail ne fait que commencer... »

### Le calme de la province

Le rappel au calme, déjà rediffusé de nombreuses fois, concerne peu la province. De Cap-Haïtien, au nord de l'île, à Jérémie, à l'extrême sud-ouest, les villes qui avaient été les premières à se soulever sont aujourd'hui celles dans lesquelles les scènes de violence ou de pillage sont

pratiquement inexistantes. La caserne des « tontons macoutes » de Gonaïves est déserte depuis une semaine déjà. Pillée et dans un état de délabrement avancé, elle ne recèle plus que les vestiges d'une puissance aujourd'hui disparue. Les cartes d'identité des « macoutes », frappées de l'emblème de la plume, sont éparpillées à même le sol avec les documents officiels, comme cette circulaire demandant aux autorités locales, à l'occasion de la visite de la première dame de la République, de « prendre toutes les dispositions pour assurer une manifestation populaire... »

Des listes de « tontons macoutes » jonchent le carrelage. « Aucune importance, nous avons pardonné maintenant », assure Patrice, qui nous accompagne dans cette visite de la « ville pivot de la révolution », comme le proclame l'immense banderole bien et rouge à l'entrée du quartier populaire de Raboteau.

A la différence de la province, la capitale ne pardonne pas. Plus de cinquante morts et de trois cents blessés au week-end, selon des sources bien informées. L'explication est simple : les « macoutes » sont beaucoup plus nombreux dans la capitale, et ils sont armés. Il faut parfois l'intervention des militaires pour éviter des scènes de lynchage. La nuit, de nombreux tirs se font entendre en différents points de Port-au-Prince. Et les pillages de résidences de duvaléristes, à commencer par celle de l'ancien président, continuent.

Dans le petit séminaire Saint-Martial, qui abrite les locaux de Radio-Soleil, le rédacteur en chef, Joseph Georges, assure : « Les listes de « tontons macoutes » ou d'autres pilliers du régime affluent tous les jours. Les signataires de la lettre de soutien à Jean-Claude Duvalier publiée dans le journal officiel le Nouveau Monde il y a une quinzaine de jours sont aujourd'hui l'objet d'un harcèlement continu. » On parle même de « macoutes » déguisés en soldats qui

La fête d'un côté, les violences de l'autre, Port-au-Prince célèbre à sa façon la « deuxième indépendance »...

### Une certaine déception

C'est le gros problème actuellement, assure l'un des membres du conseil national du gouvernement. Il faut désarmer les éléments rebelles en vue de parvenir à leur dissolution », dit-il. Le nouveau ministre de l'Intérieur et de la défense, le colonel Regala, a interdit samedi, dans un communiqué, « tout rassemblement sur la voie publique ». La junte au pouvoir doit aussi faire face à une certaine contestation de gens « déçus par la trop grande présence d'anciens duvaléristes dans le nouveau gouvernement ». Bien que très diffus, un certain désenchantement perce dans les milieux de l'ancienne opposition.

Le nouveau ministre de l'éducation, M. Rosny Desroches, qu'on ne peut soupçonner de collusion avec l'ancien régime, justifie la composition de la nouvelle équipe : « Certains ont été les artisans d'un départ sans risque, et dans la sécurité, de la famille présidentielle. Ces personnalités respectées du duvalérisme ont préparé la transition et il fallait des hommes courageux pour éviter un bain de sang ».

Mais, dit M. Desroches, « le général Namphy, président du conseil, a assuré qu'il faut prendre un tournant démocratique et rétablir l'équilibre régional dans le cabinet. La moralité des hommes qui composent le gouvernement a été le premier souci ».

« Je sais, ajoute encore M. Desroches, qu'il y a beaucoup de risques, mais il faut les prendre pour aborder ce tournant. Nous avons le choix entre le carnage, l'interven-

tion américaine ou le compromis. Je crois que cette dernière option était la meilleure... »

C'est aussi l'avis de l'Eglise, qui après une consultation avec la junte, a accepté d'apporter sa caution au gouvernement. Selon un évêque, il y a eu « un échange libre et ouvert et un dialogue franc ». « Ils ont besoin d'être aidés », poursuit ce prélat en rappelant que « remiser le gouvernement en une chose, mais redonner une âme à ce pays est autrement difficile ». Ce soutien de l'Eglise est d'ailleurs réclamé et revendiqué de toutes parts. Ainsi le colonel Valles, ministre de l'Information et des relations publiques, membre de la junte, a-t-il adressé un message à la nation, émaillé de citations bibliques et bibliques, où il évoque la visite de Jean-Paul II en 1983 : « Vive l'Eglise, vive les associations religieuses (...), et que Dieu nous garde tous », conclut-il dans cet appel au calme adressé au peuple haïtien et demandant « le pardon des offenses ».

Les opposants, dont certains comme M. Hubert de Roncey, ont déjà annoncé leur candidature à l'élection présidentielle, revendiquant aussi l'appui de l'Eglise, aujourd'hui au centre de l'échiquier.

### Dissolution de la Chambre des députés

En attendant ces échéances, qui restent imprécises, le gouvernement doit être officiellement intronisé ce lundi au Palais national. Cette cérémonie devrait être suivie d'une déclaration d'intention du Conseil national fixant les priorités. Au nombre de celles-ci figurent, selon

l'un de ses membres, les droits de l'homme, la liberté de la presse, le fonctionnement des syndicats, la création de partis politiques et l'élection présidentielle.

La Chambre des députés a été dissoute, et le problème posé par l'actuelle Constitution devrait également être abordé. Dans un premier temps, celle-ci sera mise entre parenthèses et le conseil gouvernera par décrets. Mais certains ministres évoquent la possibilité de créer une assemblée constituante ou un conseil des sages qui travaillerait au côté du gouvernement pour établir les bases d'une nouvelle Constitution. Certains membres du gouvernement excluent même, dans une deuxième étape, la formation d'un tribunal « à l'argentine » pour juger les exactions du gouvernement de Jean-Claude Duvalier.

Cette « deuxième indépendance », selon la formule d'un membre du conseil, se heurte aussi à de nombreux problèmes plus concrets ou plus urgents. Ainsi, malgré le souhait d'une « réconciliation nationale », le cas naval n'aura pas lieu à la date prévue. Il a été décidé de le reporter pour éviter des troubles. Le retour de membres de la diaspora inquiète aussi les autorités : « Ils n'ont pas vécu cet état de trouble. Ils devront prendre leur place sur l'échiquier politique, mais il faudra le rééduquer ».

De même la légalisation éventuelle du Parti communiste soulève des réserves. « Nous avons peur de l'attrait du mirage », dit un officier. Comme le souligne M. Desroches, Haïti a maintenant besoin de « beaucoup d'imagination ».

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

## PRÉSIDENT PAR LE GÉNÉRAL NAMPHY

### Le nouveau gouvernement comprend treize ministres dont deux militaires

Placé sous la présidence du général Henri Namphy, le nouveau gouvernement comprend treize ministres, dont deux militaires, et six secrétaires d'Etat (quatre civils et deux militaires). Voici sa composition :

● **Intérieur et défense nationale** : Colonel WILLIAM REGALA. [Agé de quarante-huit ans, il occupait le poste d'inspecteur général des forces armées.]

● **Justice** : M. GÉRARD GOURGUE.

● **Affaires étrangères** : M. JACQUES FRANÇOIS. [Notable de la ville de Cap-Haïtien, il a servi sous le gouvernement du président Magloire (1950-1956) ; nommé ambassadeur auprès de l'Organisation des Etats américains à Washington en 1953, il a été ensuite secrétaire général du ministère des affaires étrangères, puis ministre de la présidence du travail, et ambassadeur à Cuba en 1956. Il s'était retiré de la vie politique dès l'accession au pouvoir de François Duvalier en 1957 pour se consacrer à l'enseignement du français et du droit civil. Il est considéré comme une personnalité modérée et nationaliste.]

● **Finances et économie** : M. MARCEL LÉGER. [A fait toute sa carrière à la Banque centrale avant de devenir directeur général de la Banque de l'Union haïtienne, directeur d'un collège de Port-au-Prince, il est aussi un prélat laïque de l'Eglise méthodiste.]

● **Plan** : M. JACQUES VIL GRAIN. [Occupé pendant dix-huit ans le poste de directeur de l'Institut haïtien de statistiques.]

● **Ministre sans portefeuille** : M. ALIX CINEAS. [Passé pour un duvalériste historique, ancien ministre d'Etat, chargé des travaux publics, il avait été écarté de mai 1984 à novembre 1985, en raison de son hostilité au clan Bennett, la famille de l'épouse de Jean-Claude Duvalier.]

● **Commerce et industrie** : M. ODONEL FENESTOR. [Fiscaliste, il a dirigé les contributions haïtiennes sous le régime de « Papa Doc » avant de détenir le même portefeuille pendant quelques mois sous son fils.]

● **Travaux publics, transports et mines** : M. PIERRE PETIT.

[Il a déjà occupé ce poste dans le passé avant d'en être écarté par « Baby Doc » en 1975 pour s'être écarté d'une affaire de corruption ; il a été formé à l'Institut géographique national de Paris.]

● **Affaires sociales** : M. TONY AUGUSTE.

[Notable de la ville de Gonaïves et journaliste, ancien membre du Parti national progressiste, la formation d'anciens duvaléristes.]

● **Santé publique** : M. SIM PHAR BONTÉME.

[Notable de la ville de Jérémie et chirurgien, il avait toujours refusé d'être ministre sous le précédent régime.]

● **Agriculture** : M. MON- TAIGU CANTAVE.

[Agronome, il a fait toute sa carrière au ministère de l'Agriculture avant d'être brièvement secrétaire d'Etat.]

● **Educateur** : M. ROSNY DES ROCHES.

[Educateur, âgé de quarante-deux ans, opposant très critique de l'ancien régime, directeur d'un collège de Port-au-Prince, il est aussi un prélat laïque de l'Eglise méthodiste.]

● **Plan** : M. JACQUES VIL GRAIN.

[Occupé pendant dix-huit ans le poste de directeur de l'Institut haïtien de statistiques.]

● **Ministre sans portefeuille** : M. ALIX CINEAS.

[Passé pour un duvalériste historique, ancien ministre d'Etat, chargé des travaux publics, il avait été écarté de mai 1984 à novembre 1985, en raison de son hostilité au clan Bennett, la famille de l'épouse de Jean-Claude Duvalier.]

## APRÈS LE III<sup>e</sup> CONGRÈS DU PC CUBAIN

### Le remaniement du bureau politique du parti laisse présager une vaste réorganisation de l'appareil d'Etat

De notre envoyé spécial

La Havane. — Dans un angle du salon présidentiel, M. Fidel Castro s'entretient discrètement avec M. Rodney Arismendi, dirigeant du Parti communiste uruguayen, un homme qui passe pour avoir toujours eu la confiance totale des Soviétiques. « Fidel » pose des questions brèves et écoute avec attention ; il caresse machinalement sa barbe striée de poils blancs.

A deux pas, M. Raul Castro, en grand uniforme de général, porte un toast au camarade Egor Ligachev, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. M. Ligachev, massif et volé, a l'air un peu crispé. « Raul » décontracté, souriant, donne des tapes dans le dos du Soviétique, qui a prononcé une allocution sans écart devant le congrès. Simple rappel rituel d'une « solidarité chaleureuse ». « Raul », le « petit frère », il a quatre ans de moins que « Fidel », est bien le dauphin désigné. Ministre de la défense, patron d'une armée totalement équipée par l'Union soviétique, il vient d'être confirmé numéro 2 du régime.

Le III<sup>e</sup> congrès a pris fin depuis moins d'une heure. C'est la réception solennelle de clôture. A 500 mètres du Palais des conventions, ultramoderne et fonctionnel, dans une résidence officielle qui ne s'est pas moins : piscines, terrasses en escaliers, pelouses vastes salons. Dans les jardins, on s'entasse autour des buffets. Communistes de l'est et de l'ouest de l'Europe, Africains, Asiatiques et Latino-Américains obtiennent les quelques mille huit cents délégués cubains, dont beaucoup arborent d'impressionnantes collections de médailles de « héros du travail », certaines accordées pour des tâches de « solidarité internationale ». C'est dans la nuit tiède de la Havane, la tour de Babel du communisme international.

M. Carlos Rafael Rodriguez, vice-président du Conseil d'Etat, arrive, le visage éclairé par un large sourire. Est-il encore le numéro trois ? Ou seulement le numéro quatre, maintenant que M. Osmany Cienfuegos a été confirmé dans ses fonctions de patron du « groupe central », un organisme créé en dehors des normes constitutionnelles, mais chargé de superviser toute l'activité économique ? Peu importe pour l'instant. M. Rodriguez, qui l'on dit « porteur d'anciens miliciens ou d'autres pilliers du régime affluant tous les jours. Les signataires de la lettre de soutien à Jean-Claude Duvalier publiée dans le journal officiel le Nouveau Monde il y a une quinzaine de jours sont aujourd'hui l'objet d'un harcèlement continu. » On parle même de « macoutes » déguisés en soldats qui

### Plus de femmes et de Noirs

Le remaniement du comité central, du bureau politique et du secrétariat est présenté comme une « large rénovation ». De fait, le tiers du comité central est renouvelé. En partie, comme l'a répété « Fidel », « pour faire une injection de femmes et de Noirs ». On compte maintenant 18 % de femmes et 28 % de Noirs dans les instances dirigeantes du parti.

« Pas encore suffisant », commente le numéro un. Une femme, en tout cas, est particulièrement à l'honneur, M<sup>me</sup> Vilma Espín, épouse de « Raul », entre au bureau politique. Mais il est difficile dans son cas de parler de « sang frais ». Vilma est une ancienne : elle est dans l'appareil d'Etat depuis vingt-sept ans, et était déjà suppléante du bureau politique.

Il reste que sur quatorze titulaires et dix suppléants du bureau politique, neuf sont écartés. Sur les neuf figurent au moins quatre compagnons de la première heure, des hommes qui étaient sur le terrain, il y a trente ans, aux côtés de « Fidel », prêts à se lancer dans l'aventure de la sierra Maestra. En

somme, des compagnons de la libération : M. Ramiro Valdez, qui avait précédemment participé à l'attaque manquée de la caserne Moncada de Santiago, en 1953 ; puis MM. Guillermo Garcia, Sergio del Valle et Jesus Montane, autre « ancien combattant » de la Moncada.

Pourtant, à la tribune du congrès, « Fidel » n'a pas présenté leur départ comme une sanction. Au contraire, il a dit que c'était des hommes « simples, purs de toutes les qualités d'une valeur exceptionnelle », et le Congrès, debout, pas du tout choqué ou étonné, les a longuement acclamés. M. Blas Roca, le vieux leader du très vieux Parti socialiste populaire (le premier Parti communiste cubain), a écouté, les larmes aux yeux, son éloge prononcé par le numéro un, qui a précisé que Blas allait se consacrer à la rédaction du code civil. Des limogés dans l'enthousiasme et la ferveur... Des dizaines de jeunes pionniers, en foulard rouge, ont envahi la salle, ont distribué des glorieux écharlates.

Exclus et nouveaux sont tous montés à la tribune sous les acclamations renouvelées et prolongées des délégués. « Nous sommes, a encore dit « Fidel », une famille, un seul point et un seul cœur... »

### Un dénouement logique

Alors, un faux coup de théâtre ? De fait, les exclus du bureau politique avaient déjà perdu, ces derniers mois, leurs fonctions ministérielles. La rénovation de l'appareil du parti est le point d'orgue d'une longue série de limogages dans le gouvernement.

Ont été également écartés, les présidents de l'Académie des sciences, de l'Institut des sports, de l'Institut de la radio et de la télévision, le directeur de l'Agence Prensa Latina. Un remaniement rampant qui laisse prévoir d'autres limogages ? C'est ce que l'on semble penser dans les milieux diplomatiques. Le signe en tout cas que quel-


que chose ne fonctionne pas bien dans ce très lourd appareil d'Etat cubain. On spéculait aussi sur une redistribution des rôles, une séparation plus nette entre gouvernement et parti, celui-ci devenant, vingt ans après sa création, le véritable moteur de toutes les activités. Une évidence, aujourd'hui, et aussi une redite : le régime est plus que jamais identifié à la personne de M. Fidel Castro. La révolution, c'est lui, et d'abord lui. Il a vieilli sans aucun doute. Mais le congrès a montré qu'il n'avait rien perdu de son emprise, de sa fécondité, de ses talents d'ouvrier. Il a beau répéter qu'il n'a aucun pouvoir, qu'il ne décide rien, qu'il ne nomme personne, il gouverne par le verbe.

Le numéro un n'a pas aimé que la presse étrangère mette l'accent, selon lui, sur la partie critique de son rapport. Du coup, il tempère son auto-critique, affirme que « le parti n'a jamais été aussi fort et aussi soudé » et qu'il est « très optimiste sur l'avenir du pays ». La chute de Duvalier ? Une seule phrase méprisante : « Les Etats-Unis ont perdu un laquais, il ne leur en reste que deux en Amérique latine : Stroessner et Pinochet. » Il conclut : « Le feu est partout dans le monde. Reagan essaie de l'éteindre. Mais nous sommes plus forts que jamais. Quand Reagan dit que le socialisme doit être rayé de la face de la terre, il me fait penser au Mein Kampf de Hitler... »

MARCEL NIEDERGANG.

### Argentine

● **Débat du ministre de la défense**. — M. Roque Carranza (soixante-cinq ans) est mort, samedi 8 février, d'un arrêt cardiaque, alors qu'il se baignait dans la piscine de sa résidence, dans la banlieue de Buenos-Aires. Il avait été nommé à la défense en mai 1985, après avoir occupé le poste de ministre des travaux publics dans le premier gouvernement du président Raul Alfonsín. — (AFP.)



**François WEYERGANS**

roman

Il était une fois un petit fœtus qui vivait tout seul dans le ventre de sa mère...

**GALLIMARD** *rf*

**Monde**

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
454 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
487 F 1 337 F 1 952 F 2 550 F

ÉTRANGER (par message)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : un avis préalable est requis. Les abonnements sont servis à l'adresse indiquée sans aucune demande de la part de l'abonné. Les abonnements sont renouvelés d'office à moins d'un avis contraire.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer vos lettres propres en capitale d'impression.

Imprimerie : Le Monde  
75000 PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : 57-437  
ISSN : 0395-2037

ITE AL'ÉTRANGER

1000 F : Allemagne, 1 200 DM : Autriche, 17 Sch. : Belgique, 315 F : CFA : Danemark, 750 Kr. : Espagne, 1 320 Ptas. : France, 1 200 F : Grèce, 1 200 Dr. : Italie, 1 200 Lit. : Japon, 12 000 Yen. : Pays-Bas, 2 G. : Portugal, 110 Esc. : Suède, 1 200 Kr. : USA, 1 25 \$ : USA (West Coast), 1 50 \$.

# ASIE

## LA FIN DU VOYAGE DU PAPE EN INDE

### Jean-Paul II a abordé à Bombay le problème de la contraception

Lors de son avant-dernière étape, le lundi 10 février, à Poona, dans l'ouest du pays, le pape a mis en garde les prêtres contre toute tentation à jouer un rôle politique dans la société indienne. Jean-Paul II avait en effet annoncé un accueil discret à Bombay, où il a rencontré le Dr Ram-

#### De notre envoyé spécial

Bombay. - L'arrivée, dimanche 9 février, de Jean-Paul II à Bombay, sur la dernière étape de son voyage de dix jours en Inde, n'a provoqué que des embouteillages ici et là, quelques dizaines de milliers de personnes ont participé à une « rencontre de prières » le matin à Vashi, ne localité située à l'extrême nord de la grande Bombay, où les Forces armées indiennes ont tenu un « rassemblement au drapeau indien ».

Un double cordon de curieux s'était formé sur les trottoirs d'attente parcourent en « papamobile » la basilique du Mont-Mary, l'abbaye de l'archevêché, puis le parc Shivaji au cœur de Bombay résidentielle, où a été célébrée la messe dominicale. On notait toutefois des groupes plus compacts et très chaleureux d'écoliers chrétiens en uniformes.

A plusieurs reprises le cortège a traversé de pitoyables bidonvilles peuplés de milliers de personnes qui ont suivi le pape à la célébration au parc Shivaji : une assistance très « urbaine », évidemment moins portée aux manifestations catholiques que les gens du Sud.

L'homme du jour était très attentif, puis elle avait pour thème « la famille », et ne pouvait éviter d'aborder l'épineux problème de la

contraception, qui met l'Eglise catholique en porte-à-faux par rapport au programme de contrôle des naissances, discrètement mais sûrement, « poussé en avant » par le gouvernement indien. Thème politique de surcroît, non plus certes brûlant, comme il le fut en 1977, mais encore bien présent dans le débat public.

Jean-Paul II a joué d'habileté en citant deux grands Indiens, auxquels il avait déjà fait de nombreuses références pendant son voyage. Il évoqua d'abord Rabindranath Tagore (1) : « Chaque enfant qui naît apporte le témoignage que Dieu n'a pas perdu espoir en l'humanité. » A travers la transmission responsable de la vie, maris et femmes acceptent joyeusement les enfants, comme un signe de fécondité et un don de Dieu », a expliqué Jean-Paul II.

Par quels moyens, cependant, une famille qui ne s'estimait plus « responsable » de la naissance de nouveaux enfants en son sein peut-elle limiter la procréation ? Cette fois, Jean-Paul II a cité Gandhi : « Tout en acceptant que l'acte d'engendrer doit être contrôlé, a dit le pape, si l'on veut parvenir à une croissance équilibrée du monde, Gandhi demandait : Comment la limitation de la procréation peut-elle être mise en œuvre ? Et il répondait : Non point par des moyens immoraux et artificiels. Mais par une vie de discipline et de contrôle de soi-même. »

de, archevêque de Canterbury, primat de l'Eglise anglicane, de passage également dans cette ville.

Le Saint-Père devait y revenir lundi soir, pour mettre fin à sa visite de dix jours en Inde.

Après l'apologie du martyr et de la sainteté, voici celle de la continence. Le pape n'a donc pas craint, tout au long de ce voyage, d'appeler les catholiques indiens à des efforts qui ne trouvent désormais plus d'échos dans cet Occident en proie à une indifférence religieuse qui l'attire. Mais, est-ce bien là la solution pour la majorité, dans un pays qui, malgré de méritoires efforts de développement, voit encore croître chaque année le nombre de ses ansibles, en raison d'une progression démographique encore insuffisamment maîtrisée ?

On bien, le message était-il adressé aux autorités politiques, pour leur démontrer que, contrairement à une opinion répandue en Inde, l'hostilité de l'Eglise catholique à certaines formes de planning familial n'est pas contrainte par les meilleurs esprits nationaux ?

#### Au pays des trois églises

La veille, le pape avait achevé son parcours au « pays des trois églises » : le Kerala, où tout prouve la vitalité du catholicisme. Les photographes s'en sont donné à cœur joie, à Kottayam, au cœur du pays syro-malabar, le pape officiant, pour la première fois peut-être depuis les débuts du christianisme, en chœur rose.

A Trivandrum, capitale du Kerala, située à une centaine de kilomètres plus au sud, Jean-Paul II a, le même jour au soleil couchant,

puis à la nuit tombée, présidé une rencontre avec les catholiques syro-malabars. Cette communauté de deux cent cinquante mille fidèles se voyait ainsi reconnaître une dignité pour laquelle elle n'a jamais cessé de combattre au cours de son histoire mouvementée. Les Malankars (« ceux de la montagne », par rapport aux Malabars, « ceux de la mer ») sont, en effet, de lointains descendants de ces très anciens chrétiens, qui ont peut-être été évangélisés par l'apôtre Thomas lui-même.

Prélat à l'allure antique, dont la voix chevrotante s'élevait alors qu'il lit son discours de bienvenue au pape, l'archevêque Mar Gregorios est la plus haute autorité de cette communauté. Les quelque cent cinquante mille fidèles rassemblés samedi soir sur la plage de Trivandrum ne comprennent, pour la plupart, que les quelques phrases en malayalam local dont le pape émaille son discours en anglais. Mais, pour souligner l'importance de l'événement, ils avaient construit en « dur », devant la mer, une grande tribune de 20 mètres de haut, sachant pourtant qu'ils devraient entreprendre de la détruire dès le lendemain, en raison de sa trop grande proximité avec un édifice hindou !

J.-P. CLERC.

(1) Rabbin, philosophe et écrivain, prix Nobel de littérature en 1913.

## Les Philippines au bord de l'affrontement

(Suite de la première page.)

NAMFREL, qui travaille avec les mêmes données de base que la COMELEC (les résultats du vote qu'il a été établi sur place), la suite du décompte des bulletins, est une épine dans le pied de M. Marcos. Organisé par un mouvement de citoyens lors des élections de 1984, disposant d'équipements modernes et fort de concours de 500 000 volontaires venus d'associations civiles et religieuses, NAMFREL est un organisme tout à fait crédible. L'université Lasalle, où il a installé ses ordinateurs, est d'ailleurs assésée jour et nuit par une foule qui vient lire les résultats affichés sur de grands tableaux.

L'attraction que suscite NAM-

**Le scrutin a été marqué par une fraude, aux proportions inimaginables, mais désormais établie.**

où son parti, le KBL, dispose de la majorité.

Cette manœuvre ne peut cependant guère redonner crédit au régime : les élections ont été marquées par une fraude aux proportions inimaginables mais désormais établies. Dimanche soir, la délégation d'observateurs internationaux, venus de dix-neuf pays, et qui travaillent parallèlement à celle du Congrès américain, dirigée par le sénateur Lugar, a publié un communiqué très clair

rendait pas publics les chiffres indiquant la victoire de l'opposition. Interrogé par l'Agence France-Presse, le sénateur John Kerry, membre de la délégation des observateurs américains, a déclaré : « Nous avons là une preuve accablante. »

Depuis samedi, jour où Cory Aquino a déclaré que, ayant recueilli 55 % des voix, elle se considérait comme la gagnante, a commencé l'épreuve de force avec le pouvoir. Une fois assurée que l'élan populaire qui avait porté Cory au cours de la campagne s'était concrétisé par une majorité dans les urnes, l'opposition devait empêcher la falsification des résultats. Elle ne peut certes s'appuyer sur NAMFREL, mais il fallait aussi prendre M. Marcos de vitesse et annoncer au pays la victoire de l'opposition avant que les manipulations des résultats ne le donnent gagnant.

Deux heures après que M. Aquino a été présentée comme le « nouveau président élu », Ferdinand Marcos convoqua une conférence de presse. Sous les lambris dorés de Malacanang, avec son épouse, Imelda, noyée dans un nuage de parfum, qui lui faisait porter de mystérieux messages griffonnés sur des morceaux de papier, M. Marcos contre-attaquait. Faisant preuve d'une énergie qui, ces derniers temps, semblait l'avoir abandonné, jonglant avec les chiffres, il brossa un tableau des élections d'où il ressortait que l'opposition était loin d'avoir gagné, et qualifia d'« irresponsables » les déclarations de la candidate de l'opposition.

#### Le président pris de court

M. Marcos, sur la défensive, paraissait conscient du fait que la situation était en train de tourner à son désavantage. Il avait commis, d'abord, une erreur de jugement. Ayant décidé ces élections, afin de contrer les critiques dont il était l'objet de la part des Etats-Unis, il avait dû autoriser NAMFREL à fonctionner parallèlement à la COMELEC et à inviter des observateurs étrangers à suivre le déroulement du scrutin. Il pensait alors pouvoir contrôler la situation.

Le « phénomène Cory » a fait dérailler ce scénario. Pris de court, risquant de perdre, M. Marcos a forcé la mise. Cependant, non seulement il est allé trop loin (la fraude a dépassé le « seuil de tolérance »), mais encore, malgré intimidations, menaces et manipulations, il n'a pu juguler la montée de l'opposition. Sur le plan tactique, il avait fait une autre erreur : voulant minimiser les pertes dans les villes, et surtout à

Manille, il a fait porter tout l'effort sur les centres urbains, au détriment des campagnes. Or il n'a pas réussi à contenir l'opposition dans les villes, et une bonne partie des campagnes a voté contre lui. M. Marcos ne pouvait plus alors compter sur les manipulations dans le décompte des voix pour assurer sa victoire. Ce qui explique à la fois la lenteur extrême de la COMELEC (qui semble avoir reçu l'ordre de ne faire entrer dans les ordinateurs que les résultats positifs au régime) et la nécessité de neutraliser NAMFREL, qui, en milieu de journée, ce lundi, avait calculé près de la moitié des résultats. M. Marcos obtenait 5,1 millions de voix et M. Aquino, 5,8 millions.

Pour contrer ces manœuvres, l'opposition avance lentement. Après l'annonce de la victoire de Cory Aquino, elle l'a fait cautionner, en quelque sorte, par l'Eglise. Dimanche, au cours d'une messe, M. Aquino a été présenté par l'évêque comme la « présidente élue ». Deux heures plus tard, le cardinal Sin a appelé au respect de la volonté populaire. Prudent dans ses propos, le cardinal n'en consacre pas moins implicitement la victoire de l'opposition. La veille des élections, il avait refusé de dire une messe dans la chapelle du palais présidentiel. « Ils peuvent prier seuls pour implorer la miséricorde divine », avait-il sèchement déclaré alors.

L'opposition semble attendre que NAMFREL ait calculé plus de 50 % des résultats - ce qui devrait être fait dans la soirée de ce lundi si ces opérations ne sont pas arrêtées avant - pour passer à une nouvelle étape dans l'épreuve de force : les manifestations et les actions de « désobéissance civile ». Elle est assurée du soutien d'une partie de la gauche radicale, qui, officiellement, a boycotté les élections. Le mouvement Bayan, qui rassemble des groupes proches du PC clandestin, a déjà annoncé qu'il était prêt à participer à ces manifestations.

Dans l'entourage de Cory Aquino, on est prêt à une confrontation de rue s'il le faut. M. Marcos, pour sa part, n'a peut-être semblé hésitant et sur la défensive que pour riposter en force dès que l'opposition lui en fournira le prétexte. Si, pour une raison ou pour une autre, des manifestations dégénèrent en début d'été, et en affrontements avec l'armée, M. Marcos pourrait en profiter pour proclamer la loi martiale, annuler les élections (une hypothèse qu'il n'a pas écartée lors de sa conférence de presse) et « nettoyer le terrain » par des arrestations massives. Il est vraisemblable qu'il cherchera, dans un premier temps, à éviter un tel scénario, qui achèverait de discréditer son régime aux Etats-Unis. C'est pourquoi il tente d'enfermer la situation au Parlement.

PHILIPPE POINS.

## Chine

### La pente savonneuse de la contrebande

De notre correspondant.

Pékin. - On l'attendait depuis des semaines. Le premier scandale au niveau gouvernemental a été rendu public le vendredi 7 février, à la veille des congés de la Fête du printemps, le Nouvel An chinois.

Comme si on voulait faire un cadeau à une population traumatisée par la hausse des prix et la corruption et qui attendait des « titres », Pékin a annoncé que l'ancien ministre de l'Aéronautique, M. Zhang Jun (remplacé en juin dernier) et l'actuel vice-ministre, M. Cheng Liancheng, avaient reçu un « avertissement disciplinaire sérieux » pour « bureaucratisme ». En clair, ils sont accusés d'avoir manqué de vigilance ou d'avoir couvert une importante affaire de contrebande pour laquelle quatre hauts fonctionnaires ont été arrêtés, et deux autres sanctionnés, dont le directeur du bureau général du ministère.

Sous couvert d'une société fantôme, ce qui est strictement interdit depuis 1984, ces fonctionnaires avaient tenté d'importer illégalement pour plus de 41 millions de dollars de téléviseurs en pièces détachées en provenance de France. C'est au moment où était révisé le gigantesque scandale de l'île de Hainan (contrebande d'automobiles et autres biens de consommation), l'état d'urgence, que le pot aux roses a été découvert.

Selon la commission de discipline du PCC, un inspecteur des douanes s'est rendu compte que la licence d'importation pour 120 000 téléviseurs était fautive. Il se trouve que le ministre chinois de l'Aéronautique

entretient d'étroites relations avec la France. Plusieurs accords de coopération ont été signés ces dernières années, mais hautement pas avec les personnes incriminées. La Chine est fort intéressée par les relations spatiales européennes et en particulier françaises.

Mais cette affaire, au-delà de l'importation frauduleuse de téléviseurs français, pose un problème de fond : quand on entreprend des négociations commerciales avec un pays d'économie étatisée comme la Chine, on pourrait penser que le partenaire négocie et signe, avec l'accord des autorités supérieures, en respectant les obligations légales. Or il se trouve que, le vent d'affaires aidant, des organismes officiels ont conclu des accords contrevenant aux règles en vigueur, plus, de hauts fonctionnaires, se présentant sous les couleurs de leur ministère, ont conclu des affaires au profit d'une société privée dont ils étaient les responsables.

Comment démanteler le vrai du faux ? Comment savoir si un interlocuteur officiel, recevant dans son bureau de fonction ou venu en voiture de service, traite au nom de son pays ou pour son propre compte ? Comment éviter de se voir entraîner malgré soi sur la pente savonneuse de la contrebande ? Comment savoir si tel permis d'importation est authentique ou falsifié ? Certes, ces pratiques sont illégales et condamnées de plus en plus sévèrement par le régime. Il n'en reste pas moins que cela complique singulièrement la tâche des négociateurs étrangers.

PATRICE DE BEER.

## DIPLOMATIE

### L'ÉCHANGE D'ESPIONS ENTRE L'EST ET L'OUEST

#### La télévision devrait pouvoir filmer en direct la libération de Chitcharanski

Des milliers de curieux et de journalistes se sont succédé dimanche 9 février au pont de Gliénick, qui relie le secteur américain de Berlin-Ouest au faubourg de Potsdam en RDA, dans l'attente de l'échange de prisonniers entre l'Est et l'Ouest, qui, sauf incident de dernière minute, devrait avoir lieu en cet endroit mardi 11 février. Un contre-relais des postes fédéraux, chargé « à la demande des alliés » de transmettre par satellite les images télévisées de l'échange, a même pris place samedi à proximité du pont.

Selon l'agence DPA et l'hebdomadaire ouest-allemand Welt am Sonntag, l'échange porterait sur cinq prisonniers de chaque côté, mais un seul dissident soviétique serait impliqué : M. Anatoli Chitcharanski, dissident juif condamné il y a plusieurs années pour « espionnage ». L'hebdomadaire Bild Zeitung croit pouvoir ajouter que sa mère, M. Ida Milgrom, âgée de soixante-dix-sept ans, recevrait prochainement l'autorisation d'émigrer à l'Ouest : mais cette dernière, interrogée à Moscou par téléphone, n'aurait pu confirmer ni son prochain départ ni la libération de son fils, rapporte la presse israélienne.

Les autres prisonniers libérés seraient, du côté de l'Est, deux Allemands condamnés en RDA à la prison pour espionnage au profit de la République fédérale, et deux autres Allemands condamnés à des peines plus réduites. Dans l'autre sens, l'Ouest renverrait vers l'Est un Soviétique, M. Smeliakov, condamné en septembre dernier, à Düsseldorf, à trois ans de prison pour espionnage dans le domaine de l'informatique : un Polonais, M. Kaczmarek ; enfin, trois personnes condamnées en RFA ou aux Etats-Unis pour espionnage au profit des pays de l'Est, M. Scharfner et le couple Koecher.

Par ailleurs, et sans qu'un lien soit officiellement établi avec l'échange de Berlin, Moscou a libéré samedi et

renvoyé en RFA trois Allemands de l'Ouest accusés d'avoir soudoyé des fonctionnaires soviétiques. Il s'agit de M. Schanzbach, épouse du propriétaire d'une petite société de RFA, condamnée à sept ans de prison l'an dernier, d'un employé de la même société, M. Arsen, et d'un représentant de Siemens à Moscou, M. Luetke. Enfin, le sénateur Kennedy, qui vient de rentrer de Moscou, a annoncé qu'il avait obtenu le départ de vingt-cinq candidats soviétiques à l'émigration vers Israël. Sur la liste qu'il avait auparavant soumise aux autorités de Moscou, a-t-il précisé, six ont déjà pu émigrer et dix-neuf ont reçu « un avis favorable ».

Après les déclarations faites par M. Gorbatchev à l'Humanité (le Monde daté 9 et 10 février), il se confirme que l'académicien Sakharov reste à l'écart de ces échanges. Aux Etats-Unis, la famille du dissident a contesté les affirmations du numéro un soviétique. Selon sa belle-fille, l'allemande selon laquelle Sakharov détiendrait des « secrets d'Etat » n'est qu'un « prétexte », car les travaux de l'académicien sur l'arme atomique « remontent à dix-huit ans et n'ont plus de caractère secret ».

Quant aux « actes illégaux » qui lui sont reprochés, le genre du physicien a objecté que ce dernier n'a fait l'objet d'aucune poursuite légale et a mis au défi M. Gorbatchev de prouver ses accusations devant un tribunal. Par ailleurs, l'Observateur affirme, dimanche, en se référant à des lettres manuscrites de Sakharov, dont il annonce la publication à partir de son prochain numéro, que l'académicien a été physiquement malmené et mentalement torturé par le KGB, notamment après avoir été enlevé de force à son domicile, le 7 mai 1984, et confiné pendant quatre mois dans un hôpital de Gorki, ainsi qu'au cours de deux grèves de la faim qu'il a observées en 1984 et 1985. - (AFP.)

### GESTION FINANCIÈRE, COMPTABLE, FISCALE

Devenez un véritable PROFESSIONNEL  
Formation INTENSIVE

Enseignement concret animé par des Experts Comptables.  
Séminaires de 2 mois, compatibles avec des activités  
salariales ou étudiantes.

#### ÉCOLE DE GESTION DE PARIS

3, impasse Royer Collard, 75005 Paris (métro Luxembourg)  
Tél. 46 34 66 06

Centre Associatif de Formation Permanente, sans but lucratif.



FREL contraste avec l'indifférence pour les résultats affichés sur Roxas Boulevard par les journaux pro-gouvernementaux ou même ceux de la COMELEC, dont le siège est déserté par le public et qui, avec ses appareils sophistiqués, fait penser à une « salle de réanimation » du régime.

Accusé par M. Marcos d'utiliser des documents « suspects » pour ses calculs, vilipendé sans gêne à la télévision, dont les chaînes sont contrôlées par le régime, NAMFREL a été défendu, dimanche, par le cardinal Sin. Au cours d'une messe à laquelle assistaient les deux candidats de l'opposition, Cory Aquino et Doy Laurel (qui, lui aussi, semble gagner dans la course à la vice-présidence), l'archevêque de Manille a félicité les volontaires de NAMFREL : « Je sais que vous n'êtes pas des terroristes et que vous œuvrez au contraire pour le respect des principes démocratiques. »

Le travail accompli par NAMFREL étant en quelque sorte cautionné par l'Eglise, M. Marcos n'avait pas d'autre choix que de tenter de faire arrêter ses opérations de décompte, ainsi que celles de la COMELEC, en transférant cette tâche au Parlement.

sur ce point. Soulignant les fraudes (achats de voix, intimidations, violences) constatées dans certaines régions, la délégation, estimant que c'est au peuple philippin de décider de la validité de ces élections, conclut néanmoins : « Ces anomalies sont graves et peuvent avoir un impact sur les résultats. » Répondant à une question sur la responsabilité de ces fraudes, M. John Hulme, membre du Parlement d'Irlande du Nord, a déclaré : « Sans le moindre doute, ces irrégularités sont le fait des gens travaillant pour le gouvernement. »

Quelques heures plus tard, une trentaine d'employés affectés aux ordinateurs de la COMELEC quittaient leur travail en signe de protestation, affirmant qu'ils ne voulaient pas être complices d'opérations de fraude. Les chiffres qu'on leur demandait de mettre dans les ordinateurs n'étaient pas, selon eux, ceux figurant sur les documents provenant des bureaux de vote.

Ces trente personnes ont demandé asile à l'Eglise, craignant des représailles. Lors d'une conférence de presse ce lundi matin, leur porte-parole a affirmé qu'ils étaient en possession de preuves matérielles de la fraude et précisé que la COMELEC ne

\* Au Grand

La Krediet

compter et depu

BULL à Luxem

partenaire. Plusi

mes BULL assu

une gestion ban

tionale et interna

En 1985, co

depuis 5 ans, BU

a fait progresser s

res de 20 M. Bell

Parmi ses ch

entreprises majo

Duché. bancaires

et le Centre Inf

Communauté Ec

péenne. véritable

rope des douze.

Du cœur de l

propose une offre

teurs, basée sur un

et grands système

ne

## avonneuse trebande

entretient d'étroites relations avec la France. Plusieurs accords de coopération ont été signés ces dernières années, mais heureusement pas avec les personnes incriminées. La Chine est fort intéressée par les réalisations spatiales européennes et en particulier françaises.

Mais cette affaire, au-delà de l'importation frauduleuse de téléviseurs français, pose un problème de fond : quand on entreprend des négociations commerciales avec un pays d'économie étatisée comme la Chine, on pourrait penser que le partenaire négocie et signe, avec l'accord des autorités supérieures, en respectant les obligations légales. Or il se trouve que le vent d'affaires aidant, des organismes officiels ont conclu des accords contrevenant aux règles en vigueur, pire, de hauts fonctionnaires, se présentant sous les couleurs de leur ministère, ont conclu des affaires au profit d'une société privée dont ils étaient les responsables.

Comment déceler le vrai du faux ? Comment savoir si un interlocuteur officiel, travaillant dans son bureau de fonction ou venu en voiture de service, trans au nom de son pays ou pour son propre compte ? Comment éviter de se voir entraîner malgré soi sur la pente savonneuse de la contrebande ? Comment savoir si tel permis dûment tamponné est authentique ou falsifié ? Certes, ces pratiques sont illégales et condamnées de plus en plus sévèrement par le régime. Il n'en reste pas moins que cela constitue singulièrement la tâche des négociateurs étrangers.

PATRICE DE BEER.

## IATIE

ENTRE L'EST ET L'OUEST

rait pouvoir filmer  
on de Chtcharanski

renvoyé en RFA trois Allemands de l'Ouest accusés d'avoir soudoyé des fonctionnaires soviétiques. Il s'agit de M. Schutzenbach, époux du propriétaire d'une petite société de RFA, condamnée à sept ans de prison l'an dernier, d'un employé de la même société, M. Annet, et d'un représentant de Siemens à Moscou, M. Lueke. Enfin, le sénateur Kennedy, qui vient de rentrer de Moscou, a annoncé qu'il avait obtenu le départ de vingt-cinq candidats techniques à l'émigration vers Israël sur la liste qu'il avait auparavant soumise aux autorités de Moscou. Ce procès, aux ordres de Moscou et dix-neuf ont reçu « un avis favorable ».

Après les déclarations faites par M. Gorbatchev à l'Humanité, le Monde daté 9 et 10 février, il ne confirme que l'académicien Sakharov reste à l'écart de ces échanges. Aux Etats-Unis, la famille du docteur a contesté les affirmations du nouveau régime soviétique. Selon sa belle-fille, l'émigration selon laquelle Sakharov détiendrait des « secrets d'Etat » n'est qu'un « prétexte » car les travaux de l'académicien sur l'arme atomique « remontent à dix-huit ans et n'ont plus de caractère secret ».

Quant aux « actes illégaux », qui lui sont reprochés, le genre du spionnage a été objecté que ce dernier n'a fait l'objet d'aucune poursuite légale et a mis au défi M. Gorbatchev de prouver ses accusations devant un tribunal. Par ailleurs, l'Observateur affirme, d'après les lettres manuscrites de Sakharov, dont il annonce la publication à partir de son prochain numéro, que l'académicien a été physiquement malmené et mentalement torturé par le KGB, notamment après avoir été saisi de force à son domicile, le 7 mai 1984, et confiné pendant quatre mois dans un hôpital de Gorki, ainsi qu'au cours de deux grèves de la faim qu'il a observées en 1984 et 1985. — [AFP.]

COMPTABLE, FISCALE

le PROFESSIONNEL  
INTENSIVE

per des Experts Comptables  
atibiles avec des activités

ITION DE PARIS

75005 Paris (proximité Luxembourg)  
34 66 06

n Permanente, sans but lucratif

# ZU LËTZEBUERG AS E BAM HÄR IWWERT D'KONTEN.

\* Au Grand-Duché de Luxembourg un arbre règne sur les comptes.

La Kredietbank S.A. Luxembourgeoise sait compter et depuis plus de quinze ans, compte sur BULL à Luxembourg comme sur un véritable

partenaire. Plusieurs grands systèmes BULL assurent en temps réel une gestion bancaire intégrée nationale et internationale.

En 1985, comme tous les ans depuis 5 ans, BULL à Luxembourg a fait progresser son chiffre d'affaires de 20 %. Belle performance !

Parmi ses clients : le tiers des entreprises majeures du Grand-Duché, bancaires ou industrielles, et le Centre Informatique de la Communauté Economique Européenne, véritable mémoire de l'Europe des douze.

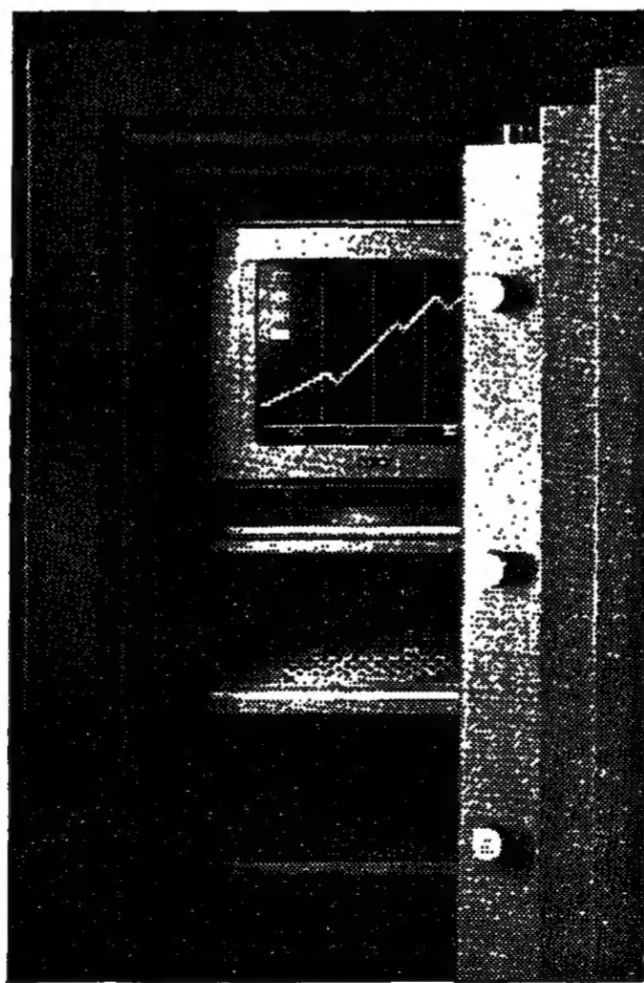
Du cœur de l'Europe, BULL à Luxembourg propose une offre distincte des autres constructeurs, basée sur une compétence forte en réseaux et grands systèmes et le respect permanent de la

liberté d'organisation et d'évolution du client.

C'est ainsi que BULL à Luxembourg développe des solutions nouvelles, et des alliances avec des sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

Fort d'une offre intégrée ouverte et sectorielle, BULL à Luxembourg aborde avec confiance les années à venir. Bureautique, informatique distribuée, applications sectorielles... Les atouts maîtres des conquêtes de demain sont là.

Fort d'une compétitivité établie et de la compétence solide de ses équipes, BULL à Luxembourg offre une informatique qui, donnant plus de liberté aux utilisateurs, leur permet de mieux entreprendre. Et à Luxembourg, on aime l'esprit d'entreprise.



J. J. de Bassompierre  
Directeur Général de  
BULL en Belgique  
et au Grand-Duché  
de Luxembourg

# Bull





**D.M.L: Tel. (1) 46 87 31 24**

# EUROPE

## Italie

### Palerme, perplexe, s'interroge sur la portée de l'offensive contre la Mafia

De notre envoyée spéciale

Palerme. — A la veille d'un procès qui doit être l'acte d'accusation de la Mafia, la ville de la Sicile, qui a été le théâtre de la lutte contre la Mafia, se trouve dans une situation paradoxale. Elle est le théâtre d'une offensive contre la Mafia, mais elle est aussi le théâtre d'une offensive contre la Mafia.

L'un des éléments-clés de la partie qui s'engage sera en effet la capacité du système judiciaire à faire passer la Mafia à la barre.

Les marionnettes siciliennes reclues dans leurs particularismes, maintenues par la Mafia dans un état de sous-développement social et culturel, ne seront plus laides pour compte.

Ce procès sera long (un an et demi environ). Il n'est pas le premier. Il y en aura d'autres, mais il est cependant, à bien des égards, historique. En premier lieu par l'interêt qu'il suscite dans toute l'Italie : on le sait maintenant, la « pieuvre » est à Milan, à Rome, à Florence, sans parler de Marseille, New-York ou Chicago.

C'est la première fois, d'autre part, que l'Etat s'attaque non plus à tel ou tel parrain isolé mais à l'organisation tout entière. Car il vient d'être démontré, grâce au travail et à l'abnégation de quelques juges, que le trafic de drogue, les assassinats et les autres délits commis depuis dix ans dans cette île relèvent d'une seule et même organisation.

tion, quand bien même elle s'est féroce-ment déchirée ces dernières années.

Enfin, si ce procès a pris cette dimension, c'est que, pour la première fois aussi, la loi du silence a été brisée, non seulement par les deux repentis vedettes, Tomaso Buscetta et Salvatore Contorno, mais par une trentaine d'autres.

#### Peu d'illusions

Palerme, pourtant, reste perplexe. Les semaines qui viennent de s'écouler ont incité, il est vrai, à ne pas se bercer d'illusions. D'abord, il y a eu le choc des jurés : sur la cinquantaine convoqués par le tribunal, trente-cinq ne se sont pas présentés ou sont venus munis de certificats de maladie. Le jury a finalement été constitué le 13 décembre (deux hommes et quatre femmes entre trente et quarante ans, plus dix suppléants), certains ayant témoigné d'un courageux sens civique, les autres n'ayant tout simplement pas trouvé le moyen d'y échapper.

Et puis, il y a eu cette polémique autour des avocats. L'affaire, il est vrai, est juteuse pour des membres du barreau qui se sont portés plus allégrement vers la défense des accusés que vers la représentation beaucoup moins lucrative de la partie civile. Certains l'ont fait au mépris de leur appartenance au Parti communiste, qui se veut très clairement et depuis toujours anti-Mafia. D'autres ont décidé de défendre jusqu'à la mort, ce qui témoigne plutôt de l'apréhension que du respect de l'éthique professionnelle. Bref, on a eu tout loisir de vérifier que la clientèle mafieuse est celle qui fait vivre les avocats palermitains.

Le Fonds de solidarité créé à l'initiative de l'Etat pour secourir les familles des victimes de la Mafia n'a pas non plus fait illusion. Beaucoup des parents des victimes ont d'ailleurs refusé cette démarche, soit par peur, soit parce qu'ils sont revenus de tout et ne croient plus à la volonté de l'Etat d'en finir avec la Mafia.

Le ministère public a-t-il aussi illusion ? L'instruction ou bien se fera-t-elle à huis clos, ou bien sera-t-elle publique ? Des hommes politiques seront-ils cités comme témoins par la partie civile ? Autant de tests qui permettront déjà de mesurer, dans les mois qui viennent, la vraie portée de l'offensive anti-Mafia.

Dans le palais de justice de Palerme, blindé, arpenté par des policiers et où ses gardes du corps - gilets pare-balles et doigts sur la gâchette - veillent devant son bureau, le « petit juge » Di Iorio explique que ce procès n'est plus son affaire. Il s'est attelé avec ses collègues à l'instruction du suivant, plus difficile, mais plus important sans doute, puisqu'il ne s'agit plus seulement de la branche « militaire » de la Mafia, mais de ses ramifications économiques et politiques.

#### Sur terrain politique

« Le crime organisé, dit-il, cela existe ailleurs. Mais la Mafia fait plus parce qu'elle est non seulement liée à l'ensemble du système écono-

que et politique de la région, mais même à son système culturel et mental. Si un jour tombe, un autre le remplacera. C'est avec le jeu lui-même qu'il faut en finir ».

Les juges font encore une fois pour ce second procès aussi loin que possible, c'est-à-dire aussi loin qu'ils parviendront à rassembler des preuves. « Le problème », dit le juge Di Iorio, « c'est que sur le terrain politique, nous n'avons pas de repères ».

Il ne cache pas son scepticisme : « Quand la classe politique italienne a voulu se débarrasser du problème du terrorisme, elle l'a fait en quelques mois. Elle pourrait le faire aussi avec la Mafia, mais jusqu'à présent nous n'avons pas eu de preuves de sa bonne volonté. Bien sûr, il y a quelques secteurs qui paraissent plus décidés, mais n'est pas perdu sinon je ne serais pas là ».

A la tête de la municipalité depuis quelques mois, Luca Orlando, formé chez les jésuites, jeune, dynamique et cultivé, tranche sur les notables « honorables » et véreux qui l'ont précédé à ce poste. Il tient un discours roboratif, il va manifester avec les lycéens contre la Mafia (discrètement, au dernier rang). Quand les chômeurs défilent dans Palerme avec des pancartes qui disent « Viva la Mafia », il saute dans un avion pour Rome et revient triomphant avec en poche 25 milliards de lire (dont il ne sait pas très exactement s'ailleurs ce qu'il fera).

« Il faut faire venir des investisseurs extérieurs », dit-il, et il a déjà commencé à ouvrir à toute l'Italie des adjudications que se partagent autrefois les mafieux grâce à leurs relais politiques dans les institutions communales. Mais quand le maire affirme catégoriquement : « cette société a changé et elle ne demande qu'à s'ouvrir », on se demande de quelle Sicile il parle, s'il est en train de prouver le mouvement en marchant, ou bien si ce discours n'est pas la nouvelle façade derrière laquelle se referont, comme de toute éternité, les pressions, les recommandations, les compromissions, les alliances touchées.

La vieille démocratie chrétienne, proche du Pci, conduit par Andreotti, a dû céder la place à la Démocrie sociale, qui a été éliminée aux élections municipales. Les deux tiers des membres du conseil municipal sont aujourd'hui des hommes nouveaux, mais les autres ? Un seul des alliés notoires de la Mafia, Vito Ciancimino, ancien maire de Palerme, est assis à la résidence et attend son procès : son ami Salvo Lima, un des témoins de la démocratie chrétienne sicilienne, pourtant impliqué dans les rapports de la commission anti-Mafia, est toujours irrespectablement épuisé.

Ajoutons que l'incrédulité domine à Palerme, la Mafia a pris des coups sévères, la classe politique sicilienne a dû subir un lifting, de nouveaux équilibres se cherchent, sans qu'on sache pour l'instant comment ils s'établiront. Mais si après ce procès dans la mare, après l'ouverture en fanfare de ce maxi-procès, la surface de l'eau redevenait peu à peu lisse et glissante comme avant ?

CLAIRE TRÉAN.

# A TRAVERS LE MONDE

## EST-OUEST

### Selon M. Kennedy, un deuxième sommet soviéto-américain dépendra d'un progrès sur les euromissiles

Confirmant ce que l'agence Tass avait rapporté de son entretien, le 6 février, avec M. Gorbatchev le Monde du 8 février, le sénateur Edward Kennedy a affirmé au cours d'une conférence de presse à son retour à Washington, dimanche 9 février, qu'un accord américano-soviétique sur les armements nucléaires de portée intermédiaire (FNI) est « tout à fait réalisable (...) même si aucun progrès n'était accompli » dans les domaines des armes stratégiques et des questions spatiales. Le sénateur démocrate a ajouté qu'un accord sur les FNI « justifierait la tenue d'un deuxième sommet » avec le président Reagan, et que M. Gorbatchev « doutait de la valeur d'un sommet en juin ou juillet », comme l'a proposé le gouvernement américain, si aucun progrès tangible n'est réalisé.

Selon un proche du sénateur, M. Gorbatchev aurait déclaré sans équivoque qu'il ne donnerait pas suite aux propositions américaines pour un deuxième sommet avant d'avoir une réponse américaine à sa proposition du 15 janvier dernier, comprenant notamment le démantèlement des euromissiles. — (AFP.)

## URSS

### Deux membres de la « vieille garde » reconduits dans leurs fonctions

Deux des derniers représentants de la « vieille garde brejnévienne » au Politburo ont été réélus samedi 5 février à leurs fonctions de chefs du parti dans deux importantes Républiques soviétiques, à l'issue des congrès tenus par les partis communistes locaux. Il s'agit de MM. Kounaev, premier secrétaire au Kazakhstan depuis 1984, et Tchircherbak, chef du parti en Ukraine depuis 1972. Seul nouveau changement dans les prochains jours, les deux hommes devraient donc être reconduits dans leurs fonctions de membres du Politburo qu'ils occupent depuis 1971. M. Kounaev a pourtant fait l'objet de critiques directes de la part de la Pravda, qui, dans son compte rendu du congrès, dimanche, affirme que le chef du parti au Kazakhstan « ne pouvait pas ne pas savoir » que « des faux en écriture et des affaires d'escroquerie étaient commises depuis des années » dans sa République. — (AFP.)

## ALGÉRIE

### Léger remaniement ministériel

Alger. — Le président Chadli Bendjedid a procédé, dimanche 9 février, à un léger remaniement du gouvernement. Le général Rachid Benyelles, membre suppléant du bureau politique du FLN (parti unique) et ancien secrétaire général du ministère de la Défense, passe au ministère des transports à la place de M. Salah Goudji, et appelé à d'autres fonctions. M. Boualem Besseghien, ancien vice-ministre chargé de la pêche, pour prendre la place de la culture et du tourisme, à la place de M. Abdelmalik Meziane, appelé également à d'autres fonctions. M. Abdelmalik Nourani, ancien vice-ministre chargé de l'aménagement du territoire, conserve sa portefeuille, qui devient un ministère, auquel sont rattachés l'urbanisme et la construction, confiée précédemment à M. Abderrahmane Belayet. Enfin, M. Boubekeur Balkaid prend le ministère de la formation professionnelle et du travail, en remplacement de M. Mohamed Nabi, qui est, ainsi que M. Belayet, appelé à d'autres fonctions. Le président algérien a également procédé à trois nominations à la tête de l'armée : le général Mostafa Chelloufi devient secrétaire général du ministère de la Défense nationale, le général Zine el Abidine Hachichi est nommé commandant de la gendarmerie nationale, et le colonel Rabah Ben Hamman, directeur central des réalisations du service national. (AFP, Reuters.)

## TUNISIE

### Relance du projet de sommet maghrébin

Tunis. — La Tunisie tente de relancer son projet de réunion d'un sommet maghrébin avec l'idée de l'élargir, s'il le faut, à un sommet arabe.

Cette initiative, un an après l'échec d'une première tentative qui s'était heurtée au différend algéro-marocain sur le Sahara occidental, a été prise, samedi 8 février, par le premier ministre, M. Mohammed Mzali, qui présidait à Sakiet-Sidi-Youssef, à la frontière tuniso-algérienne, les cérémonies marquant le 28<sup>e</sup> anniversaire du bombardement de la ville par l'aviation française. En l'état actuel, le dialogue du premier ministre tunisien en direction du monde arabe apparaît comme un vœu pieux. En revanche, sa proposition de sommet maghrébin, intervenant moins de deux semaines après la rencontre du président Chadli Bendjedid avec le colonel Kadhafi, et qu'a semblé approuver M. Mohammed Chérif Messaouda, membre du bureau politique du FLN, présent à ses côtés à Sakiet-Sidi-Youssef, retient davantage l'attention.

Il reste que Rabat et Tripoli considèrent, jusqu'à nouvel ordre, que leur « union d'Etats », conclue en août 1984, représente « la contribution essentielle à l'édification du Maghreb arabe ».

Aussi, dans le meilleur des cas, faudra-t-il de longues semaines, sinon des mois, de contacts et de tractations entre les cinq capitales avant que la démarche tunisienne puisse aboutir. — (Corresp.)

## Espagne

« L'ETA revendique l'assassinat du vice-amiral Colon de Carvajal. L'organisation indépendantiste basque ETA militaire (ETA-m) a revendiqué samedi soir 8 février l'assassinat du vice-amiral Colon de Carvajal. Dans son communiqué, l'ETA-militaire indique que le vice-amiral a été choisi « avec précision car en lui se concentraient l'incarnation du militarisme espagnol dans le corps le plus réactionnaire des trois armes » (la marine, selon l'ETA). — (AFP.)

## Grèce

« Condamnation de journalistes pour diffamation du président. Le tribunal d'Athènes a condamné à deux ans de prison formelle les deux propriétaires et le rédacteur en chef d'un journal d'opposition de droite pour diffamation du président Sartzetakis et de son épouse. Irini et Marietta Athanassiades, qui publient Vradyni, et le rédacteur en chef Iason Moschovitis, ont été jugés coupables d'avoir diffamé le président, accusant sa femme de percevoir un salaire en sa qualité de directrice du cabinet présidentiel. La journaliste auteure de l'article, Alexandra Stefanopoulou, a été condamnée à dix mois de prison. Pour les mêmes charges, le tribunal a condamné Art Voudouris, propriétaire du quotidien d'opposition Eleftheros Typos, et son rédacteur en chef Nikos Kyriazis à dix mois de prison. — (Reuters.)

Bravo aux étudiants de Grenoble

## et à L'Odyssée de l'Entreprise

11-12-13 février - ALPES CONGRÈS - GRENOBLE

Les étudiants des différentes écoles grenobloises ont eu l'idée de réunir, lors d'un Forum, étudiants, chercheurs et managers, afin de dégager les lignes de force du monde économique de demain, pour mieux s'y adapter.

Nous les avons, en liaison avec H.P., aidés à organiser cette manifestation, nous qui sommes convaincus de l'importance

de la créativité  
de la synergie  
de l'adaptabilité.

Voici la liste des autres rencontres étudiants/entreprises où nous serons présents :

Forum INA-ESCP-Mines Paris : 9-10 avril.  
Forum Sup Télécom (ENST) : 16-17 avril.

Forum Gadzart Entreprise (ENSAM) : 22-23 avril.  
Forum HEC : 15-16 avril.  
Forum UTC : 31 mai.

Nous vous accueillerons avec plaisir sur nos stands.

Direction du Développement des Ressources Humaines  
du Groupe THOMSON 173, bd Haussmann, 75008 PARIS.

THOMSON

## M. Mitterrand

Les proches du président de la République ont été surpris par la rapidité avec laquelle M. Mitterrand a décidé de se rendre à Washington pour le sommet soviéto-américain. Ils ont craint que le président ne soit trop fatigué par son voyage en Italie et en Espagne. Mais M. Mitterrand a répondu qu'il était en pleine forme et qu'il voulait montrer à M. Gorbatchev que la France était prête à coopérer avec l'URSS pour la paix en Europe.

M. Mitterrand a également déclaré qu'il était fier de représenter la France au sommet soviéto-américain. Il a souligné que la France avait toujours été un pays indépendant et qu'il voulait continuer à l'être. Il a également déclaré qu'il était prêt à discuter avec M. Gorbatchev de la réduction des armements nucléaires.

Une évasion  
dense et lumineuse

NOS ANGLAIS

Terre  
Michel de C. (s)  
Proust, Michel  
200 pages - 212 pages  
Éditions Belfrage

Lundi 10 Fév

St Arnaud

15 h

15 h 30

19 h

19 h 20

Dîner

مكتبة من الكتب



**et régionales**

LO  
CO



La plus vaste région française (huit départements, 45 348 kilomètres carrés), mais névrosée seulement par la population (2 346 900 habitants, dont plus de deux dans la seule Haute-Garonne), n'en oublie pas pour autant ses problèmes. A ceux de la France entière, elle ajoute les chances et les risques de l'élargissement récent de l'Europe à un nouveau partenaire : l'Espagne voisine. Il appartiendra au futur conseil régional d'effacer l'élémentaire des dangers et de donner consistance à la liste des opportunités commerciales ou culturelles.

» Je trouve aussi qu'il y a eu un excès de campagnes dites de sensibilisation, d'information ou de promotion, que pour ma part je qualifierais plutôt de campagnes de renseignement.

Ins., 140 681; abst., 37,40 %; suff. ex., 83 107. PC, 7 734 (9,30); PS, 20 252 (24,36); LDF-PDS, 32 160 (38,88); FR, 5 231 (6,32); FN, 1 118 (1,36);

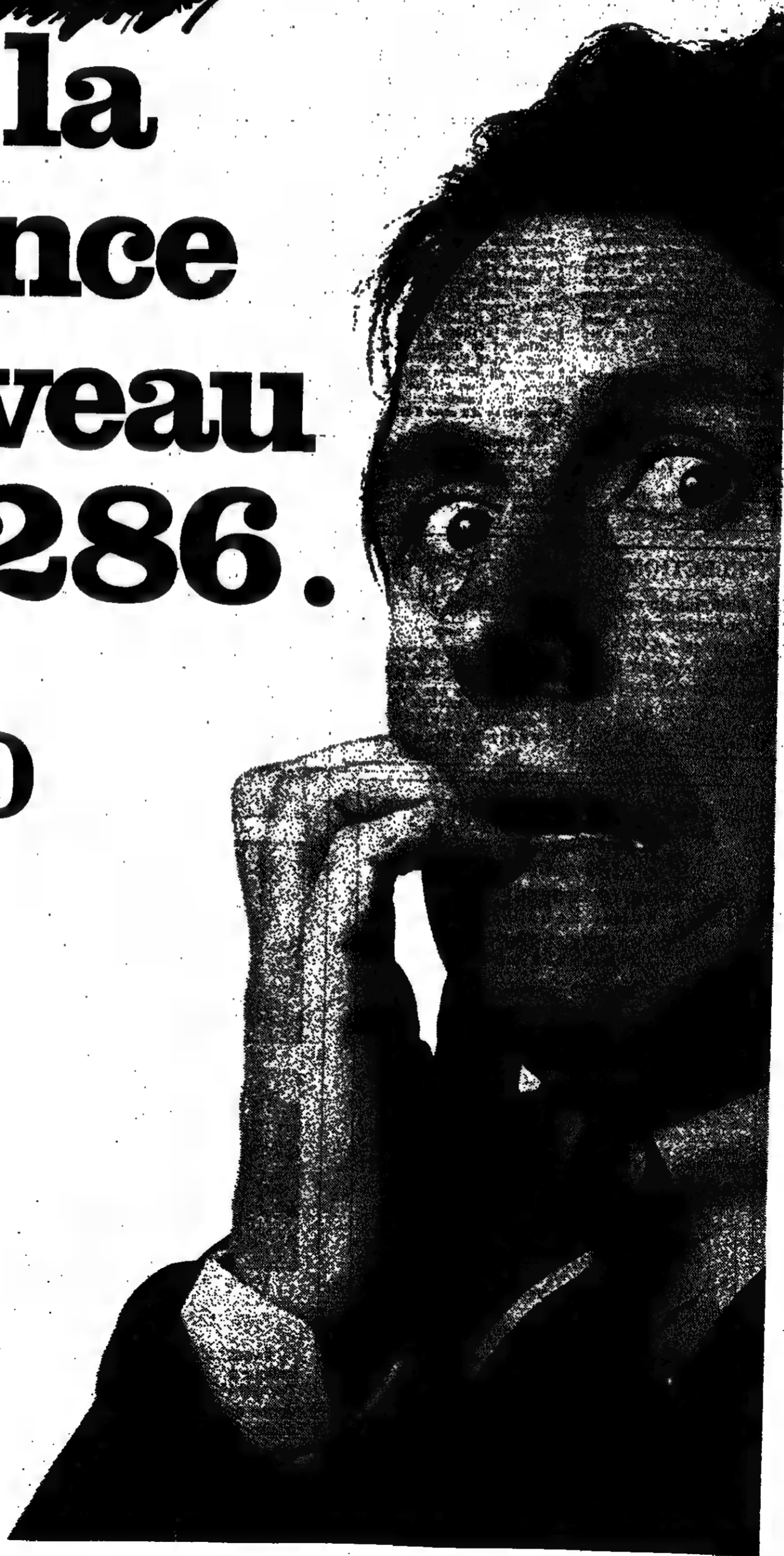
1

1



# Tête de vendeur d'~~un ordinateur~~ devant la puissance du nouveau Victor 286.

(à 29.900 F\*)



Que  
le nouve  
compat  
son  
MS-DOS

Il déc  
équival  
en plus,  
standard

Est-il  
explique  
une ver  
1,2 Mo, c  
20 Mo e  
peut être  
déjà tout  
puissance  
Victor. Et  
décourag  
équivalen

V 286  
Disque d  
44.900 F  
Victor  
Dion Bou  
Lyon : 72  
Nantes : 4

\* Prix en F. \*\* Inter Corp.

Que découvre un vendeur d' [REDACTED] placé devant le nouveau V 286 ? Il découvre un matériel compatible avec le nouveau standard 80286\*\* comme son [REDACTED], utilisant lui aussi le système d'exploitation MS-DOS\*\*\* 3.1.

Il découvre des performances et une puissance équivalentes à celles de son [REDACTED], avec 512 Ko et, en plus, un écran graphique de 14 pouces en standard.

Est-il vraiment nécessaire de lui expliquer qu'il existe en 3 versions : une version à unité de disquette 1,2 Mo, et 2 versions à disques durs, 20 Mo et 40 Mo, ou que le V 286 peut être utilisé en multiposte ? Il a déjà tout compris : le V 286, c'est la puissance de son [REDACTED] à un prix Victor. Et il se dit que ce prix de 29.900 F H.T. c'est décourageant quand on propose un matériel équivalent mais beaucoup plus cher.



V 286 1 unité de disquette 29.900 F; V 286 Disque dur 20 Mo 35.900 F; V 286 Disque dur 40 Mo 44.900 F.

Victor Technologies. Tour Horizon, 52, quai de Dion Bouton - 92800 Puteaux. Tél. : (1) 47.78.14.50. Lyon : 72.34.12.45. Montpellier : 67.64.71.72. Nantes : 40.89.24.28.

\* Prix H.T. \*\* Intel Corp. \*\*\* marque déposée de Microsoft Corp.

**VICTOR**

Comme [REDACTED] moins cher qu' [REDACTED]





# SOCIÉTÉ

## L'EXPULSION DE QUATRE DIPLOMATES SOVIÉTIQUES

### Un demi-succès pour la DST

A la Direction de la surveillance du territoire (DST), la tâche n'est pas la plus facile. « Pour nous, arrêter un Français dans une histoire de délit, c'est la partie la plus facile et rendre ainsi publique l'affaire, cela peut paraître un échec. Parfois, cela veut dire qu'on n'a pas pu aller au-delà : « retourner » l'information des renseignements sur leurs méthodes de travail, connaître toutes les ramifications. Avec l'affaire Sourisseau et l'expulsion des quatre Soviétiques, on est un peu dans ce cas de figure. Certes, on les a pris dans le sac, mais on aurait sans doute pu en tirer plus. »

Le récent succès du contre-espionnage français, concrétisé par l'expulsion, le week-end dernier, de quatre diplomates soviétiques en poste à Paris (le Monde du 4 février), est une affaire ordinaire, avec ses « loupés » : ses imperfections, en comparaison des quarante-sept expulsions de 1983, où, la décision avait été longuement mûrie et préparée, grâce aux documents accablants sur la réalité de l'espionnage soviétique obtenus, à Moscou même, par la DST le 30 mars et du 2 avril 1985.

Le récit des événements conforte ce regard objectif des spécialistes. Il fait d'autant plus regretter le caractère inachevé de cette affaire que celle-ci apparaît sous un jour nouveau et inédit : c'est en effet un ami libyen de Bernard Sourisseau, connu par celui-ci alors qu'il était encore un diplomate d'active, qui lui proposa d'entrer en relations avec les Soviétiques. En somme, si les officiers traitants étaient l'ambassade d'URSS, l'agent recruteur était un militaire libyen.

Il y a quelques semaines, les renseignements de la DST à l'attention de Bernard Sourisseau, sans être trop convaincants, avaient été jugés importants. Les policiers avaient seulement glané diverses indications provenant de l'entourage de cet ancien sous-officier de l'armée de l'air, âgé de quarante-quatre ans, au Croisic (Loire-Atlantique). Selon ces bruits, Bernard Sourisseau, qui avait abandonné, en juin 1985, l'exploitation d'un petit garage, apparaissait comme un homme ayant de l'entourage, voyageant souvent hors de France et se présentant comme un « conseiller technique pour l'achat de véhicules d'occasion pour des pays étrangers ».

Intégrant sans doute, mais il pouvait s'agir aussi bien d'un mythomane ou d'un fanfaron. La DST reçoit donc cette information incertaine. Les rivalités et jalousies de services aidant, elle ne la prend que légèrement au sérieux et s'apprête, simplement,

à des vérifications de routine. Bernard Sourisseau est ainsi pris en filature et — surprise — se rend dans un bois où il rencontre un homme qui se révèle être « son officier traitant », un membre de la mission commerciale soviétique à Paris, représentant officiellement la compagnie maritime Norfol.

### Un ami libyen

Les policiers sont quelque peu surpris et prennent immédiatement des photos. Là, le Soviétique les remercie et comprend que le secret est éventé. La remarque vaut aussi pour la DST, qui ne peut plus, dès lors, espérer remonter patiemment toute la filière et enquêter longuement sur les activités de Bernard Sourisseau. Le scénario se précipite donc : arrestation fin janvier de l'ancien sous-officier, inculpation d'espionnage au profit d'une puissance étrangère, incarcération à Rennes, expulsions début février.

L'enquête révèle que Bernard Sourisseau — qui fut mécanicien d'hélicoptères dans l'armée de l'air — avait noué des amitiés avec des militaires libyens venus, dans les années 70, effectuer des stages en France. Invité par ce dernier, il lui serait même arrivé de se rendre en Libye, il y a à peu près un an et demi, l'un de ses amis libyens lui proposant de rencontrer une « relation », qui est en fait un diplomate-espion soviétique. Par vénéralité, semble-t-il, Bernard Sourisseau accepte alors de tenter de relayer les mouvements de bâtiments de la marine française ancrés à la pointe ouest de la Bretagne et, notamment, à la base de l'Île Longue, près de Brest, où sont basés des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE).

Trois des quatre Soviétiques déclarés personnes non grates par la France, parmi lesquels évidemment son « officier traitant », avaient eu des contacts avec Bernard Sourisseau. La DST avait, en fait, suggéré le rapatriement de cinq diplomates, tous membres du GRU, le service de renseignements de l'armée soviétique. Comme toutes les affaires de ce genre d'affaires, la décision n'est pas seulement policière mais aussi d'opportunité diplomatique, le quel d'Orsay se chargeant de notifier à l'ambassade soviétique la liste des diplomates indésirables. Le cinquième homme, qui n'a donc pas été pris de quitter, le week-end dernier, la France, serait le responsable hiérarchique des Soviétiques expulsés, l'un des chefs de l'antenne française du GRU.

Le contre-espionnage ne se fait certes pas au conditionnel. Mais un autre scénario, plus appréciable, aurait été possible : le retournement discret de la « taupe » française.

EDWY PLENEL

## Cinq personnes blessées dans un attentat à Bayonne

De notre correspondant

Bayonne. — Cinq personnes, dont deux réfugiés basques, ont été légèrement blessées, samedi 8 février, dans un bar de Bayonne par trois individus qui ont aussitôt pris la fuite. Parmi les victimes : Carmelo et Nagore Otegui, la veuve et la fille de Juan Otegui, assassiné par le GAL (Groupe antiterroriste de libération), près de Saint-Jean-Pied-de-Port, le 2 mai 1985. C'est un jeune bayonnais, Frédéric Harnambourg qui est le plus sérieusement touché par une balle qui lui a traversé la mâchoire.

La présence d'esprit d'un des consommateurs a sans doute évité une tuerie : lorsque les trois individus sont apparus dans l'encadrement de la porte vitrée du bar, celui-ci, alerté par le geste d'un des suspects fouillant dans son blouson, a violemment renversé le pécuniaire tout en ordonnant aux consommateurs de se jeter à terre. Les teneurs, profitant du carnage, ont pu disparaître dans les rues du vieux quartier après avoir tiré une douzaine de coups de feu au jugé. Ils ont ensuite jeté leurs armes dans la rivière la Nive.

Cet attentat survient trente-six heures après celui d'un été victime à Madrid le vice-amiral Cristóbal Colón de Carvajal, revendiqué par l'ETA. Mais une riposte du GAL a

cet attentat apparaît peu vraisemblable. Dans les milieux basques, on évoque plus une expédition punitive visant à punir les attentats commis depuis la fin de mois de décembre contre des militaires et des gardes civils au pays Basque espagnol.

Ph. E.

Deux attentats du FLNC à Ajaccio et à Nice. — Trois charges d'explosif de moyenne puissance ont causé, jeudi 6 février, vers 21 h 35, d'importants dégâts matériels, sans faire de victimes, au centre informationnel de la trésorerie générale, situé au troisième étage d'un immeuble du quartier Saint-Joseph, à la sortie sud d'Ajaccio.

Les charges ont été posées par un commando de trois hommes armés portant des casques et se réclamant de l'FLNC : ceux-ci avaient auparavant neutralisé le directeur adjoint, le gardien et un employé.

D'autre part, dans la nuit du 7 au 8 février, un engin explosif a provoqué d'importants dégâts matériels au palais de justice de Nice. Il n'y a pas eu de victimes. Les policiers ont trouvé sur les lieux des traces signés FLNC.

La charge, évaluée à 200 grammes d'explosif avait été déposée sur le rebord d'une fenêtre du rez-de-chaussée du palais de justice.

## LA CONdamnATION DE PASCAL BLANC PAR LES ASSISES DU PUY-DE-DOME

### Mortelle randonnée

De notre correspondant

Riom. — Pascal Blanc, surnommé « le tueur fou de l'Ardeche », a comparu devant les assises du Puy-de-Dôme pour la première étape de la mortelle randonnée au cours de laquelle il a tué plusieurs personnes entre le 22 juillet 1982 et le 3 juillet 1983. Il avait été arrêté vingt-sept jours plus tard dans un jardin public du Mont-Dore (Puy-de-Dôme), après une cavale dans les forêts et les sentiers du Massif Central.

La cour de l'Ardeche le jugera, à partir du 5 mars, pour le meurtre d'un couple de jeunes campeurs en Ardeche, puis celui d'un compagnon de randonnée en Lozère. Du 5 au 8 février, Pascal Blanc a répondu de la mort de Michèle Petit, âgée de cinquante-trois ans, la nuit où elle se retrouva nez à nez avec le garçon qu'elle avait hébergé, de 1968 à 1975, dans l'établissement placé sous contrôle de la DDASS de l'Essonne et dirigé par ses soins à Crevant-Lavigne, un village situé à 40 kilomètres de Clermont-Ferrand.

Le moment de surprise passé, elle accueillait amicalement celui qu'elle surnommait, comme tout le monde, « Pascalou », décrit comme un « être sensible, parlant volontiers du passé, inventant une position amicale à son père et refusant la médiocrité ». Il était en train de fuir la légion étrangère, où il avait cherché, sans trop de raisons, une échappatoire à une existence tourmentée.

Debout dans le box des accusés, l'homme de vingt-six ans, à l'œil vif,

**Celui qui a été surnommé « le tueur fou de l'Ardeche » a été condamné à douze ans de réclusion criminelle. En attendant d'être jugé pour d'autres meurtres...**

qu'est Pascal Blanc explique comment la conversation a dégénéré : « Je lui ai demandé pourquoi elle avait refusé que j'aille à l'enfermement de ma grand-mère ; pourquoi elle avait refusé que je devienne footballeur professionnel. Lorsque j'ai évoqué ce que disait la rumeur de ses rapports avec le curé du village, elle m'a giflé. Ensuite, toute l'injustice que j'éprouvais est ressortie. Ça a été un engrenage... mon but était simplement de l'humilier... »

### Le sens du réel

Il ignore M. Petit. Elle en mourra. La préméditation n'est pas retenue. Le médecin ayant pratiqué l'autopsie envisage sérieusement qu'il puisse s'agir d'un décès rapide dû à l'émotion et non à l'étrouffement par le bégaiement sévère appliqué.

Les témoins qui défilent à la barre, employeurs et compagnons de

travail notamment, disent la trame d'un gentil garçon, équilibré et histoire. Comment expliquer le déchaînement de Crevant-Lavigne ? Le docteur Jean-Auguste, psychiatre des hôpitaux, déclare Pascal Blanc entièrement responsable de ses actes car « il a le sens du réel », mais estime qu'il a concentré sur M. Petit toute la rancœur de son passé, d'autant plus qu'elle ne l'avait pas informé de la mort de sa grand-mère, seule image positive de sa vie. C'est elle, en effet, qui l'avait protégé avant le placement à Crevant-Lavigne.

« Il était obsédé par son passé », vient dire un éducateur. Les épisodes classiques d'une enfance perturbée défilent. L'abandon à la naissance par la mère, le passage provisoire chez un père violent et intempérant recevant en pleine figure, à la barre, les reproches acerbes du président Jean-Louis Masdubert, après avoir reconnu, avec une dose remarquable d'inconscience, qu'il avait « fait très peu » pour son fils.

Durant toute la première journée d'audience, le président aura tracé en vain la logique interne d'un enchaînement rationnel qui se prolonge, neuf mois plus tard, par une horrible série de meurtres, prémédités cette fois.

Samedi 8 février, Pascal Blanc a été condamné à douze ans de réclusion criminelle, la peine qu'il avait réclamée dans son réquisitoire le procureur général.

LIBERT TARRAGO.

## A LA COUR D'ASSISES DE PARIS

### L'activité ordinaire d'une équipe de braqueurs

À l'issue d'une audience de trois journées, la troisième section de la cour d'assises de Paris, présidée par M. Pierre Sorrel, a condamné, le vendredi 7 février, à dix ans de réclusion criminelle Dominique Houdry, vingt-deux ans, et à six ans de la même peine, Jean Regal, trente-deux ans. Les deux complices ont été accusés de la mort de Jean-Marie Job et Frédéric Bonhomme, tués le 10 mars 1985, lors d'une agression armée et violente qui leur avait valu la prison à perpétuité.

La cour et le jury s'étaient reconcentrés contre les deux complices tous les faits reprochés et ont accordé à l'un et à l'autre les circonstances atténuantes. Mais si, après avoir écouté les plaidoiries de M. Jean-Marie Job et Frédéric Bonhomme, ils ont suivi les réquisitions de l'avocat général, M. Yves Laroche, qui avait demandé contre Houdry une peine de sept ans et contre Regal une peine de dix ans, ils ont finalement opté pour la prison à perpétuité pour Houdry et pour la réclusion criminelle à perpétuité pour Regal, qui lui appartenait devant être une homme juste.

Entre le 1<sup>er</sup> avril et le 12 juin 1983, la même section s'était répétée vingt-cinq fois. Chaque fois, celui qui en avait été victime devait en faire à la police le même récit. Entre 22 h et minuit, alors qu'il revenait d'un dîner en ville ou d'une fin de semaine à la campagne, et au moment où il entraînait dans son immeuble, un homme l'aurait abordé. Ses premiers mots paraissent toujours les mêmes : « Vous avez l'heure ? », ou bien : « Vous ne connaissez pas un avocat, je cherche un avocat. » L'instinct d'après, le ton changeait : « Le flic ! » L'instinct sentait sur ses côtes, sur son ventre ou dans son dos, la pression d'un pistolet. Il lui restait à vider ses poches et, si la somme paraissait trop maigre, à y ajouter une montre ou un bijou. Presque tous le firent. Les rares qui résistèrent y gagnèrent coups de poing et coups de pied.

C'est ainsi que dans les beaux quartiers de Paris, et particulièrement dans le 16<sup>ième</sup> arrondissement, Dominique Houdry et Jean Regal s'étaient appropriés, en deux mois, 150 000 francs. Depuis le 5 février, la cour d'assises de Paris, devant laquelle ils avaient à répondre de tous ces vols commis avec arme et violence, avait écouté leurs moines déclarations par lesquelles ils reconnaissent ou nient. Elle avait écouté aussi les témoignages de la plupart de ceux qui les auraient vus durant les instants de ces brèves et brutales rencontres et qui, aujourd'hui, les reconnaissent formellement ou non.

C'était donc cela, cette équipe de braqueurs mise à nu : une rencontre, due au hasard, d'un garçon d'à peine vingt ans à l'époque et qui venait de sortir de prison, Houdry, et de son aîné de dix ans, Regal, qui l'appelaient « Bébé », mais qui allait devenir son père et médicre vassal.

### Les gens distingués

Pourtant, comme l'avait dit les psychiatres, rien dans la vie de Jean Regal ne pouvait être annonciateur d'une comparaison aux assises. Dans cette épreuve, il était encore celui qui se voulait différent de son compagnon et commençait le moindre de ses explications par un très solennel : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs les jurés... » Houdry n'avait besoin de aucune précaution. Prototypique de ces « chiens perdus » sans collier, qui déçoivent Gilbert Casabon, enfant adopté, en rupture avec un couple qui lui avait brutalement révélé ses origines, il était allé de foyer en

## LE GARDE DES SCEAUX ET LE BIJOUTIER

En présentant, vendredi 7 février, le programme du RPR contre l'insécurité, M. Jacques Toubon n'a pu s'empêcher de faire un parallèle entre le permis de port d'armes doit bénéficier M. Robert Badinter et la mise en vente sur le marché d'un bijou d'un bijoutier parisien. Victime d'un hold-up, ce bijoutier, qui dispose lui aussi d'un permis, a été et blessé son agresseur. L'auteur du hold-up s'est évadé et, depuis, le bijoutier vit dans la peur de représailles mais n'a plus d'arme pour se défendre : elle lui a été retirée pour un examen biologique. M. Toubon n'a pas fait d'autre commentaire, sinon pour observer, que, à la différence de ce bijoutier, le garde des sceaux était, comme c'est normal, protégé en permanence par des policiers.

L'hebdomadaire le Point avait affirmé, dans son numéro du 3 février, que le garde des sceaux a demandé à son collègue Pierre Joxe un permis de port d'armes, qui vient de lui être accordé. On précise à la chancellerie que M. Badinter dispose depuis 1981 d'un tel permis dont il a récemment demandé et obtenu le renouvellement annuel.

## A la cour d'appel de Fort-de-France

### UN SYNDICALISTE EST CONDAMNÉ A TROIS ANS DE PRISON AVEC Sursis

Un des secrétaires généraux du syndicat indépendantiste, CSTM (Central syndical des travailleurs martiniquais), M. Marc Pulvar, a été condamné, jeudi 6 février, par la cour d'appel de Fort-de-France à trois ans de prison avec sursis pour avoir blessé d'un coup de revolver le gardien d'un établissement commercial, lors d'une grève en décembre 1983.

Ce gardien, M. Victor Ledoux, qui était porteur d'un couteau et qui menaçait M. Pulvar, a lui-même été condamné à cinq mois de prison ferme.

Lors d'un premier jugement, en décembre 1984, le tribunal correctionnel avait condamné le syndicaliste à dix-huit mois de prison, dont un an ferme, et relâché le gardien. La révision en appel avait été demandée par l'avocat du syndicaliste mais aussi par le ministère public.

## En Seine-et-Marne

### UN ANTIQUAIRE DE MACON EST ECRoué POUR RECEL

Un antiquaire de Mâcon (Saône-et-Loire), M. Pierre Rouge, cinquante-trois ans, a été écroué, jeudi 7 février, à la maison d'arrêt de cette ville, après avoir été inculpé de recel d'objets de valeur.

Réputé dans la profession sur le plan européen, M. Rouge est membre du conseil d'administration du Syndicat national des antiquaires et négociants en objets d'art et de l'association de ce syndicat pour la région Rhône-Alpes. Il est également connu à Mâcon pour ses activités de président des Amis du musée des Ursulines, un musée dont les salles sont consacrées tant à l'art moderne qu'à la préhistoire.

On reproche à M. Rouge d'avoir recélé de nombreux objets en provenance de pillages de châteaux, notamment en Ardeche et en Isère. Le montant des objets détenu illégalement par l'antiquaire atteindrait plusieurs centaines de milliers de francs.

Trois gitanes en fuite après la fusillade d'Hagenthal-le-Bas. — Les trois plus jeunes des cinq gitanes sur qui des policiers suisses avaient ouvert le feu, dans la nuit du 12 au 13 janvier, à Hagenthal-le-Bas (Haut-Rhin) (le Monde du 14 janvier) se sont enfuies du foyer de Mulhouse où ils avaient été placés le 25 janvier. Les trois fugitives, âgées de moins de seize ans, sont l'objet d'une demande d'extradition introduite par les autorités judiciaires belges, ainsi que leurs deux complices toujours détenus, âgés de seize et dix-sept ans, et qui doivent comparaître le 10 février devant le juge des enfants de Mulhouse.

## L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES MAGISTRATS NE REPRÉSENTE PAS LES MAGISTRATS ADMINISTRATIFS

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Emile Cabé, a rendu, le jeudi 6 février, un jugement par lequel elle déclare irrecevable l'action engagée le 18 août 1983 par l'Association professionnelle des magistrats (APM) contre M. André Leloux, alors administrateur de la publication de l'Humanité, aujourd'hui décédé, et le journaliste Marie Fontaine, accusés d'avoir cherché à jeter le discrédit sur une décision judiciaire.

Plusieurs articles publiés dans l'Humanité du 14 juin 1983 évoquant de manière particulièrement critique des décisions qui venaient d'être rendues par les tribunaux administratifs sur différentes fraudes électorales.

Se fondant sur l'article 228 du code pénal qui sanctionne « quiconque aura publiquement parécrite, parole ou écrit, cherché à jeter le discrédit sur une décision judiciaire », l'APM avait fait citer le directeur de la publication de l'Humanité et le journaliste devant la dix-septième chambre correctionnelle pour l'audience du 16 septembre 1983.

Les débats furent reportés successivement à la demande de l'une ou l'autre des parties pendant plus de deux ans mais, le 9 janvier, le tribunal examinait enfin l'affaire.

Dans son jugement, M. Cabé, répondant aux arguments présentés à l'audience par le substitut Philippe Bilger, selon lesquels seul le ministère public pouvait demander réparation d'un « préjudice social », déclare : « La mise en mouvement de l'action publique pour la partie lésée est un principe légal auquel il ne peut être dérogé que par une disposition expresse de la loi. En l'absence d'un texte dérogatoire de portée générale, il n'existe donc pas de domaine dans lequel le parquet aurait le monopole de la mise en mouvement de l'action publique. »

Sur les faits eux-mêmes, le tribunal observe : « En admettant que l'auteur de ces articles ait été animé par le souci de porter atteinte à l'autorité de justice ou à son indépendance, il demeure que son intention s'est limitée à la critique constructive de la critique violente de certains tribunaux administratifs. Mais les magistrats constatent : « L'Association professionnelle des magistrats ne représente que la profession des magistrats de l'ordre judiciaire et non celle des magistrats administratifs qui ont leurs propres syndicats ou associations professionnelles. Elle ne peut donc se prévaloir utilement d'une atteinte à l'intégrité collective de la profession qu'elle représente. Son action est, par voie de conséquence, irrecevable. »

## PLUS DE TRENTE MORTS DANS UNE CATASTROPHE FERROVIAIRE AU CANADA

Une erreur humaine est probablement l'origine de la catastrophe ferroviaire au cours de laquelle trente et une personnes ont été tuées et une centaine blessées, samedi 8 février dans l'Etat d'Alberta au Canada. Un train de marchandises composé de cent quatre-vingt wagons et de trois locomotives Diesel se précipitait à l'arrêt d'un chargement de soufre, roulant sur une voie unique, à une vitesse de 15 h 40 GMT contre un train de voyageurs composé de neuf voitures, venant de Vancouver. La collision, d'une extrême violence, s'est produite à Hinton, à 11 km d'Edmonton. Il semble que le train de marchandises n'ait respecté des signaux de ralentissement, puis d'arrêt, qui n'étaient apparemment pas fonctionnels ; de même, il n'aurait pas dû quitter la zone de double voie sur laquelle il se trouvait précédemment. Les deux mécaniciens du train de marchandises sont morts dans l'accident et il faudra attendre les conclusions de l'enquête pour en déterminer les circonstances. Sous le choc, quatre-vingt wagons ont quitté la voie, les voitures du train de voyageurs sont venues s'encastrer dans les débris du train de marchandises et les locomotives se sont immédiatement enflammées. Des avions et des hélicoptères ont dû être utilisés pour éteindre l'incendie.

A moins de huit mois des élections de la Coupe d'Amérique, disputée au plan mondial des 12 nations internationales, a débuté le 7 février l'absence de quelques-uns des prétendants américains et mexicains.

De notre envoyé spécial

Paris. — L'absence de Diego Maradona, le plus grand joueur du monde, est une déception pour les fans de la Coupe d'Amérique. Le joueur argentin, qui a été élu meilleur joueur du monde en 1985, n'est pas en mesure de participer à la compétition. L'absence de Maradona est une déception pour les fans de la Coupe d'Amérique. Le joueur argentin, qui a été élu meilleur joueur du monde en 1985, n'est pas en mesure de participer à la compétition. L'absence de Maradona est une déception pour les fans de la Coupe d'Amérique. Le joueur argentin, qui a été élu meilleur joueur du monde en 1985, n'est pas en mesure de participer à la compétition.

## FOOT Froide fin

Le match Nantes-Bordeaux, apaisé, samedi 8 février, en fin de saison. En bas de tableau, le club bordelais, battu 1-0, a terminé sa saison sur une note négative.

Les joueurs de Nantes ont été félicités pour leur performance. Le match a été joué dans une atmosphère calme et sportive. Les joueurs de Bordeaux ont été critiqués pour leur manque de motivation.

Le match a été joué dans une atmosphère calme et sportive. Les joueurs de Nantes ont été félicités pour leur performance. Le match a été joué dans une atmosphère calme et sportive. Les joueurs de Nantes ont été félicités pour leur performance.

Le match a été joué dans une atmosphère calme et sportive. Les joueurs de Nantes ont été félicités pour leur performance. Le match a été joué dans une atmosphère calme et sportive. Les joueurs de Nantes ont été félicités pour leur performance.

Le match a été joué dans une atmosphère calme et sportive. Les joueurs de Nantes ont été félicités pour leur performance. Le match a été joué dans une atmosphère calme et sportive. Les joueurs de Nantes ont été félicités pour leur performance.





# MUSIQUE

■ L'ITALIENNE A ALGER ■ au Châtelet

## Un sourire un peu pâle

Rossini fait un retour en force dans toute l'Europe depuis quelques années, fruit sans doute du beau travail critique exécuté par le Festival du Festival de Pesaro, ville natale. Comme il a cent soixante ans, il sera le roi de Paris jusqu'à la fin avril. Châtelet surtout, avec la Cenerentola, Dame Jac, Mahomet II, Il Signor Bruchino et quatre autres, auxquels la Fenice vient ajouter Otello qu'elle jouera au Théâtre des Champs-Élysées les 19 et 21 février.

Cependant sa rentrée, après le Siège de Corinthe mi-gue mi-rai- de l'Opéra, a paru quelque peu timide dans l'Italienne d'Alger, qui est pourtant le plus ébouriffant de ses chefs-d'œuvre : un musicien de vingt et un ans jette avec une folle prodigalité tous ses dons et sa verve comique dans une œuvre d'une

pétulante italienne qui séduit le boy d'Alger par sa verve comique, qu'elle enlève à sa barbe en introduisant le monarque dans la confrérie imaginaire des « pappataci ». Le boy sera fortement soulagé de revoir sa douce épouse musulmane.

Dans une œuvre d'artifice de péripiétisme inséparable, le jeune compositeur n'omet rien d'inscrire quelques cavatines pour montrer combien il est aussi un grand compositeur « sérieux ». Il n'est pas jusqu'à un hymne à la patrie, l'Italienne enlève l'ardeur des compatriotes prisonniers des barbaresques, qui, bien entendu, ne fasse de Rossini le précurseur du Risorgimento.

Le spectacle est d'ailleurs d'un spectacle trépidant, il se montre aussi follement exigeant. Malheur à celui qui courrait mollement à sa suite : il risquerait de ne jamais le rattraper. C'est un peu ce qui arrive à Louis Thamin, qui la nuit dernière, malicieuse reste en scène à réciter, airs et ensembles, qui appellent une partition de gestes et de mimiques qu'il irait difficile. On sourit parfois sans atteindre d'hilarité, dans le grand final du premier acte, tintinnabulant de « di-di, di-di, di-di » et autres « ta-ta », et la bouffonnerie de la cérémonie pappataci.

### Bonheur des yeux

Sous la direction précise, mais compa- et parfois dure, de Gabriele Ferro, l'Ensemble orchestral de Paris manque par trop d'esprit et ne facilite guère la tâche aux interprètes : Vincent Leroy (Isabelle), à la voix charnelle de mezzo, qui fait un paroxysme de virtuosité impeccable sans nous enjôler vraiment ; Rockwell Blake, un Lindoro qui vocalise avec aisance en dépit d'une étoffe bien grésillante et d'une difficulté à atteindre les notes aiguës ; la douce Elvira de Christiane Chateau, qui dissimule joliment les soucis que lui donne un timbre pourtant très pur ; Willard White, qui incarne un roi névrosé digne pour ce pouvoir le rôle de la vanité. En revanche, Domenico Trimarchi, haubert-jaune et parapluie rouge, est parfaitement à l'aise dans le rôle du barbon balai, amoureux d'Isabelle et berné lui aussi.

Les décors de Mauro Pagano (l'enchantement du Côté de Salzbourg) donnent un grand charme au spectacle : moquette imposante dans la brume, merveilleuse porte masquée, crépuscule sur la mer d'émoussée ; ils sont presque trop sérieux pour cette fantaisie débridée, mais on ne boudera pas ce bonheur des yeux, ni les ravissantes toilettes du harem, le costume somptueux du grand Kaimakan ou ce crépuscule des corsaires sorti d'un tableau de Rembrandt.

JACQUES LONCHAMPT.  
★ 8, 20, 22 (18 h 30) et 13 février (14 h 30) au Châtelet.

M. M.

# COMMUNICATION

APRÈS L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SCOP

## Nouvelle relance pour le « Courrier picard »

Soulagement au Courrier picard (Amiens) : les deux cent cinquante-trois sociétaires présents, membres de la SCOP coopérative ouvrière de production (SCOP) « le Courrier », qui édite le quotidien amiénois, ont voté 71,6 %, au cours d'une assemblée générale qui a eu lieu samedi 7 février, le plan de redressement par le cabinet de M. Claude Vieux. En dépit de bilan depuis le 12 décembre dernier (le Monde du 14 décembre 1985), le journal présente actuellement une perte d'exploitation de 15 millions de francs. Le plan de redressement prévoit cinquante-quatre mesures d'économie, la vente de l'immeuble hypothéqué à l'État en 1988. Un amendement au vote prévoit, toutefois, une réduction de salaire de 3 % qui permettrait d'éviter une douzaine de licenciements « secs ».

Le plan prévoit sur une relance commerciale du journal, qui devrait aboutir à une augmentation de la diffusion de 7 000 exemplaires édités sur les trois ou quatre ans à venir. L'adoption par l'assemblée générale de ces mesures devrait permettre au Courrier picard de bénéficier du dernier volet du plan de redressement : l'octroi au quotidien d'une subvention gouvernementale de l'ordre de 15 millions de francs et une entrée au capital de partenaires extérieurs à hauteur de 3 millions de francs (soit 40 % de son capital social).

Le principe du versement de la subvention était lié à l'adoption du plan de M. Vieux. Mais il dépendait aussi de la création d'un nouveau conseil d'administration. La crise avait, en effet, exacerbé les divisions entre les deux cent cinquante-trois sociétaires, ouvriers du Livre et employés de l'administration. Vendredi 7 février, au cours d'une séance à la préfecture de la Somme, en présence d'un chargé de mission du secrétariat d'État chargé de l'économie sociale, le principe du tripartisme au sein du conseil d'administration du Courrier picard a été adopté (trois journalistes, trois ouvriers du Livre, trois membres de l'administration).

Le nouveau conseil d'administration doit rapidement nommer un directeur général (le poste est vacant depuis la démission de M. Bernard Roux le 5 décembre). « et renforcer les services administratifs et commerciaux d'une dizaine de cadres ». Vendredi ensuite le choix des futurs partenaires.

Mardi 11 février, le plan de redressement du Courrier picard sera présenté au président du tribunal de commerce d'Amiens. Ce dernier devrait, selon toute vraisemblance, autoriser la poursuite de l'exploitation du titre.

### Une situation encore fragile

Le Courrier picard n'est pas pour autant totalement sorti de l'impasse. L'ombre des « reprenneurs » (MM. Bruno Bortas, président de l'AGEFI-Tribune de l'économie, Alain Thirion, industriel à Epinal (Vosges), et surtout M. Robert Hersant, qui aurait compté des alliés au sein de l'ancien conseil d'administration, selon un journaliste s'estompent.

Mais la situation demeure fragile. « La SCOP de 15 millions de francs prévue par le plan de redressement ne sera pas forcément versée, remarque un membre du nouveau conseil d'administration, et ne sera peut-être pas ce chiffre. » Il reste au Courrier picard à faire encore le maximum de sa visibilité retrouvée, assure un rédacteur.

Le nouveau conseil d'administration doit rapidement nommer un directeur général (le poste est vacant depuis la démission de M. Bernard Roux le 5 décembre). « et renforcer les services administratifs et commerciaux d'une dizaine de cadres ». Vendredi ensuite le choix des futurs partenaires.

Mardi 11 février, le plan de redressement du Courrier picard sera présenté au président du tribunal de commerce d'Amiens. Ce dernier devrait, selon toute vraisemblance, autoriser la poursuite de l'exploitation du titre.

YVES-MARIE LABÉ.

PRÉPARATION DE LA CHAÎNE MUSICALE

## Les « jockeys » de la rue Beethoven

Sarcelles, La Garenne-Colombes, Fontenay, Champigny, Saint-Michel-sur-Orge : c'est toute la banlieue qui débarque en rangs serrés. A Passy, Jean-Jimé, blousons « fluo », baskets aux pieds, en bande ou solitaires, on cherche son chemin dans les beaux quartiers. L'annonce de NFI donnait rendez-vous dans les studios VCF, au 13 de la rue Beethoven. Ils sont près d'une centaine, en ce matin glacé, à faire la queue au fond de la petite impasse dans l'attente de devenir l'animateur vedette de la future télévision musicale.

« Tu crois qu'il faut savoir l'anglais ou qu'il suffit d'avoir une belle gueule ? » — « Sais pas. Moi, c'est mon père qui m'a dit : la télé cherche quelqu'un, vas-y. » L'attente est calme, presque grave, rendant saugrenue la présence des gros bras de KCP, le service d'ordre traditionnel des concerts de rock. La file des « kids » s'allonge rapidement : plus proches de dix-huit que de vingt-cinq ans, beaucoup de beaux et d'Annieles, très peu de filles, comme s'il était entendu qu'un « video-jockey » ne pouvait être qu'un homme. « Faut dire qu'à la télé c'est toujours des mecs qui présentent le rock. »

La même chaîne, ils connaissent à peine, mais ils le discutent déjà ferme. « J'espère qu'il n'y aura pas que des clips et toujours les mêmes. Avec NFI, ça craint un peu, c'est trop commercial comme radio », et faut pas rêver : avec une télé, ce sera pire encore. Mais une chaîne avec de la musique à n'importe quelle heure, c'est super ! »

On descend par groupe de quatre au deuxième sous-sol. Dernière attente, au cheud cette fois, dans un couloir étroit. Maintenant, c'est le trac qui monte. « Une occasion comme celle-là, j'ai vu tous les jours. Ça fait deux ans que je rentre à Paris, que je fais toutes les discothèques pour me prendre des idées sur le titre. Si ça ne marche pas, j'irai en usine, comme tout le monde. »

Puis, très vite, c'est la vision d'un candidat à la petite panique, caméra, regards anonymes qui jettent la démarche, l'aisance, le candidat. Guazzini, droit de Jean-Paul Baudouin à NFI et responsable de l'audition, gentiment de défendre l'atmosphère. « Ton numéro, ton nom, ton âge, ton adresse, en regardant la caméra avec un beau sourire. »

La formule est peu de chances aux simples amateurs, mais même les jeunes professionnels des radios libres, tentent leur chance à l'image, ont quelque mal à improviser à froid. Sur la centaine de candidats de la matinée, le palme revient indiscutablement à un petit Nicolas défilé, fier de sa gueule à la Anconina. Sa désolante présentation d'un clip d'Yvette Horner « vive l'écran », dans un ballet de gestes et de grimaces bien préparé, trop peut-être. Une étudiante brune aux yeux bleus magnifiques séduit toute l'équipe mais trébuche sur l'épreuve suivante : une diabolique dépêche de dernière minute (la Tina, la diva des tuners, donnera un concert le 16 mars prochain), version rock des « chaussettes de l'archiduchesse ».

« Au suivant. » L'œil rivé sur son moniteur vidéo, Dodo, le présentateur vedette de NFI, vit déjà au rythme implacable de la télévision : « Le lancement d'une chaîne, c'est une course contre la montre. Il faut trouver quelque chose qui passe vite à l'écran et soit capable de parler d'autre chose que de Madonna, Bérénice ou Jean-Jacques Goldman. Rassurez-vous, on ne les lâchera pas comme ça devant les caméras. »

Dehors, les candidats se dispersent, vaguement déçus. « C'est encore plus flippant après ça. Ça va être la semaine prochaine fois ! Je n'ai pas encore dix-huit ans, et la chaîne musicale ne va pas s'arrêter. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## La « 5 » a déjà sa mire

En attendant Vol 5, la soirée qui, le jeudi 20 février, à 20 h 30, inaugurera l'ouverture de la cinquième chaîne, le mardi 11 février, elle sera la nouvelle venue sur leurs écrans. Ils devront, pour la faire, trouver un moment entre 9 heures et 17 heures, laps de temps pendant lequel commenceront les premiers essais techniques de la « 5 ».

Les villes sont concernées. Elles seront les premières à pouvoir capter la « 5 » dès son lancement, ayant une fréquence (un canal) qui lui a été attribuée. C'est cette fréquence que les téléscripteurs intéressés auront à chercher durant la journée de mardi.

Voici la liste de ces agglomérations : Bordeaux (canal 63), Cannes (63), Grenoble (59), Paris-Tour Eiffel (30), Lens-Boulogne (51), Lille (65), Lyon-Fourvière (28), Marseille-Grande Etoile (32), Nancy-Malzeville (55), Nancy.

Mme Danièle Bott, directrice de la rédaction de M. L. — Mme Danièle Bott est nommée directrice de la rédaction et rédactrice en chef du journal féminin Marie-France. Elle succède à Mme Jacqueline Durand. Mme Danièle Bott est notamment secrétaire générale de la rédaction de Saint Magazine et a collaboré à Elle, Marie-Claire, etc., avant d'être nommée en septembre 1980 et directrice de la rédaction en octobre 1981. Elle collabore en outre à l'Antenne 2.

**Le Monde**  
dossiers et documents

**NUMÉRO SPÉCIAL**  
**LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE**

DOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

Février 1986 - En vente partout - 11 F

(41), Nîmes ville (31), Saint-Étienne (65), Toulon (57) et Toulouse (32). La couverture du territoire sera progressivement (et par tranches) jusqu'à la fin de l'année.

Certains téléscripteurs rencontreront, sans doute, des difficultés au raison de l'ancienneté de leur récepteur ou d'une antenne qui ne correspond pas aux nouvelles normes requises pour capter la « 5 ». Ils devront alors s'adresser aux installateurs spécialisés et ils seront fin prêts pour assister au grand show du 20 février qui sera animé par Roger Zabel et Christian Morin. Pour fêter cette naissance, on promet la présence, sur le plateau, d'une pléiade de vedettes françaises.

**M. JEAN-MARIE DESGRÈS DU LOU**  
**FUTUR PRÉSIDENT**  
**DU « COURRIER DE L'OUEST »**

M. Jean-Marie Desgrès du Lou, actuellement directeur général de la Société des publications du Courrier de l'Ouest (Angers), sera nommé président-directeur général par le conseil d'administration le 10 mars prochain. Il succédera à M. Robert Guillier.

Dans un article qu'il consacre à son successeur, M. Guillier rappelle la nomination en juin 1985 de M. Martin Desprez, directeur général du groupe Amaury (qui édite le Parisien libéré et qui possède 28 % des parts du quotidien angevin), aux fonctions d'administrateur délégué du Courrier de l'Ouest. La perspective d'un tel à la présidence, précise M. Guillier, « radios, télématique, nouvelles chaînes de télévision, introduction de nouvelles techniques dans la presse écrite » vont solliciter l'activité de la direction générale du Parisien libéré. [...] Il a paru sage à M. Philippe Amaury et Martin Desprez de ne pas disperser leurs efforts.

M. Jean-Marie Desgrès du Lou est entré en 1966 au Courrier de l'Ouest comme administrateur général. Il en est le directeur général depuis mai 1984. Il est aussi PDG de l'hebdomadaire le Phlémarin (Ploërmel). Il est le petit-fils d'Emmanuel Desgrès du Lou (fondateur d'Ouest-France), auquel succéda Ouest-France et le fils de M. François Desgrès du Lou, cofondateur d'Ouest-France.

# SORTIE NATIONALE LE 12 FÉVRIER

## PACINO REVOLUTION

1776

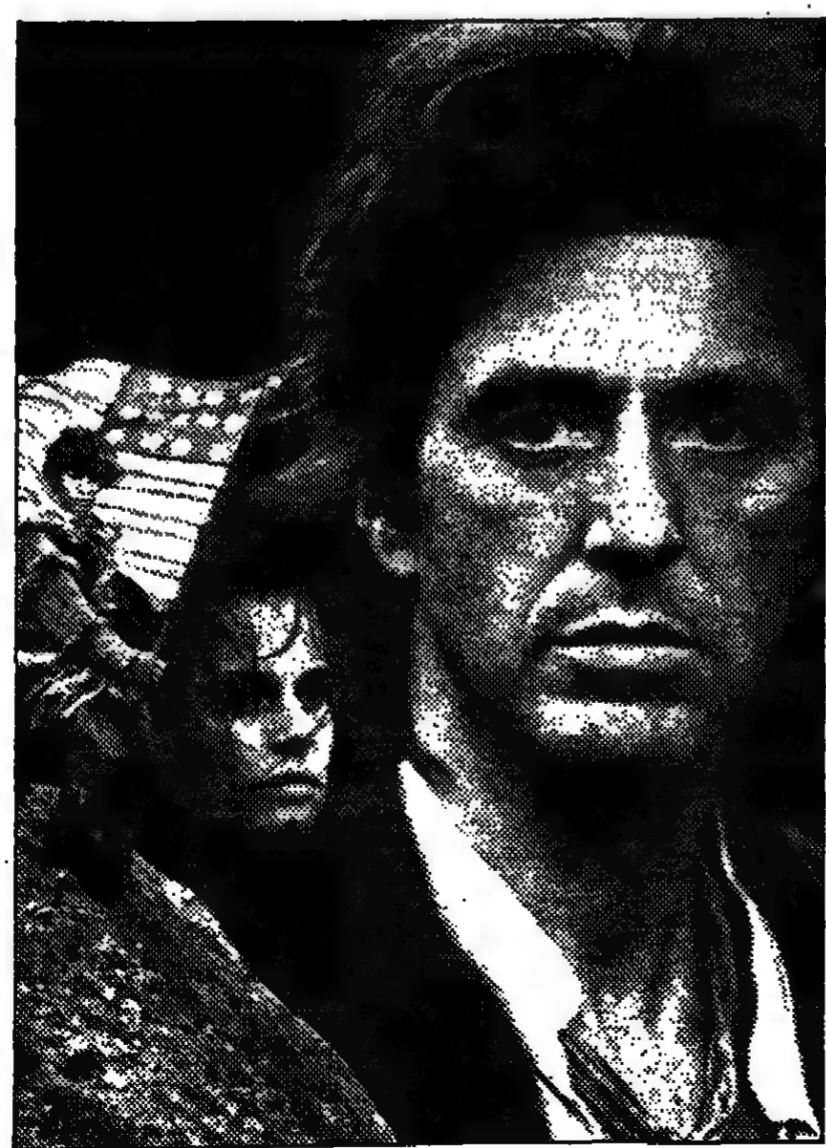
L'Amérique est encore sous domination anglaise. Et New-York n'est toujours qu'un petit port.

Un père et son fils, une jeune femme rebelle, vont souffrir, aimer, se battre pour leur dignité, leur liberté et celle de leur pays : les futurs États-Unis d'Amérique.

Al Pacino et Nastassja Kinski, incarnant avec passion ces héros anonymes emportés dans le tourbillon de la Guerre d'Indépendance.

Hugh Hudson, réalisateur de « Greystoke » et « Les Chariots de Feu » et Irwin Winkler producteur de « Rocky », nous présentent une fresque saisissante, une immense épopée : celle de la première révolution des temps modernes.

WARNER BROS. et VIKING présentent  
UNE PRODUCTION UIRWIN WINKLER  
Un Film de HUGH HUDSON  
AL PACINO  
RÉVOLUTION  
Avec DONALD SUTHERLAND  
NASTASSJA KINSKI  
Musique de JOHN CORIKLIANO  
Producteur Exécutif CHRIS BURT  
Écrit par ROBERT DILLON  
Produit par IRWIN WINKLER  
Réalisé par HUGH HUDSON



DISTRIBUÉ PAR WARNER BROS. FILM

PAR VOIE DE LA MONTAGNE CINÉMA

# ET NUIT BLANCHE.

## extes aux enfants

autres personnages, le roi le nape, le pêcheur de petites merveilles, sur un plateau et que l'on met à la manièr...

L'histoire de Faust, de sa chute et de ses rapides pérégrinations, est racontée, comme en un jeu de passe-passe, mais l'humour n'est pas l'émotion ; dans un spectacle où la sous une lumière crue, les bouffes de chiffon s'écrasent l'un sur l'autre, que une marche sur la corde raide et l'essentiel de la pièce est là, qu'accompagne le chant d'un violon, au loin.

### Un coffret de pierres

On peut aussi donner aux enfants les « extes », tels qu'ils sont, et qu'ils veulent, tout en restant beaux et magiques, car un peu incompréhensibles : le texte est écrit comme un coffret de pierres, et on plonge avec ce goût du jeu qui est naturel. Ainsi, les « extes » de « Une Nuit », où abondent les descriptions de palais, les événements très métaphoriques de beaux corps féminins et masculins et de merveilleux festins. Ce sont des textes dont se sont emparés les enfants acteurs de la compagnie des Moutons-Petits, au non-proche. Qu'on se rassure : ils ne sont pas à la mine et s'amusent plutôt franchement, avec cette littérature étrange et sensuelle qu'ils découvrent par instants, à partir d'une partition comme un récitatif, et qu'ils abandonnent pour retourner à leurs jeux, à leurs flirts, à leurs bagarres. Car leur découverte des « extes » de « Une Nuit » part d'un prétexte : l'insomnie volontaire d'enfants restés seuls dans une villa et qui improvisent un temps interdit. Ce qui est beau dans cette « Nuit Blanche » écrite et mise en scène par Richard Ancoeur et Nadine Rémy, c'est la jeunesse désinvolte avec laquelle sont bousculés les tabous attachés à l'enfance. Nous ne voyons pas de petits êtres fades qui sentent l'encre et la craie, mais des personnes bariolées, iconoclastes et gourmandes, qui croquent à l'occasion la littérature comme un bon fruit.

BERNARD RAFFALLI.

★ Pour Docteur Faust, un tourneur dans la région parisienne, s'adresser aux Gémeaux, CAC, 44, rue Clément, 92330 Sceaux. Tél. (1) 30-60-92-64.

★ Pour Nuit blanche, Théâtre Dunois, 28, rue Dunois, 93013 Paris. Tél. 45-84-72-00.



# RADIO-TÉLÉVISION

# MÉTÉOROLOGIE

## A VOIR

### Epidémie automobile

Sous le titre d'un million sept cent mille voitures prennent, chaque jour, d'assaut la capitale. Et, à tout moment, cent cinquante mille véhicules y roulent ensemble. Quinze mille de plus et c'est le blocage complet, affirment les spécialistes. Les irréductibles du trafic ont-ils conscience de la catastrophe qui les menace ? Il semble que non, puisque la montée de l'automobile ne cesse de grossir d'année en année.

La voiture, c'est sacré ! Les individus finissent par y habiter. On pourrait alors rassembler les maisons qui ne servent plus à rien. Une perspective que Jacques Lob (scénariste de BD) envisage sans sourcil dans le magazine mensuel de la ville, *Urban*, sacré, ce lundi 10 février, sur FR3, à la « tyrannie » de l'automobile. En consacrant l'intégralité de leur

magazine à ce dossier (à travers une série de petits reportages très vivants), Dominique Bailloud (producteur), ainsi que les journalistes Elisabeth Praschey et Jacques Guigal inaugurent une nouvelle formule : un seul sujet par émission.

La capitale engorgée, saturée. Rien n'y fait, ni les plans de circulation sophistiqués, ni la permanence des contrôles électroniques de la « fluidité », ni les multiples péages, ni même la multiplication des contraventions... dont on apprend, il demeure, que 95 % ne sont jamais payées. Un avocat en explication la raison. On laisse au spectateur le plaisir de l'analyse.

L'équipe d'*Urban* est allée à Berny, où des mesures draco-

niennes ont été instaurées : le centre-ville y est pratiquement inaccessible aux automobilistes, à moins qu'ils ne soient les champions de la conduite en labyrinthe. Mais l'efficacité : la grande majorité des voitures ne passent pas de la ville et se rabattent sur les moyens de transport en commun. Mais Berny n'est pas Paris.

AMITA RIND.  
10 h 10, FR3, 22 h 35.

## Lundi 10 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 10 **Cinéma** : le Pigeon. Film italien de Mario Monicelli (1958), avec V. Gassman, T. M. Mastroianni, R. Salvatori, C. Cardinale. Une bande de truands maladroits et bricoleurs organisent à Rome le cambriolage d'une agence de prêts sur gages. Une des grandes réussites de la « comédie italienne », une parodie des films de gangsters et, spécialement, de celui de *Du rififi*. Du rififi chez les hommes. Plaisir d'une interprétation pittoresque (noir et blanc).

22 h 20 **Emission** : *Le monde de la nuit*. Emission de F. Mitterrand et M. Jourdan. Au sommaire : Un reportage de P. Le Galle sur le cinéma japonais *Nagisa Oshima* ; le cinéma *apocryphe* des auteurs et ses mystères en scène ; la *Pop Vidéo* ; le *cinéma* ; un montage d'extraits de *pluie*, par J.-C. Rosé ; le magazine *passion* d'un fou du cinéma.

23 h 20 **Journal**.

23 h 35 **C'est à lire**.

23 h 50 **RFE** Quand l'entreprise fait du cinéma.

Un villageois extrêmement paresseux, reçoit par faveur du maire, une carte de chômeur. Lourde farce paysanne sur un scénario original de Gabriel Chevalier, roman *Cochonnet*. *Fernandel* grimace.

22 h 10 **Journal**.

23 h 35 **C'est à lire**.

23 h 50 **RFE** Quand l'entreprise fait du cinéma.

FR3 PARIS-ME-DE-FRANCE  
16 h 35, *Venez chez moi*, film de T. Gries ; 17 h 55, *Actualités de la nuit* ; 18 h 30, *Sports magazine* ; 19 h 35, *Le dimanche* ; 20 h 35, *Actualités de la nuit* ; 21 h 35, *Actualités de la nuit* ; 22 h 35, *Actualités de la nuit* ; 23 h 35, *Actualités de la nuit* ; 24 h 35, *Actualités de la nuit*.

CANAL PLUS  
20 h 35, *Venez chez moi*, film de T. Gries ; 21 h 35, *Actualités de la nuit* ; 22 h 35, *Actualités de la nuit* ; 23 h 35, *Actualités de la nuit* ; 24 h 35, *Actualités de la nuit*.

FRANCE-CULTURE  
20 h 00 **Musique**, mode d'emploi : disque compact. 21 h 30 **Les Belles Endormies**, de Y. L. Avec J. L. et S. A. et N. D. 22 h 30 **Les Belles Endormies**, de Y. L. Avec J. L. et S. A. et N. D. 23 h 30 **Les Belles Endormies**, de Y. L. Avec J. L. et S. A. et N. D.

FRANCE-MUSIQUE  
20 h 00 **Concert** (en direct de la Philharmonie de Berlin) : « Beethoven Cellini », ouverture, de Berlioz ; « Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur », de Prokofiev ; « Symphonie n° 5 en si mineur », de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. L. Mautner, F.-P. Zimmermann, violon.

21 h 00 **Les solistes de France-Musique** : Serge Rachmaninov ; 1.00 Bing Crosby et les crooners.

## Mardi 11 février

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 30 **Les grandes scènes de TF1** : *Semantika*. De Victor Vicas, scénario de P. André et J. B. Rubinstein, avec P. Mondy, D. Evens, M. Laccour. Une jeune folle (Semantika) entre la suite d'un choc violent (contre un arbre) dans la vie d'un médecin. *Amour, toujours ?* Une comédie légère, sans prétention. A regarder... en famille. (Redif).

22 h 10 **Les bêtises** : *histoire d'entreprendre*. Série de L. Clerc et J. Walter. Nouvelle étape dans cette passionnante exploration de l'univers des créateurs d'entreprise. On découvre, en solo, deux équipes d'entrepreneurs qui ont décidé de créer leur propre société commerciale. A Marseille, d'abord, au Gerni, fondé par des chercheurs qui sont devenus des industriels de biotechnologie de l'environnement ; à Grenoble, ensuite, à ITIM, une entreprise, la seule peut-être au monde, à fabriquer tous les éléments du puzzle qui mène au robot intelligent.

23 h 00 **Journal**.

23 h 20 **C'est à lire**.

0 h 15 **Prélude à la nuit**. « Etude en forme de valse », de Saint-Saëns, par André Arco au piano.

CANAL PLUS  
7 h 40, *Gym à gym* ; 7 h 15, *Top 50* (et à 12 h 5 et 20 h) ; 7 h 40, *Cabou Cadix* (et à 11 h 10) ; 8 h 55, *Rusty James*, film de R. Ford Coppola ; 10 h 25, *Actualités*, grâce à Dint ; 12 h, *Dessin animé* ; 12 h 30, *Magazine* ; 13 h 40, *L'après-midi*, film de L. J. ; 15 h 25, *El Norte*, film de G. Nava ; 17 h 45, *C+U* ; 18 h 25, *Les affaires* sont les affaires ; 19 h, *Maximé* (et à 19 h 30 et 20 h 30) ; 19 h 30, *Les affaires* sont les affaires ; 20 h 15, *Les affaires* sont les affaires ; 20 h 30, *Les affaires* sont les affaires ; 21 h 30, *Les affaires* sont les affaires ; 22 h 30, *Les affaires* sont les affaires ; 23 h 30, *Les affaires* sont les affaires ; 24 h 30, *Les affaires* sont les affaires.

FRANCE-CULTURE  
20 h 00 **Musique**, mode d'emploi : du disque compact. 21 h 30 **Les Belles Endormies**, de Y. L. Avec J. L. et S. A. et N. D. 22 h 30 **Les Belles Endormies**, de Y. L. Avec J. L. et S. A. et N. D. 23 h 30 **Les Belles Endormies**, de Y. L. Avec J. L. et S. A. et N. D.

FRANCE-MUSIQUE  
20 h 00 **Concert** (en direct de la Philharmonie de Berlin) : « Beethoven Cellini », ouverture, de Berlioz ; « Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur », de Prokofiev ; « Symphonie n° 5 en si mineur », de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. L. Mautner, F.-P. Zimmermann, violon.

21 h 00 **Les solistes de France-Musique** : Serge Rachmaninov ; 1.00 Bing Crosby et les crooners.

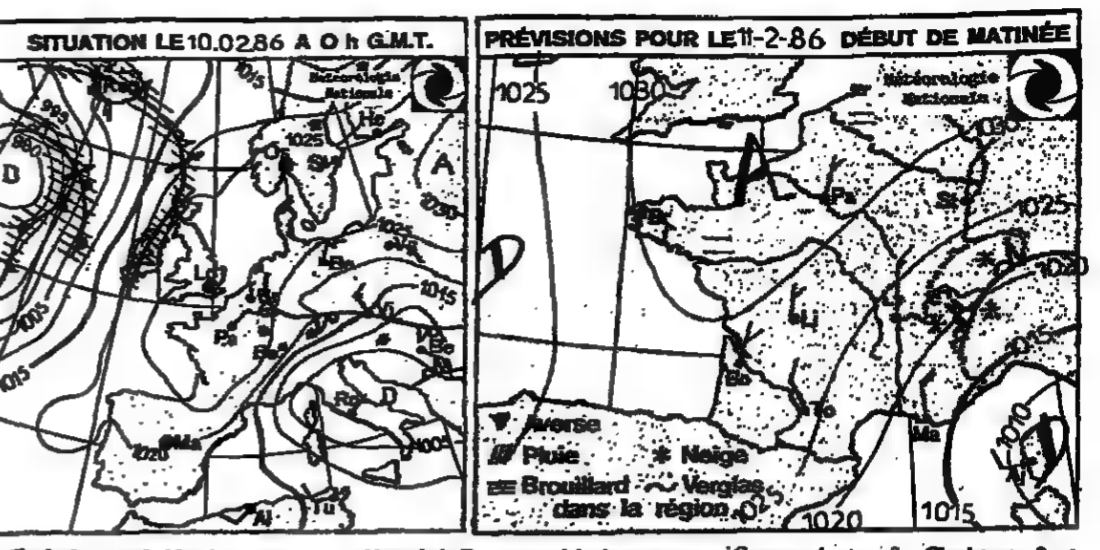
## TRIBUNES ET DÉBATS

### LUNDI 10 FÉVRIER

« *Valéry Giscard d'Estaing*, ancien président de la République, est reçu à l'émission « Face au public » en direct de la station Radio France du Puy-de-Dôme, à 19 h 15.

### MARDI 11 FÉVRIER

« *MM. François d'Aubert*, député UDF de la Mayenne et *Jean-Paul Planchou*, député PS de Paris, participent à un « débat régional », comme l'été de liste dans la région de la Mayenne, sur Europe 1 à 18 heures.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 10 février à 0 heure et le mardi 11 février à minuit.

Au cours des prochaines quarante-huit heures, le minimum méditerranéen associé à une goutte froide d'altitude se décalera lentement vers l'Italie. Cependant, il continuera à diriger sur l'est de la France un ciel très nuageux.

Le soleil brillera largement de la Bretagne à l'Aquitaine et sur le littoral méditerranéen.

Mistral et tramontane souffleront encore demain. Ailleurs, les vents de nord-est seront modérés. En Bretagne, les vents s'orienteront au sud-est et se renforceront en cours de journée.

Les températures minimales avoisieront - 5 à - 10 degrés sur l'ensemble du territoire, excepté en Corse avec 0 degré.

Les températures maximales atteindront - 1 à + 2 degrés sur la moitié ouest, - 3 à - 5 degrés dans le Nord, - 5 à - 10 degrés sur la moitié est, à 3 degrés en Méditerranée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 9 février, le second le minimum dans la nuit du 9 février au 10 février) : Ajaccio, 9 et - 8 degrés ; Biarritz, 3 et - 5 ; Bordeaux, 0 et - 2 ; Brétat, 2 et - 3 ; Brest, 4 et - 3 ;

Cannes, 4 et - 8 ; Cherbourg, 2 et - 10 ; Clermont-Ferrand, - 5 et - 16 ; Dijon, - 8 et - 14 ; Dinard, 8 et - 9 ; Embrun, - 6 et - 14 ; Grenoble-Saint-Martin, - 3 et - 14 ; La Rochelle, 0 et - 8 ; Lille, - 6 et - 11 ; Limoges, - 3 et - 14 ; Lorient, 4 et - 6 ; Lyon, - 5 et - 12 ; Marseille-Marignane, - 2 et - 9 ; Nancy, - 10 et - 12 ; Nantes, 2 et - 12 ; Nice, 8 et - 6 ; Paris-Montsouris, - 4 et - 9 ; Paris-Orly, - 4 et - 10 ; Pau, 1 et - 8 ; Perpignan, 4 et - 4 ; Rennes, 3 et - 9 ; Rouen, - 3 et - 13 ; Saint-Etienne, - 6 et - 14 ; Strasbourg, - 10 et - 13 ; Toulouse, - 1 et - 9 ; Tours, - 1 et - 12.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 13 et 4 ; Genève, - 6 et - 11 ; Lisbonne, 11 et 3 ; Londres, 0 et - 10 ; Madrid, 8 et - 6 ; Rome, 9 et 1 ; Stockholm, - 7 et - 16.

(Document avec le support technique spécial de la Météorologie)

## VENTES AUX ENCHÈRES

### Les plafonds de Drouot

La vente de son nouveau président, M. Joël Millon, la compagnie des commissaires-priseurs parisiens vient de rendre public son chiffre d'affaires 1985. 1 477 millions de francs. Ce chiffre représente une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente.

Les quatre-vingt-sept commissaires-priseurs parisiens (regroupés en six cents-dix études) s'estiment satisfaits de cette progression, encore qu'elle soit moins forte qu'en 1984 (plus 20 %).

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

La proportion des rachats, de l'ordre de 15 %, en augmentation aux ventes aux enchères publiques, citons, parmi les plus spectaculaires, les ventes de 8 millions de francs pour un évènement de la semaine de la couverture d'argent.

En revanche, la demande française face aux achats étrangers devrait maintenir la pression des enchères au bénéfice des meubles et œuvres d'art du plus haut niveau. L'augmentation des prix unitaires des objets est une caractéristique la plus significative.

## EN BREF

### PUBLICATIONS

IN QUARTO. — Destinée à mettre en relation les auteurs de documents (livres, affiches, estampes) du monde entier, In Quarto, nouveau mensuel, adressé gratuitement sur simple demande à In Quarto, 87, rue de Valenciennes, 93400 Saint-Denis. Tél. : 42-23-48-25.

### SOLIDARITÉ

AUXILIA. — Depuis son association, l'association Auxilia aide à l'insertion (ou à la réinsertion) des handicapés de longue durée, des handicapés et des détarés, grâce à ses cours gratuits par correspondance. Elle recherche des professeurs bénévoles en toutes matières (français, langues vivantes, droit, comptabilité ou informatique) pouvant lui consacrer quelques heures par semaine et venir son cours. On peut aussi envoyer des dons.

Auxilia, 102, rue d'Agnesse, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. : (1) 604-56-78. C.C.P. Paris 1434-78.

## PARIS EN VISITES

### MARDI 11 FÉVRIER

« L'Ecole des beaux-arts et les salons de l'École de Chine », 15 heures, 17, quai Malaquais (M.-C. Lasserre).

« De Claude Bernard à l'écologie », 14 h 30, métro Gambetta, sortie Péro-Lachaise (V. Langlade).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Louis (M. Lasserre).

« Exposition Rembrandt gravure », 14 h 30, métro du Petit Palais (Approche du passé).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité, marché aux fleurs (Ch. Morle).

« La Mosquée : Histoire de l'Islam », 15 heures, métro du Palais-de-Justice (Ermite).

« Les Catacombes », 14 h 30, 2, place Denfert-Rochereau et la demeure de Victor Hugo, 15 heures, 6, place des Vosges (Paris et son histoire).

## CONFÉRENCES

26, rue Bergère, 19 h 30 : « Les cycles, les initiations l'homme » (M. Claude-Marc Perrot, psychologue-psychanalyste).

## Rayonnages Bibliothèques

— prix — fabrique du kit au sur mesure

LEROIY FABRICANT

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 25 années d'expérience. Une visite s'impose.

206, avenue du Maine, Paris (14) 45-40-57-40 - M. Alméida

BOUQUINS - DOSSIERS par milliers

GIADA PRODUCTION DE TISSU NON TISSE

Notre Mission est en mesure de produire tous les types de papiers en grammes au m², toutes les largeurs et tous les formats. Nous sommes donc en mesure d'adapter la production à vos exigences technologiques.

DEMANDEZ NOS ÉCHANTILLONS

NOUS CHERCHONS DES REPRÉSENTANTS QUI SOIENT INTRODUITS DANS DES SECTEURS

5847 PRATO (Italie) - Via E. Sestini, 52. Tél. 0574/53.750 - 540.329 - Telex 573119 Giada I

## Le Monde MÉDECINE

19 h 00 "ZENITH" : Renaud - l'invité de Michel Denisot.

20 h 30 Rire : "BANZAR" avec Coluche et Valérie Mairesse.

20 h 30 Rire : "BANZAR" avec Coluche et Valérie Mairesse.

20 h 30 Rire : "BANZAR" avec Coluche et Valérie Mairesse.

20 h 30 Rire : "BANZAR" avec Coluche et Valérie Mairesse.

20 h 30 Rire : "BANZAR" avec Coluche et Valérie Mairesse.

20 h 30 Rire : "BANZAR" avec Coluche et Valérie Mairesse.

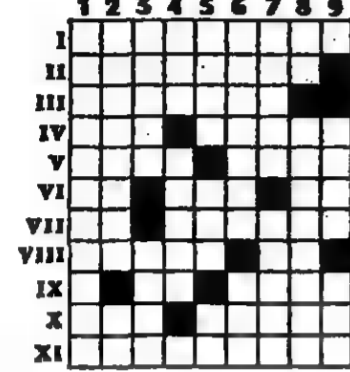
20 h 30 Rire : "BANZAR" avec Coluche et Valérie Mairesse.

20 h 30 Rire : "BANZAR" avec Coluche et Valérie Mairesse.

# INFORMATIONS «SERVICES»

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4159



### HORIZONTALEMENT

I. Est parfois première ou est toujours dans les secondes. - II. Ne « revient » donc pas ou est revenu naturellement. - III. Est parfaitement à sa place. - IV. Négatif impossible à développer. Coin à « pousser ». - V. Va à l'ouest. - VI. Partie de literie. Coule en Jalon. - VII. Bon pour conserver la ligne. Remise. - VIII. Out donc reçu une formation. Partie de partie. - IX. Personnel. Partie de bridge. - X. Agissait selon son bon plaisir. Dame de cœur. - XI. Une manière de toucher ou d'être touché.

### VERTICALEMENT

1. Est donc simplement de passage. - 2. Sont donc de moindre importance. Indéfini. - 3. Comme un verre rempli de blanc. Est au bas

d'une certaine échelle. - 4. Avertisseur sonore. Jeté quand elle est avancée. - 5. Tenue pour « chasser ». En petite tenue. Double tout ce qu'il précède. - 6. Extrait de fête. Montré par un fuyard. - 7. Prendent donc des forces. Sont particulièrement appréciés par les Chinois. - 8. Personnel. Comme un instrument à vent. - 9. Est chassée par un hérisson. Invite à « reprendre ». - 10. ...

### Solutions du problème N° 4158

**Horizontalement**  
I. Prononciation. - II. Havennais. - III. Idé. Drillerie. - IV. Li. Revue. Roue. - V. Ange. Ut. - VI. Tris. Eh! Née. Suc. - VII. Hie. Isolé. Sa. Su. - VIII. Arrache. - IX. Arrache. - X. Arrache. - XI. Pô. Eau. Es. En. Fl. - XII. Etageres. PS. Pal. - XIII. Avelinier. Qui. - XIV. Agé. Toilette. - XV. Sen. Mésestentes.

**Verticalement**  
1. Philanthrope. As. - 2. Radicaire. Otage. - 3. Ova. Iéna. Aven. - 4. Né. Rega. Drège. - 5. Onde. Israël. - 6. Nervures. Aurige. - 7. Caoutchouc. En. - 8. Iule. Hérite. - 9. Annexes. Eon. - 10. Tardine. Prit. - 11. III. K. La. - 12. Opère. Ance. En. - 13. Na! Ra. Dâ. Pot. - 14. Gô. Faute. - 15. Fausse (C). « contenu ».

GUY BROUTY.

## TÉLÉPHONE

### RÉDUCTION DES TARIFS AVEC L'AMÉRIQUE DU NORD

Les tarifs téléphoniques entre la France, les États-Unis et le Canada ont diminué de 12 à 21 % selon les plages horaires à compter du 10 février selon une décision du ministre des PTT. De 11 heures à 20 heures une taxe de base (actuellement fixée à 0,77 F) est perçue toutes les 4,6 secondes (contre 3,6 secondes jusqu'alors). De 20 heures à 2 heures du matin (tarif 1), la taxe est perçue toutes les 11 secondes au lieu de 5,3 secondes et de 2 heures du matin à 10 heures la taxe est perçue toutes les 7,6 secondes au lieu de 6 secondes.

Cette décision vise à rapprocher les tarifs français de ceux pratiqués par les firmes américaines telles ATT, MCI ou Argo qui proposent des prix moins élevés. Une première réduction des tarifs transatlantiques avait déjà été décidée par la France au début de l'année 1985, à la création de la tranche horaire 2 heures-10 heures du matin.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel les arrêtés pris par le ministre de la Justice.

Le 3 février 1986, le ministre de la Justice a pris un arrêté modifiant le règlement de la Commission nationale des hautes études de justice. Le 5 février 1986 instituant un tableau d'avancement et une liste d'aptitude supplémentaire (magistrature).

## LES BOURSES

### « JEUNES DÉCOUVERTES »

La Fondation de France décerne le 10 février 1986 des bourses « Jeunes découvertes », d'un montant de 800 à 2 000 FF, et cent bourses « Action humanitaire », d'un montant de 3 000 FF. Ces prix sont destinés à aider les jeunes de quatorze à dix-huit ans (quatorze à vingt et un ans pour l'action humanitaire) à réaliser un projet artistique, culturel ou sportif ou une action sociale et désintéressée durant leurs vacances d'été. Les quelque trois cents lauréats de 1985 ont fait preuve d'originalité et d'esprit d'initiative : explorations géologiques, spéléologiques, archéologiques, stage au Gabon, à l'hôpital de Lambart, pour apporter leur aide, mais aussi pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle à pied, tour de France à patins à roulettes et recensement des colonies de chauves-souris en Alsace.

Le 14 février 1986, la Fondation de France a organisé à Paris, rue des Francs-Bourgeois, 100, une séance de consultation des candidatures finies le 16 avril 1986. On peut dès à présent demander le dossier de candidature (avec un timbre pour la réponse).

Deux mille places de parking de plus à l'Orly-Ouest. - Aéroports de Paris ouvre, le 15 février, au parc de stationnement PO de l'aéroport d'Orly-Ouest, 2 000 places supplémentaires. Grâce à cet agrandissement, le parking PO offre une capacité totale de 5 500 places couvertes.

## ÉDUCATION

M. Jean-Jacques Conté, professeur de néphrologie à la faculté de médecine de Purpan a été élu président de l'Université Paul-Sabatier (Toulouse III) qui est dirigée par un administrateur provisoire, M. Jean-Claude Bancel avait été nommé recteur de l'académie de Rouen en octobre 1984. Cette élection est l'aboutissement d'un conflit entre médecins et scientifiques pour la direction de cette université. En 1982, vingt et un membres de la faculté de médecine et d'odontologie avaient refusé de participer à l'élection du président pour protester contre le refus des scientifiques de pratiquer « l'alternance ». M. Conté a recueilli soixante-deux suffrages sur cent vingt et un.

[Né le 11 novembre 1938 à Tours, M. Conté est médecin des hôpitaux (1961), chef de clinique à la faculté (1966) et maître de conférence agrégé de néphrologie (1971). Chef de service de néphrologie et d'hémodialyse de l'hôpital Purpan (1974), M. Conté poursuit des recherches sur le rôle de l'insuline dans le diabète. Il est directeur de l'INSERM U 269 d'immunopathologie rénale et d'immunopathologie qu'il a créée en 1972.]

# LE CARNET DU Monde

## Naissances

Philippe GONNU et Luc WILLNER-GONNU ont la joie de faire part de la naissance de leur fils, né le 10 février 1986, à 32, rue de la République, 75011 Paris.

Francis JUVET et Jean-Daniel SCHLAEPFER ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, né le 10 février 1986, à 24, rue Cardinal-Mermillod, 1227 Carouge (Suisse).

Sophie et Didier SCRIMM ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, né le 10 février 1986, à 124, rue Darnéville, 75018 Paris.

Antoine PARDESSUS et Marie-Agnès BATTIN ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, né le 10 février 1986, à 19, rue des Dervallières, 44000 Nantes.

Antoine ROYER et Alain-Gérard SLAMA ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils, né le 10 février 1986, à 18, rue Parée, 75003 Paris.

Le personnel de la société ARO-NOV a le regret de faire part du décès de son président-directeur général, M. André GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, à 19, boulevard du Temple, 75003 Paris.

Toute la famille et ses nombreux amis ont la douleur de faire part du décès de M. François HUBERT, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de l'Ordre du Mérite agricole, survenu le 4 février 1986, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 11 février, à 10 h 30, à l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6<sup>e</sup>, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière d'Arcueil (Val-de-Marne).

M. Louis Baur, M. et M. Michel Godechmidt, M. et M. Marc Hyafil, M. et M. Jacques Hyafil, M. et M. Bernard Bernheim, M. et M. Bernard Baldeusperger, M. et M. Jérôme Hyafil, M. et M. Antoine Hyafil, M. et M. Laurent Hyafil, M. et M. Olivier Hyafil, M. et M. François Hyafil, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean-François MÉDIC, son épouse, le 5 février 1986, de l'âge de cent ans, le 5 février 1986, de l'âge de cent ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. Jean-François MÉDIC, son épouse, le 5 février 1986, de l'âge de cent ans, le 5 février 1986, de l'âge de cent ans.

Le médecin-commandant Jacques Robert d'Eschouges et M. et M. Angela et Alexandra, ses petites-filles, ont le regret de faire part du décès de M. Jean-François MÉDIC, survenu le 2 février 1986, à Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6<sup>e</sup>.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans la sépulture de famille ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, Isabelle, Jean-Jacques et Marie-Christine, M. et M. Jean-Louis Faure et leurs enfants, M. et M. Bernard Faure et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques FAURE, professeur de médecine légale et de toxicologie, médecin des hôpitaux, survenu le 10 février 1986, à l'âge de 62 ans.

## Obituaires

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité.

M. Antoine GAGLIANO, docteur en sciences, a été inhumé au cimetière de l'Est à Paris-XI, survenu des suites d'un cancer le 7 février 1986, en son domicile, à l'âge de cinquante-six ans.

La cérémonie religieuse au temple de Luxembourg, 58, rue Madame, à Paris-6<sup>e</sup>, sera célébrée le mardi 11 février, à 15 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montparnasse, dans le caveau de famille.

M. Henri VICARIOT, ingénieur général des ponts et chaussées, architecte DPLG, directeur architecte en chef d'Aéroport de Paris (1947-1977), officier de la Légion d'honneur, officier des Arts et Lettres, croix de guerre 1939-1945, de l'aéronautique, survenu le 6 février 1986.

M. et M. Daniel Goutaine, Le docteur et M. Charles Frohvirch et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. André GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 29 janvier, dans l'intimité familiale.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Ginette Semonsou, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de M. SEMONSOU, née Berthe Beaumont.

La levée du corps a lieu ce lundi 10 février 1986, à 14 heures, aux chambres mortuaires de l'hôpital Saint-Jacques à Clamart-Femmes.

La cérémonie religieuse est célébrée ce même jour, à 15 h 30, en l'église de Menat, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes. Pas de condoléances.

M. Semonsou remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

Le président, Le conseil d'administration, La direction générale, Le personnel d'Aéroport de Paris, ont le regret de faire part du décès de M. Henri VICARIOT, ingénieur général des ponts et chaussées, architecte DPLG, directeur architecte en chef d'Aéroport de Paris (1947-1977), officier de la Légion d'honneur, officier des Arts et Lettres, croix de guerre 1939-1945, de l'aéronautique, survenu le 6 février 1986.

M. et M. Daniel Goutaine, Le docteur et M. Charles Frohvirch et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. André GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu le 29 janvier, dans l'intimité familiale.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

M. et M. Jean GOUTAINE, survenu le 25 janvier 1986, dans sa soixante-troisième année.

**LOTTO SPORTIF N° 25**

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1. RENNES	MARSEILLE	9. METZ	LAVAL
2. STRASBOURG	AUXERRE	10. PARIS-S.E.	LE HAVRE
3. SOCHAUX	NICE	11. NIMES	GRENOBLE
4. TOULON	BREST	12. BUELLION	CHARENTON
5. LENS	NANCY	13. ISTRES	TOURS
6. BASTIA	TOULOUSE	14. DUNKERQUE	GUINGAMP
7. MONACO	LILLE	15. BEAUNAIS	LOIRET
8. NANTES	BORDEAUX	16. ROUEN	LOMÈGES

Tirage des "7 Numéros de Chance" du Vendredi 7 Fév. 1986 : 2 6 12 13 14 15 16

**LOTTO SPORTIF N° 26 LISTE OFFICIELLE**

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1. STRASBOURG	MEAN	1. BREST	TOURS
2. BASTIA	CHARENTON	2. BREST	TOURS
3. PARIS-S.E.	MONTELLIER	3. BREST	TOURS
4. LE CRUS	R.C. PARIS	4. BREST	TOURS
5. BREST	ELBROU	5. BREST	TOURS
6. BREST	ELBROU	6. BREST	TOURS
7. BREST	ELBROU	7. BREST	TOURS
8. BREST	ELBROU	8. BREST	TOURS
9. BREST	ELBROU	9. BREST	TOURS
10. BREST	ELBROU	10. BREST	TOURS
11. BREST	ELBROU	11. BREST	TOURS
12. BREST	ELBROU	12. BREST	TOURS
13. BREST	ELBROU	13. BREST	TOURS
14. BREST	ELBROU	14. BREST	TOURS
15. BREST	ELBROU	15. BREST	TOURS
16. BREST	ELBROU	16. BREST	TOURS

Tirage des "7 Numéros de Chance" du Vendredi 7 Fév. 1986 à 20 h 30

**LOTTO N° 8 TIRAGE DU SAMEDI 8 FEVRIER 1986**

1 4 9 16 31 33 2

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 12 FEVRIER 1986 ET SAMEDI 16 FEVRIER 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	4 5 424 135,00 F
5 BONS N° + complémentaire	25 171 665,00 F
5 BONS N°	2 031 6 640,00 F
4 BONS N°	120 604 110,00 F
3 BONS N°	2 154 019 12,00 F
BONUS DU SAMEDI 176 272	
BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 12,00 F x 2 = 24,00 F	

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

CGE DISTRIBUTION

Le Monde

oryade

une direct

dans la li

Le Monde

LE C

Le Monde

COLGATE-PALMOLIVE

Audite intern

256, rue Mercadet.



**EGS CARRIERS**  
59, Bd. Gouvion, Fontenay 75017 PARIS

**MEMBRE DE SYNTEC**

**Envoyez** d'adresser, lettre, CV **et** photo. Nous **vous** assurons confidentialité et réponse.  
Référence 7319 M. 1 rue de Bercy 75008 - Paris.

## Bernard Julhiet Psycom

**Membru de Syntax**

五

BANQUE INDOSUEZ

## Un monde d'opportunités

# Auditeur interne

Si vous souhaitez vous entretenir avec nous de cette opportunité et des possibilités ultérieures d'évolution, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. M 10-2 à Colgate Palmolive Service Central de l'Emploi et des Carrières  
55 bd de la Mission

**Hand  
Courbevoie**



**COLGATE-PALMOLIVE**

Merci d'adresser votre candidature  
(lettre manuscrite, C.V. et photo) au CENOD  
60, rue Caumartin, 75009 Paris.

## L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

# PHILIPS



Le Monde

# L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

## Contrôleur de gestion



**europ assistance**

Nous sommes le leader sur le marché de l'assistance en France et nous recherchons notre Contrôleur de Gestion. Rattaché au Directeur Administratif, il sera responsable de l'élaboration et du suivi des budgets, de la mise en place des tableaux de bord dans les différents secteurs de l'entreprise (effectif, productivité...) et des études quantitatives au niveau de la Direction Générale. Il animera une équipe composée actuellement de 3 personnes dont 2 chargées d'études. Ce poste conviendrait à un homme d'une trentaine d'années, de formation supérieure (Ecole d'ingénieur + formation économique, ESC...) et justifiant d'une première expérience de la fonction acquise de préférence dans le domaine du service ou de l'assurance. Notre constant développement nous incite à intégrer un candidat de potentiel, capable de grandir avec nous. Le poste est basé à Paris 9<sup>ème</sup>.

Si cette proposition retient votre attention, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 567.86 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



**Chantal Baudron s.a.**

Le Crédit Commercial de France recherche pour sa Direction Organisation et Informatique le

## Responsable Technique des cartes bancaires



Il représentera la banque auprès des instances techniques inter-bancaires. Au sein de la banque, il sera à la fois le conseiller technique dans son domaine et le responsable du développement et de la mise en place des nouveaux systèmes.

Ce poste ne peut convenir qu'à un diplômé de l'enseignement supérieur scientifique ou commercial. Le cadre recruté justifiera par ailleurs d'une expérience de 8 à 12 ans dans les domaines de l'organisation et de l'informatique bancaire, acquise soit dans une société de service, soit dans une banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction des Carrières du Crédit Commercial de France 103, Champs Elysées 75008 PARIS.

Pour un des plus gros industriels français

## Administration et gestion

Ce groupe français de 1<sup>ère</sup> importance, CA supérieur à 10 milliards de francs, développe son activité sur plusieurs sites. L'ensemble des entités de gestion du plus important de ces sites basé en Normandie est rattaché à un chef de service qui gère un effectif supérieur à 500 personnes. Il souhaite, à côté des services opérationnels qu'il anime, enrichir son staff d'un assistant de gestion confirmé.

Prendre en charge toutes les négociations de contrats spécifiques liés au fonctionnement de l'établissement. Réaliser des études ponctuelles socio-économiques et administratives. Participer à tous les aspects de la vie du site. Assurer une fonction de conseil et de soutien aux opérationnels de

type secrétariat général. C'est l'essentiel de cette mission très valorisante.

A 35 ans environ, vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur, juridique, gestion, commercial... et justifiez d'une expérience qui se caractérise par sa pluridisciplinarité (droit, gestion, finance, informatique...). Celle-ci a développé votre sens de la négociation à tous niveaux (Achats, ventes...), votre capacité à mettre en place des systèmes d'organisation et vous avez accoutumé à la gestion et au suivi de nombreux projets dans des environnements industriels diversifiés. Ce poste peut être considéré comme un tremplin vers des responsabilités très opérationnelles à court ou moyen terme.

**OC conseil**

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite sous réf. M165U à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15, rue du Louvre 75001 Paris, qui nous a confié cette recherche.



Il sera chargé de diriger une équipe de 8 personnes, d'assurer le reporting complet des résultats et des coûts, de développer les analyses financières pour l'actionnaire et le management, et de maîtriser et faire évoluer les systèmes de traitement de l'information de gestion.

Nous recherchons un opérationnel de haut niveau âgé de 28 ans minimum, diplômé d'une

GRANDE ECOLE COMMERCE, SCIENCES POLITIQUES ECOLE DE MAITRISE DE GESTION

lingue anglaise, ayant une expérience professionnelle de 5 ans dont 2 à 3 ans dans un cabinet d'audit anglo-saxon et/ou une société américaine et une expérience d'encadrement d'équipe.

De bonnes perspectives d'évolution de carrière sont à envisager à moyen terme au sein du Groupe.

Lieu de travail : banlieue Ouest (PREF).

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo), à réf. 3875/LM, à

MEDIA BA 2, bd des Italiens - 75002 PARIS

### INFORMATION TELEPHONE

**Duolite International s.a.**

recrute pour son usine de CHAUNY dans l'Aisne, un

## CONTROLEUR FINANCIER

Nous vous demandons de posséder une formation Sup de Co ou équivalent, ainsi qu'une expérience de 3 ans dans la même fonction en industrie.

Ce poste appelle une personnalité capable de mettre en œuvre et d'assurer l'application des procédures de comptabilité analytique et du contrôle budgétaire tant en matière d'exploitation que d'investissement.

Si vous répondez à ce profil, nous vous invitons à prendre connaissance d'une information complémentaire sur notre entreprise et sur le contenu de cette fonction en appelant sous référence 210 M, le (1) 46.09.95.95.

Votre dossier de candidature devra être adressé sous référence à : DUOLITE INTERNATIONAL - Direction du Personnel B.P. 8 - 94402 VITRY-SUR-SEINE CEDEX

pour mieux s'informer  
(1) 46.09.95.95

Emplois et Entreprises  
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

ECOLE DE COMMERCE - ECOLE D'INGENIEURS  
MAITRISE SCIENCES ECONOMIQUES  
Etablissement Public du secteur nucléaire recherche

## COLLABORATEUR H/F

chargé au sein de la division administrative et financière, d'assurer le Responsable des relations commerciales pour : la négociation, la préparation et la passation des contrats, et le suivi des dossiers commerciaux, et les études économiques.

Expérience : 2 à 3 ans en milieu industriel ou suivi de projet. Notions d'anglais et d'informatique exigées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo stér. 2278 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Proche Ouest Parisien  
Une importante entreprise de Distribution et de Services de Combustibles

## Audit Interne et Contrôle de Gestion H/F

Création de Poste

Le candidat sera chargé :  
- du suivi des procédures administratives et comptables,  
- de l'élaboration et du suivi des budgets,  
- des tableaux de bord des différentes unités, et de l'harmonisation des règles de gestion.

Le poste suppose :  
- une formation supérieure type Ecole de Commerce, secteur Finance Comptabilité, ou Université Paris Dauphine (une formation complémentaire comptable serait un atout très apprécié),  
- des qualités accentuées d'organisation et de rigueur appuyées sur une expérience d'au moins 2 à 3 ans d'un poste similaire.

Fréquents déplacements à prévoir.

Adresser C.V. et photo à : Mlle D'ORNANT 18 bis rue de Villiers 92303 Levallois-Perret

FIDAL PARIS

## FISCALISTE DE HAUT NIVEAU

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE, filiale d'un groupe international, recherche Fiscaliste de haut niveau. Ce collaborateur aura pour mission de conseiller l'ensemble des départements de la banque dans leurs opérations, en particulier les opérations financières. Outre un passage dans l'administration, ce collaborateur devra avoir une première expérience soit dans un cabinet de conseil, soit dans un groupe industriel, commercial ou bancaire. La connaissance de l'anglais sera appréciée. Une rémunération attractive sera offerte à un candidat de valeur.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1752 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## Contrôleur de gestion H/F

statut cadre A.F.B.

Votre mission comportera deux aspects :

- L'élaboration, le suivi et l'évolution de la procédure budgétaire.
- La mise en place d'outils de comptabilité analytique et d'indicateurs de gestion.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole Commerce et/ou vous justifiez d'une première expérience dans une fonction similaire, de préférence au siège d'une banque à taille moyenne. Vos connaissances informatiques sont un atout très apprécié.

Merci d'adresser dossier complet (candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. 3976, à

MEDIA BA 2, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

## Cadre Comptable

Responsable Comptabilité Générale

Important Groupe d'Assurances

recherche pour prendre en charge le Service comptabilité générale, un Cadre d'une quarantaine d'années qui joigne à une formation supérieure (DECS ou équivalent) une solide expérience professionnelle au cours de laquelle il aura prouvé sa fiabilité, son dynamisme et son sens des responsabilités.

Directement rattaché au Secrétaire Général, il encadrera et animera une équipe de 15 personnes. Situation intéressante et évolutive pour candidat qualifié et motivé. Poste à Paris.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération souhaitée sous réf. 1838 à LTA 31, Bd Bonne 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

## Auditez nos filiales de distribution

Avec 2 000 personnes, nous sommes le 1<sup>er</sup> groupe français de distribution de bûches et bois. Nous vous proposons de renforcer notre équipe d'AUDIT INTERNE.

Vous aurez pour mission de contrôler la bonne application des procédures de gestion au sein de nos 60 filiales (entrepôts - grossistes), à travers toute la France.

Pour vous sentir à l'aise dans votre action, vous devez avoir une formation supérieure (école de commerce, DECS...) et/ou une première expérience réussie de 2 ans de comptabilité dans un cabinet ou dans une entreprise. Vous devez être également très disponible, des déplacements fréquents étant nécessaires.

Ultérieurement la taille de notre Groupe pourra faciliter votre évolution professionnelle. Le poste est basé à Paris (Boulogne).

Envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 2044 à

SOURCE 144 rue de Rivoli - 75001 Paris, qui transmettra

Valoriser ses compétences comptables dans une structure à taille humaine

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 1752 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE recherche l'ADJOINT AU RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

UN INSPECTEUR





# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

EDITIONS Nationales et Internationales

## BLACK & DECKER

LE N°1 MONDIAL  
DE L'OUTILLAGE ELECTROPORTATIF

### DIRECTEUR ASSURANCE QUALITE

Dans le cadre du projet - maîtrise complète de la Qualité - il sera responsable du développement permanent de la mise en œuvre de moyens et procédures destinés à optimiser le niveau de qualité des produits et la satisfaction clientèle.

Analysant les informations significatives provenant des sources caractérisant le niveau de qualité (tests utilisateurs, retours S.A.V.) il formulera les mesures correctives nécessaires auprès des Services concernés : Bureau d'Etudes, Production... garant auprès de la Direction Générale de la prise en compte des améliorations Qualité-Produit ; il assurera les relations auprès des Sociétés du Groupe (Europe, Etats Unis).

Cette opportunité de premier plan s'adresse à un candidat diplômé d'une école d'ingénieurs (Arts & Métiers, Centrale ou équivalent) disposant d'une expérience confirmée dans le domaine de la Qualité, homme de communication, organisateur, rigoureux. La connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération sera liée aux compétences et à l'expérience acquise.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec C.V. et prétentions à :  
BLACK & DECKER à l'attention de G. BEAU  
BP 0833 - 69239 LYON Cedex 02

**Au cœur des Alpes**  
participez au développement  
d'une banque régionale  
aux moyens puissants

### DIRECTEUR D'AGENCE SOUS DIRECTEUR D'AGENCE CHEF DE BUREAU

Si vous animez des «points de vente» avec succès (sans négliger le suivi des engagements) et si vous possédez l'enthousiasme que nous souhaitons (ainsi qu'une bonne formation professionnelle) vous pouvez adresser votre C.V. manuscrit à JONCTION 104, rue Réaumur 75002 PARIS (téléphone 82 594) il sera transmis à notre Directeur des Relations Sociales qui vous garantira une réponse personnelle et la plus absolue discrétion.

Vous pouvez mentionner sur l'enveloppe le nom des banques auxquelles vous ne souhaitez pas que votre candidature soit communiquée.

Pour renforcer les équipes actuellement en place tout en confortant certains schémas de promotion interne, nous recherchons des EXPLOITANTS confirmés à des postes de :

Notre entreprise agro-alimentaire (150 millions de F. CA - 200 personnes) s'est dotée des moyens techniques et commerciaux pour assurer sa croissance. Afin d'assurer son développement elle crée la fonction de

### Directeur Administratif et Financier

Rattaché à la Direction Générale, il rassemblera sous sa responsabilité :

- l'ensemble des dispositifs comptables : trésorerie, comptabilité analytique, comptabilité générale, contrôle de gestion.
- la fonction personnel : gestion administrative, gestion des carrières.
- la fonction juridique.
- les services généraux.

Cette fonction sera confiée à un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Sup de Co, Sciences Eco) ayant soit effectué plusieurs années dans un cabinet d'audit et une première expérience comme chef comptable ou contrôleur de gestion, soit déjà exercé la fonction de Directeur administratif et financier pendant plusieurs années dans une moyenne entreprise.

Résidence : ville agréable du littoral breton.

La rémunération sera en rapport avec l'importance que nous accordons à cette fonction.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. : 389 RI à

**SCOTI** 8 avenue Delcassé -  
75394 Paris Cedex 08.  
Discrétion assurée.

## Polaroid Europe

souhaite renforcer son Etat Major avec un

### Directeur des Relations Publiques Europe

Il(elle) supervisera les activités de relations publiques (produits grand public et industriels) de nos 12 filiales européennes en liaison avec les directeurs locaux existants, et développera des programmes Pan-Européens.

Agé de 35-40 ans environ, le candidat devra savoir parfaitement communiquer, travailler en groupe et avoir une solide connaissance des médias européens. Il sera excellent rédacteur et parlera parfaitement l'anglais (la connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire).

Il justifiera d'une expérience de plusieurs années dans des fonctions similaires au sein d'une société ou d'une agence R.P. Internationale. Il reportera à la Direction Europe et à l'International P.R. Director.

Poste basé à Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Envoyer CV, photo et rémunération, Direction Personnel, Polaroid Europe, 4 rue J.P. Timbaud 78180 Montigny-Le Bretonneux.

### Challenge pour un homme sur de lui et décidé

P.M.L. - 400 PERSONNES - C.A. : 180 MILLIONS F.  
Il 85 km Ouest PARIS  
LEADER DANS SA SPECIALITE  
(petites pièces métal découpées - grilles séries)

### DIRECTEUR INDUSTRIEL

(futur membre du Directoire)

#### L'Entreprise

Son cash-flow lui a permis des investissements de production réguliers et conséquents.

#### La mission

Recherche de la productivité optimale à obtenir des investissements récents et gestion rigoureuse de la production. Mobilisation des Cadres, de la Maîtrise et des ouvriers autour de nouveaux objectifs d'Entreprise.

#### L'homme

INGÉNIEUR diplômé plus de 35 ans. Ses expériences réussies d'homme d'usine et son tempérament l'incitent à aborder ce challenge.

Il garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8373 à

**SC sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

### Directeur du développement

300.000 F. +

NOTRE ENTREPRISE bancaire privée, spécialisée dans le financement des entreprises, recherche un cadre à fort potentiel pour ses activités de crédit-bail mobilier, location financière et prêts à moyen terme.

Ce professionnel confirmé aura pour mission immédiate de promouvoir notre banque auprès des prescripteurs présents sur ces marchés.

Il sera chargé notamment :

- \* de définir la politique commerciale et l'action marketing à engager
- \* d'optimiser les moyens humains et techniques mis à sa disposition.

Il s'appuiera sur l'équipe commerciale existante pour assurer le management dans une perspective de performance accrue.

Rattaché à la Direction Générale, il rendra compte de son action aux comités internes.

Une réussite confirmée dans la mission proposée peut ouvrir des perspectives de carrière élargies au sein du Groupe bancaire auquel nous appartenons.

Ce poste est basé à Paris.

Note sur le poste adressée à tout candidat présélectionné.

Merci d'adresser dossier de candidature, photo et rémunération actuelle, sous référence 702 P

39, rue Etienne Marcel 75001 PARIS

Confidentialité assurée.



## L'UNIVERS DE LA GESTION

### TRESORIER



Société de Services Informatiques restructure son TRESORIER. Chargé de :  
- la gestion de la Trésorerie,  
- l'analyse du risque client  
et du recouvrement.  
- du suivi des contentieux clients.  
Poste évolutif.  
Il d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à CERG - Service du Personnel - 11, rue de Valenciennes - 59500 ASNIERES.

### Région lyonnaise ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

L'entreprise (1200 personnes) fabrique et commercialise des métiers à filer à haute technologie. Après avoir mis en place ses principaux outils de contrôle de gestion, le D.A.F. décide de créer une structure autonome cette fonction et de lui rattacher au service organisation.

L'assistant contrôleur de gestion participe à l'établissement des budgets annuels, examine les rapports d'activité, coordonne avec les responsables opérationnels les actions correctives, achève la mise en œuvre des outils de comptabilité analytique, participe aux études spécifiques.

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'au moins 30 ans, expérimenté dans le contrôle de gestion industriel, diplômé de l'enseignement supérieur commercial. A côté des compétences techniques, le sens de l'analyse, l'aptitude à la communication et le dynamisme sont vivement souhaités.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M13/036U à :

**EGOR RHONE-ALPES**

Tour 1111 Lyon 03  
129, rue Servient - 69431 LYON Cedex 03

PARIS NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO VERONA VENEZIA LONDRES MADRID MONTREAL TOKYO



### chambre d'Agriculture de l'Ouest recherche son directeur technique

Placé sous l'autorité du Directeur de la Chambre, vous serez chargé de la mise en œuvre des actions de développement agricole et de la coordination de l'ensemble des services techniques (élevage, études et recherches, conseil-formation, ingénierie agro ou bac + 4, vous avez un sens approfondi des relations humaines et de l'animation de groupe, doué d'esprit d'initiative, vous êtes organisé et votre expérience confirmée du développement agricole et des fonctions d'encadrement du personnel sont des atouts pour réussir à ce poste qui est à pourvoir rapidement.

Envoyer CV + photo + prétentions s/réf. 1886 M à

Levi Tourmay Asscom 31, Bd Bonlieu

75083 Paris Cedex 02  
qui transmettra.

### NOUS SOMMES une société immobilière française développant une formule originale qui connaît un grand succès.

NOUS DETENONS un leadership sur le marché français.

NOUS ENTREPRENONS notre implantation dans différents autres pays et la diversification de nos activités vers des produits spécifiques à une clientèle qui constitue notre marché.

Pour assurer cette forte croissance, nous renforçons notre structure et nous recherchons

### SECRETAIRE GENERAL

(HEC, ESSEC, SUP DE CO, DAUPHINE...) capable de couvrir les domaines suivants :

Finances, administration, gestion, juridique, personnel.

Ce poste ouvre sur d'importantes perspectives professionnelles pour un cadre de valeur, prêt à s'intégrer dans une équipe légère, mais fortement motivée.

De fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. Le lieu de travail est PARIS.

La connaissance de l'anglais et des langues latines est indispensable.

Une expérience de l'immobilier est souhaitable ; une expérience professionnelle d'au moins 8 ans est nécessaire. La rémunération est attractive.

Envoyer C.V. réf. 1757 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

PRODUCTION P



Cro

Soit

Vous pouvez adresser votre candidature à :

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

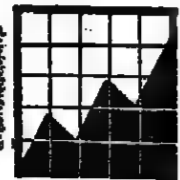
100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

100 rue de la République 75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE



# DIRECTIONS • DIRECTIONS • DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE DISTRIBUTION (6 milliards de C.A.)  
40 établissements à gestion autonome recherche

## DIRECTEUR DE L'AUDIT INTERNE

Responsable devant le Directeur Administratif et Financier de la sécurité administrative, financière et comptable du Groupe, il :

- étudie et définit les procédures de contrôle interne,
- organise les services administratifs des différentes exploitations de façon à en améliorer la productivité,
- anime et supervise les responsables administratifs des exploitations,
- réalise avec le corps des Auditeurs qu'il dirige un contrôle trimestriel des exploitations et des filiales dont il approuve les bilans,
- participe au développement de plan informatique et à son application.

Il conseille en permanence les exploitants et les filiales ainsi que les différents services opérationnels du groupe. Ce poste basé à PARIS - avec de fréquents déplacements de courte durée en province - représente une opportunité exceptionnelle de carrière et de rémunération pour un diplômé de l'enseignement supérieur, maîtrisant parfaitement toutes les techniques comptables, ayant un excellent sens de l'analyse, aptitude au travail rigoureux, clairvoyance, esprit d'initiative et à l'animation des hommes. Une expérience en plusieurs cabinets d'audit, d'expertise comptable ou de contrôle interne d'une grande entreprise est indispensable.

Adresser votre CV accompagné d'une lettre manuscrite, d'une photo et de la rémunération souhaitée sous n° 2225, à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Réponse absolue et réponse assurée.

## BERTHOUD

Région lyonnaise - 350 000 F +

DES HOMMES DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL POUR UN LEADER DES PULVERISATEURS AGRICOLES

### DIRECTEUR

#### DIVISION "PORTABLES AGRICOLES"

Il constitue son équipe et organise entièrement son activité :

- étude marché mondial,
- définition, vente de ses produits dans les pays en voie de développement (Afrique, Extrême-Orient...)
- Une formation commerciale supérieure et/ou expérience phyto-agricole est appréciée.

### DIRECTEUR

#### DIVISION "VIGNES ET ARBRES"

Il prend en charge une division existante et développe ses produits au niveau international (CEE, USA, MEXIQUE...)

Ingenieur (AGRI, AGRO, A et M...), il a une formation marketing complémentaire (INSEAD, ISA, CESMA, INRA...).

REF: M15/973 C

Veritables patrons de leur activité (études, distribution, animation), autonomes, ils sont jugés sur leurs résultats. Une solide expérience du Marketing International, ainsi qu'une très bonne pratique de l'anglais sont indispensables, l'Espagnol souhaité.

Le dynamisme du groupe est la nature à intéresser de fortes personnalités, mobiles et disponibles.

Merci d'adresser CV + photo + prétentions sous réf. choisie.

EGOR RHONE-ALPES

Tour Crédit Lyonnais  
129, rue Servan - 69431 LYON CEDEX 3

PARIS BORDEAUX LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

## Conseil aux entreprises : un patron

Un organisme conseil dans le domaine des ressources humaines recrute son

### DIRECTEUR GENERAL

C'est :

- Un homme de marketing : il aura le souci permanent d'améliorer la qualité et le nombre des prestations.
- Un organisateur : il saura optimiser et dynamiser les ressources.
- Un gestionnaire : budget 100 MF.
- Un manager à l'autorité naturelle.

De formation grande école ou doctorat, il possède une dizaine d'années d'expérience. Il a dirigé une PME, un grand service de consultants, ou un organisme paritaire.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 602 116 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 Paris

GROUPE FRANÇAIS D'AGENCES-CONSEIL EN PLEINE EXPANSION

## DIRECTEURS AGENCES DE PUBLICITE

Dans une perspective délibérée de grande qualité et de développement rapide, il s'agit dans chaque cas, de prendre la direction générale d'une importante agence régionale jouissant d'une bonne image professionnelle et bien implantée dans une vaste agglomération très riche en activités commerciales, industrielles, administratives et sociales.

Pour ces postes il faut être un très bon professionnel de la publicité rompu aux techniques modernes de communication, avoir dirigé une petite agence ou des équipes de publicitaires de bon niveau et vouloir s'intégrer à fond dans la région afin d'assurer avec son équipe le meilleur service à ses annonceurs.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 12, rue de la Paix, 75002 PARIS (Réf. 2632).

RECRUTEMENT ET REPONSE ASSURES.



X, ECP, Mines...

## Directeur général de filiales

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, leader et en développement, recherche le Directeur Général d'un ensemble de filiales en France.

Il sera chargé :

- d'animer plusieurs directeurs de centres de profits,
- de créer de nouvelles implantations,
- de négocier des contrats à niveau élevé.

Ce poste conviendrait à un candidat de premier plan, ayant déjà assumé avec succès des responsabilités opérationnelles de direction de centres de profits importants.

Il aura environ 10 à 15 ans de vie professionnelle et il témoignera de solides qualités de négociateur, de gestionnaire et d'animateur ainsi que d'un réel potentiel d'évolution lui permettant d'accéder ultérieurement à des responsabilités plus larges.

Poste : grande ville Rhône-Alpes.

Ordre de grandeur de rémunération : 450 000 F

Écrire sous réf. PW 363 AM

Discrétion absolue

Membre du Syndicat

4, rue Massenet 75116 Paris



Notre PME, une entreprise de 230 personnes, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement, recherche pour son siège de Besançon le

## DIRECTEUR ADJOINT des filiales USA-RFA

Destiné à devenir rapidement le DIRECTEUR DES FILIALES à part entière.

Agé de 30 ans environ, le candidat maîtrisera parfaitement les langues française, anglaise et allemande.

Il disposera d'une forte personnalité et d'une solide formation commerciale.

Une première expérience réussie dans l'implantation et la direction d'une AGENCE ou d'une FILIALE en France ou à l'étranger, lui permettra de justifier de ses capacités d'ENTREPRENEUR, organisé, autonome et disponible.

Le candidat retenu devra se montrer rapidement capable de superviser et de guider l'expansion des filiales USA et RFA du groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 80176 à CONTEXTE PUBLICITE 5, rue du Corbeau 67000 STRASBOURG qui transmettra.

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENTS implanté dans le Sud-Ouest leader international dans sa spécialité, recherche son

## DIRECTEUR DES ETUDES

Il sera responsable :

- du développement et de l'amélioration de la gamme
- de l'organisation du travail (15 personnes)

Les études essentielles pour réussir dans ce challenge, sont :

- une formation d'ingénieur mécanique (A.M. Centrale de préférence) complétée par une spécialisation électronique
- la pratique des études et du développement industriel des assemblages mécaniques fortement automatisés
- une nature créative
- une sensibilité à l'aspect économique
- une pratique courante de l'anglais

Adresser lettre manuscrite + CV + photo, sous réf. 267 à PA, service/LT, 20, rue Margaux, 33000 Bordeaux qui transmettra.

NOUS SOUMETTES une société immobilière française développant une formule originale qui connaît un grand succès.

UN LEADERSHIP SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS. NOUS RECHERCHONS notre implantation dans différents autres pays et la diversification de nos activités vers des produits spécifiques à une clientèle qui constitue notre marché. Pour assurer cette forte croissance, nous renforçons notre structure et nous recherchons

## DIRECTEUR COMMERCIAL

(DEC, ESSEC, SUP de CO, DAUPHINE...)

capable de couvrir les domaines suivants : Les ventes et leur administration, la publicité et le marketing, les études et le développement.

Ce poste ouvre sur d'importantes perspectives professionnelles pour un cadre de valeur, prêt à s'intégrer dans une équipe dynamique, mais fortement motivée.

La connaissance de l'anglais et des langues latines est indispensable. De fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. Le lieu de travail est PARIS.

Une expérience de l'immobilier est souhaitable, mais pas absolument nécessaire. La rémunération est attractive.

Envoyer C.V. réf. 1765 à Contexte Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

## Société mutualiste

Union Mutualiste de la Marne-Rhône (CA 120 MF) cherche son

### DIRECTEUR GENERAL

Responsable d'un effectif de 350 personnes, (50 % corps médical) il assurera la gestion administrative et veillera à la qualité des services des cliniques chirurgicales et médicales, des centres médicaux et pharmaceutiques à l'Union.

Il prendra toutes les mesures qu'il jugera nécessaires à l'amélioration du fonctionnement des différentes unités opérationnelles.

Le candidat recherché a une formation supérieure et une expérience de : - direction d'une entreprise de 200 personnes - de gestion : élaboration de prévisions - établissement des plannings et moyens de contrôle.

La connaissance du milieu médical sera très appréciée.

Lieu de travail : REIMS.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 601112 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115, rue du Bac - 75007 Paris

PARIS - LYON - NEW-YORK

## Administration et finances, en prise directe, dans une entreprise de distribution.

Jeune DAF, mais pas stéréotypé, vous serez le responsable de la vie administrative et financière d'une entreprise qui tourne à cent à l'heure. Vous saurez l'accompagner dans sa forte progression (+ 20 % par an).

Cette Société commerciale des produits frais dans les circuits de la Grande Distribution (CA 170 MF, 200 personnes). Le dynamisme de ses équipes et de ses responsables la positionne au premier rang sur son marché.

Dans un staff très solide, vous serez la compétence et le responsable des domaines : administratif et comptable ; financiers, y compris trésorerie et contrôle de gestion ; informatique ; administration des ventes ; juridique et contentieux ; gestion du personnel.

Votre équipe : 15 collaborateurs. Proximité Nord de Paris. 280.000 F+. Jeune cadre (environ 35 ans), de formation DEC ou équivalent, ayant l'expérience de la fonction avec un aspect audit interne, vous voulez saisir votre chance. Vous aimez réaliser, vous engagez, décidez.

Adresser C.V. et lettre de motivation, sous référence FAD 222, à notre Conseil Scato qui garantira réponse et confidentialité.

STRATOS

60 rue de la Chausée d'Antin 75009 Paris



Importante société de Travail Temporaire

recherche :

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Paris - Ile de France

chargé de :

- définir la politique commerciale et les moyens (avec le D.G.),
- animer 20 agences avec trois directeurs de régions,
- être le fer de lance du développement (nouvelles agences, promotion, clients nationaux).

Poste difficile qui nécessite l'adaptation à de petites unités d'exploitation où la qualité des responsables et leur motivation sont décisives.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 672 M à Jean-François de BENNETOT

plein emploi  
10, rue du Mail - 75002 PARIS  
Conseils en ressources humaines.





REPRODUCTION INTERDITE



# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



**Crédit Mutuel Reims**

**Sous-Directeur de la Fédération**

Votre métier, vous l'avez appris sur le terrain. Après vos études supérieures (ESC, ITB...), vous avez connu tous les services de l'exploitation bancaire, y compris la démarche, et vous maîtrisez bien aujourd'hui les techniques et les produits. Vous aimez animer une structure. Vous avez des idées. Vous savez proposer et réaliser.

FÉDÉRATION CHAMPAGNE-ARDENNES du CRÉDIT MUTUEL, nous pouvons vous offrir une belle opportunité.

Nous sommes une organisation privée de caisses autonomes. La Fédération est un centre de décision régional et la nôtre est en plein développement, commercial, technologique, humain.

Chez nous, vous aurez une mission générale et permanente d'animation, de coordination, d'écoute de tous les services et dès le début, vous vous occuperez plus spécialement de l'optimisation de l'informatique, de la création de cercles de qualité, et de quelques grands dossiers comme le crédit professionnel, la trésorerie ou le portefeuille-titres. Vous remplacerez le Directeur en son absence.

Alors réfléchissons ensemble. Où en est votre carrière ? Votre avenir ? L'expression de vos compétences ?

Nous avons sans doute intérêt à nous rencontrer.

SEFOP notre Conseil vous remercie de prendre l'initiative d'un contact en adressant votre dossier confidentiel sous réf. SDF 215 M

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC

**S.E.V.M.E. INFORMATIQUE**  
AUSAGNE - T. 42-82-80-05

Ingénieur confirmé  
1 Ingénieur électronicien de puissance confirmé  
1 Technicien expérimenté

**STE D'EXPERTISE COMPTABLE**  
DU SUD-OUEST

**EXPERT COMPTABLE**  
(H. ou F.)

Pour direction technique d'un de nos cabinets.  
Entre sous la  
LE MONDE PUBLICITÉ  
8, rue de la République - Paris-7<sup>e</sup>.

**SOCIÉTÉ MUTUALISTE**  
recherche  
pour son centre de vacances :  
CHATEAU DE GRANES  
près de CAUSSE (82)

**MAÎTRE OU**  
**MATRESSER DE MAISON**

avec C.V. (photo souhaitée)  
et présentation financière à :  
M.M.D.S.I.  
3, place des Victoires  
75008 PARIS CEDEX 08.

**WESTFALIA**  
**SEPARATOR**

Filiale Française (320 personnes)

d'un des tout premiers constructeurs mondiaux de matériels de centrifugation industrielle et de biens d'équipements d'automatisme. Recherche pour son siège à Châteauneuf-Thierry

**SON FUTUR RESPONSABLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS**  
H/F

Homme d'analyse et d'action. Il sera chargé d'organiser et d'animer, en collaboration directe avec la Gérance, les activités administratives des différents services.

Conseil interne. Il saura par son dynamisme et ses compétences assister efficacement l'encadrement.

Il assurera des missions variées, liées notamment au contrôle des budgets et des coûts (plans d'investissement, etc.), au choix et au suivi des projets informatiques ainsi qu'à la gestion du personnel.

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 27 à 35 ans, de formation supérieure, type ESCAE, familiarisé avec l'outil informatique, possédant une expérience de 3 ans minimum dans la gestion administrative, sociale et financière, acquise de préférence en site industriel. La pratique de l'anglais est un atout.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente à :

Westfalia Separator France S.A.  
Service du Personnel - BP 220  
02400 Châteauneuf-Thierry

Appartenant au groupe SYSTEMES assistée par ORDINATEUR de SCHLUMBERGER, SENTRY, leader mondial dans le domaine du TEST de COMPOSANTS ELECTRONIQUES recherche pour sa Division Europe :

**adjoint au contrôleur financier**  
(Grande Ecole + DECS)

- qui aura la responsabilité :
    - de la comptabilité générale,
    - de la trésorerie et de la fiscalité,
    - de la consolidation et du reporting financier,
    - de l'évolution des méthodes comptables (nouveaux logiciels, procédures, etc.).
  - Il animer une équipe de 4 à 5 personnes.
- Ce poste qui ouvre des possibilités réelles de carrière, tant en France qu'à l'étranger convient à un candidat possédant 3 ans d'expérience et un excellent niveau d'anglais. Le lieu de travail est Saint-Etienne.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. et photo à ENERTEC SYSTEMES DE TESTS  
Service du Personnel - 1, rue Neckar, Z.I. de Montreynaud, 42028 St-Etienne cedex.

**SENTRY**

**GROUPE LUCHAIRE**

2,6 milliards F. - 5.000 personnes  
recrute pour son usine (700 personnes) à  
61 MESSEI, près de FLERS

**Ingénieur**  
**ÉTUDES INDUSTRIELLES**  
« Nouveaux produits »

**DÉFINITION LARGE DE LA FONCTION**

**RÔLE DÉTERMINANT**  
dans l'implantation de lignes de fabrication de NOUVEAUX PRODUITS en petites et moyennes séries avec recherche constante de productivité maximum, au sein d'une équipe jeune et performante entraînée aux challenges.

**Poste évolutif pour**  
• Jeune **INGÉNIEUR** (moins de 30 ans) diplômé mécanicien  
• **2 à 4 ans d'EXPÉRIENCE en USINE**

S.C. vous garantit une **DISCRÉTION ABSOLUE** et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 5388 à

**SC Sélection Conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS



**LA MAISON DE VALERIE**

Région Centre

Nous sommes une Société de vente par correspondance en pleine expansion (CA prévu 86 : 1. Millard). Nous avons besoin pour nous aider à nous développer de :

- **3 ATTACHE(E)S DE DIRECTION**  
de formation ESC, possédant une première expérience de 2 à 3 ans ; pour missions (event affectation) dans services MARKETING, ADMINISTRATION COMMERCIALE, INFORMATIQUE.
- **1 ATTACHE(E) DE DIRECTION TECHNIQUE**  
de formation Arts et Métiers ou équivalent, première expérience souhaitée. Directement rattaché au Directeur Général, il devra traiter les problèmes de Logistique de la Société (entrepôts, transports, téléphone, etc.).
- **2 CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUE**  
de formation minimum MAGE, possédant une expérience professionnelle d'environ 5 ans (Matériel : IBM 3085, 160 terminaux, logiciels VM, DOS/VSE, CICS, DBL, COBOL).

Envoyer C.V. photo et présentations à :  
M.M. SERVICES - BP 5 - 41171 VINEUIL Cedex.

**SOCIÉTÉ NATIONALE PERFORMANTE**  
recherche pour DOUAI (Nord)

**CADRE COMMERCIAL ÉVOLUTIF**

- Profil :**
- diplômé d'études supérieures type HEC, ESSEC, ESCP, IEP, SUP. de Co ;
  - esprit d'initiative, goût pour les contacts humains et le travail en équipe, initiative et sens des responsabilités ;
  - libéré des obligations du service militaire ;
  - expérience professionnelle antérieure appréciée.
- Missions :**
- réalisation d'études de marché, établissement de prévisions de ventes, animation, conception, aide au lancement d'actions commerciales ;
  - ce poste permet à un titulaire de valeur d'évoluer à terme vers plus de responsabilité dans l'établissement, par changement de poste, et de lieu de travail.

Merci d'envoyer votre lettre de candidature, C.V. et photo sous n° 7011,  
**LE MONDE PUBLICITÉ**,  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**INSTITUT LAUE-LANGEVIN (I.L.L.) GRENOBLE**  
organisme de recherche franco-allemand-britannique (500 agents) recherche pour son service de calcul un

**PROGRAMMEUR-ANALYSTE**

qui effectuera des travaux de type système et réseau sur matériel digital (DEC 10 et VAX/VMS) et fournira une assistance aux utilisateurs de ces machines. Il devra justifier de bonnes connaissances de ces deux types de machines et d'un diplôme d'informaticien d'I.U.T. ou autre diplôme universitaire équivalent ou d'une expérience équivalente. Une bonne pratique de la langue anglaise est très souhaitable.

Salaires annuels brut entre 120.000 F et 140.000 F selon qualification et expérience, avantages sociaux, voyage et dédommagement remboursés.

Adresser lettre manuscrite et C.V. au serv. du personnel :  
**INSTITUT LAUE-LANGEVIN**  
156X - 38042 GRENOBLE CEDEX - FRANCE  
(appel à candidature ILL 86/01).

**SILICONE**

Ingénierie informatique temps réel

- PARIS, GRENOBLE**
- Ingénieurs Télécom  
• 3 ans exp. souhaités projet High Tech Grenoble.
  - Ingénieurs Logiciel  
Dét. 2 ans exp. 68000, C. Pascal, UNIX, log. temps réel Grenoble et Paris.
  - Ingénieurs Matériel  
Dét. 3 à 5 ans exp. conception mat et log. Grenoble. Pour tous ces postes il est exigé un diplôme gén. écol.
- Envoyer C.V.  
SILICONE chemin des Prés, ZIRST 38240 MEYLAN.

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**  
(MECANIQUE OU GENIE CHIMIQUE)

**REGION LILLOISE**

**RESPONSABLE SERVICE ORDONNANCEMENT ET TRANSPORT**

La Société des produits du Méta, recherche pour une de ses plus importantes unités situées à HAUBOURDIN son RESPONSABLE SERVICE ORDONNANCEMENT et TRANSPORT.

De formation ingénieur grande Ecole, Mécanique ou Génie chimique, vous avez une expérience dans la fonction ou en unité de production dans une usine à processus continu. Vous prendrez en charge :

- l'ordonnancement de la production,
- la gestion d'un système informatique évolué,
- les opérations de transport.

Homme de contact, vous animerez une équipe d'environ 20 personnes. La pratique de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité à Mme FRIEDMANN - 378, avenue du Commerce - 59500 LILLE CLAMART.

**SIROPS DE GLUCOSE, AMIDONS, AMIDONS MODIFIES, DEXTROSE, SORBITOL...**

**RESPONSABLE**

**MARKETING et COMMUNICATION H/F**

Mission : hiérarchiquement rattaché à la Direction Générale, ce cadre de haut niveau sera étroitement associé à la conception et à la conduite de la stratégie de développement de l'entreprise.

**Profil :** Ce poste ne peut convenir qu'à un praticien possédant les caractéristiques suivantes :

- Formation supérieure (Sup de Co, HEC ou équivalent) à dominante marketing ou commerciale, âge : minimum 30 ans.
- Expérience correspondante d'au moins 3 ans, acquise de préférence dans une institution financière ou à défaut dans une entreprise du secteur des services.
- Pour réussir dans cette fonction, il faut avoir le goût d'entreprendre et la volonté de réussir, le sens de l'objectif et du résultat, une forte créativité et d'excellentes qualités relationnelles, la capacité de travailler en équipe.

Adresser C.V., lettre manuscrite, présentations et photo récente au Service du Personnel de la CAISSE REGIONALE DE

**CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE SAONE & LOIRE**

38, rue de Flacé - BP 529 - 71010 MACON.

**Vous êtes attiré par les relations et contacts internationaux**

**Vous parlez l'Anglais couramment.**  
Vous avez de très bonnes connaissances en Allemand.  
vous **INGÉNIEUR CHIMISTE** (débutant ou quelques années d'expérience dans les peintures ou matières plastiques).  
Vous aimez les voyages de courte durée (environ une semaine par mois).

Une importante société chimique du Nord filiale d'un groupe international vous propose :

- une formation à ses techniques et produits,
- une rémunération attractive tenant compte de votre expérience et de vos capacités (190 000 F +/-) pour prendre en charge un poste

**INGÉNIEUR ASSISTANCE CLIENT**

Envoyer votre C.V. manuscrit et photo s/réf. 60163 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, q.tr.

Les premiers entretiens comprendront un test linguistique.

## OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur Grande Ecole **HE**

Merci d'adresser votre manuscrite à CV sous n° 23737/M à  
Mme FOURNIAT Sélé-CEGOS, Tour 204, rond-point Pont  
Sèvres, 91800 BOULOGNE CEDEX.

**sélé**  
**CEGOS**

## Publiva

**NOUS RECHERCHONS URGENT**

Niveau **MAT-1** - **MAT-2** ou DEA informatique  
Débutants ou 1 an d'expérience (Réf. 101).

e débutants, aimant rédiger en français, (Réf. 102).

même débutants, aiment rédiger en français, connaissent l'anglais (Ref. 102).

Dynamique, ~~des~~ ~~variables~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~formation~~ et ~~de~~ l'informatique  
 l'enseignement élargi selon ~~la~~ (Réf. 103).

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 314.778 M  
**LE MONDE PUBLICITÉ**  
 5, rue du Montpensier, PARIS-6

Adresser CV détaillé sous réf. 531AB ■ CONTESSE PUBLICITE  
20, avenue de l'Opéra 75001 Paris Cedex 01, qui informera.

**RISTE**

# Christe

confirmé (e)



CONFIDENTIAL - ANCLER ERE.

## LES JEUNES CADRES

LEAGUE COMMUNIST

...the ... ..  
... ..  
... ..



Pa

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Chef de section portefeuille-effets

Banque - 220/250.000 F

Une institution financière spécialisée, jouissant d'une très forte notoriété, recherche son chef de section portefeuille-effets. Basé à Paris et intégré au sein de la direction des services financiers, il sera placé sous l'autorité immédiate du responsable de la division trésorerie - portefeuille et disposera d'une équipe d'environ 25 personnes. Sa mission sera d'assurer le suivi des différentes catégories de créances de l'établissement, de préparer les refinancements correspondants, et de tenir à jour de façon permanente le fichier emplois - ressources de la société. La fonction implique un contact direct avec les services informatiques et trésorerie, ainsi que des relations financières fréquentes avec différents partenaires extérieurs. Ce poste s'adresse à un cadre administratif âgé d'au moins 30 ans, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (CESB apprécié), ayant acquis impérativement une bonne expérience de l'encadrement (employés et grades) au sein des services centraux d'une banque ou d'un établissement comparable, et familiarisé avec les problèmes de traitement de masse d'informations comptables. Ecrire à J.-P. ROUGIER, en précisant la référence A/R 9132 M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## Analyste comptable

L'EXPRESS

L'EXPRESS recherche pour le département abonnement des titres du groupe (l'Express et Lire) un analyste comptable. Rattaché au responsable de la gestion comptable de ce département, il participera à l'établissement des budgets et interviendra sur les différents aspects de la gestion comptable (comptabilité fournisseurs, suivi et analyse des charges, gestion des stocks...). Il sera également chargé d'élaborer une comptabilité prévisionnelle à partir des résultats de ses études et des prévisions de dépenses. Afin de mener à bien cette mission, l'analyste comptable devra assurer un dialogue permanent avec l'informatique. Ce poste s'adresse à un candidat de niveau BTS comptable possédant un ou deux ans d'expérience et étant familiarisé avec l'utilisation de l'outil informatique. La rémunération, fonction des compétences des candidats, pourra atteindre 130.000 francs. Ecrire à A. DAVID, en précisant la référence A/D2707M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 Neully Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Le Centre National des Calmes d'Épargne et de Prévoyance recrute

## Responsable de la sécurité informatique

Il sera chargé, en collaboration avec le Responsable du Service : de l'élaboration des normes de sécurité pour le réseau des Calmes d'Épargne et de Prévoyance et de la mise en place des sécurités dans les centres informatiques. Il assurera un rôle de conseil dans ce domaine auprès du réseau. De plus, il sera en relation avec les fournisseurs de matériels et logiciels de sécurité.

Expérience en informatique bancaire et dans le domaine de la sécurité informatique.

Déplacements de courte durée en province à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence M.10 au CENEP - 5, rue ... 75007 PARIS

SA de Services  
Secteur Banque Bourse  
recherche

## SON CHEF DU PERSONNEL

Expérience et pratique des principaux aspects de la fonction : recrutement, formation, administration et paie.

Vous dépendez du Responsable de l'administration générale et votre responsabilité s'étendra principalement :

- aux recrutements collectifs du travail
- à l'administration du personnel
- à la formation

Agé d'environ 35 ans, vous êtes un professionnel de la fonction personnel, diplômé de l'enseignement supérieur (science Po, IAE, CNAM...).

Mettez votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Jean Claude BEY SICOVAM

52, Champs Elysées - 75008 PARIS

VILLE NOUVELLE DE MELUN-SENART  
(Etablissement public à caractère industriel et commercial)

## CHARGE DE MISSION

Jeune diplômé de formation supérieure commerciale

Au sein de l'équipe chargée du développement économique :

- il approfondit la connaissance de certains secteurs d'activités et types d'investissements immobiliers.
- il étudie et met en œuvre le montage de produits nouveaux et en assure la commercialisation.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions :

PL le Chef du Personnel, E.P.A.M.S. Le Grand la Rivière

77547 SAVIGNY LE TEMPLE CEDEX



LA DIVISION EQUIPEMENTS ET SYSTEMES DE CONTROLE ET PREVENTION spécialisée dans les études prévisionnelles et l'assistance opérationnelle en fiabilité, disponibilité, sécurité et qualité des systèmes industriels recherche

## INGENIEURS GESTION QUALITE/FIABILITE GRANDS PROJETS

ACTIVITE : Mise en place de politiques de maîtrise de la qualité/fiabilité dans le cadre de grands projets nucléaires.  
FORMATION : Ingénieurs Grandes Ecoles (ECP, ECL, SUPELEC, MINES, ENSAE, ENSMA, ENSAM...).

## INGENIEURS ETUDES ET SUVI QUALITE/FIABILITE GRANDS PROJETS

ACTIVITE : Responsabilité de la gestion de la qualité/fiabilité d'un sous-système dans le cadre de grands projets spatiaux et aéronautiques.  
FORMATION : Ingénieurs diplômés option mécanique (PONTS, ECP, ECL, ENSAM, INSA, ENI...).

Pour réunir dans ces postes un fort potentiel technique et une première expérience sont souhaitées, en particulier pour le poste 01, 5 années d'expérience sont exigées.

Envoyer candidature en indiquant la réf. du poste choisi à Michel LADAME, CEP, 34, rue Remaquin 75017 Paris. Tél. (1) 68 62 72.

## INGENIEURS FIABILITE-DISPONIBILITE

ACTIVITE : Etudes systèmes haute technologie (nucléaire, aéronautique, spatial).  
FORMATION : Ingénieurs grandes écoles (X, ECP, MINES, SUPELEC, ENSAE...). Réf. 03

## INGENIEURS SECURITE - DISPONIBILITE SYSTEMES PROCÉDES CHIMIQUES

ACTIVITE : Etudes des dangers, analyses de risques, études de disponibilité, dans l'industrie chimique.  
FORMATION : Ingénieurs grandes écoles (ECP, Physique-Chimie Paris, INSA, ENSI...). Réf. 04

## Juriste de haut niveau pour développer et animer un nouveau département

Par votre expérience professionnelle, de 5 ans minimum, vous avez acquis une bonne maîtrise du droit immobilier et des baux commerciaux. Vous savez mettre à profit vos qualités naturelles d'organisateur et d'encadrement pour animer une équipe. Vous avez le sens de la négociation et savez aboutir rapidement à des solutions concrètes.

Nous vous confierons la responsabilité d'un département en développement où vos capacités de réflexion et votre goût de l'action trouveront l'occasion de s'épanouir.

Notre Société appartient au Groupe de la Compagnie Bancaire, qui offre des perspectives intéressantes de développement à des cadres de valeur.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + prétentions + CV + photo) sous réf. 990 M à DELALANDRE, Service Orientation-Recrutement, 5 Av. Kléber, 75116 Paris.

groupe de la compagnie bancaire

## Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais une entreprise avec des contrats à signer, des règles à respecter, des procédures à suivre, des réformes à inventer. Voilà le Monde avec ses ambitions de toujours et les défis des nouveaux médias. Le secrétariat général recherche un juriste pour

## Gérer les affaires juridiques et conseiller la direction

Au rythme de la vie du quotidien, vous étudierez, proposerez et négocierez des contrats pour assurer les personnes et les biens, pour acheter, louer, céder des meubles et des immeubles, pour concrétiser des accords d'assistance technique ou de commercialisation... Au rythme des affaires, rompu aux procédures du droit des sociétés et à l'affût des nouvelles dispositions et de leurs incidences fiscales, vous saurez conseiller la Direction dans toutes les décisions importantes qui jalonnent la vie du journal : réformes statutaires, création de filiale, partenariat...

En fait un rôle de conseiller, auprès de la Direction mais aussi aux côtés de tous les services - rédaction, marketing/publicité, comptabilité, diversification... - Au professionnel du droit - Droit des sociétés, Droit commercial propriété - avec une formation supérieure de type DESS, une expérience de 4 à 5 ans en entreprise dans un poste similaire, réussira s'il sait allier la méthode et la technique du juriste le sens des contacts et le talent du négociateur habile.

Merci d'écrire (lettre, CV, photo) sous référence 3317 M, 1 rue de Berni - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Important laboratoire recherche

## Chef de produit réactifs immunologiques

Vous êtes l'interlocuteur technique des utilisateurs et leur apportez conseil et assistance en matière d'utilisation. En liaison avec la recherche et la fabrication, la force de vente, vous développez la gamme existante, participez à l'implantation de nouveaux produits. Votre champ d'action, français dans un premier temps, deviendra international.

Le poste opérationnel et évolutif, s'adresse à un(e) vétérinaire, ou pharmacien, biologiste. Une formation complémentaire en marketing serait appréciée (type CESMA, IAE) confortée par une première expérience de 3 à 5 ans comme chef de produit.

La maîtrise de l'anglais et la disponibilité pour les déplacements sont bien sûr obligatoires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions + photo) à HAY Managers 843/2 Joëlle KHUAT DU

HAY Managers 94, rue Servient 69003 LYON



Nous sommes la filiale française d'un des leaders mondiaux de la fabrication et la vente de produits de réfrigération et conditionnement d'air.

Nous employons 1 300 personnes en France et réalisons un chiffre d'affaires de 840 MF. Dans le cadre du développement de notre gamme de produits, nous recherchons, pour notre siège social situé dans une ville touristique de l'Est de la France un :

## INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Il sera rattaché à notre Division TECHNIQUE et sera chargé d'assurer la responsabilité d'une ligne de produits avec pour tâches principales :

- développement de produits nouveaux,
- assurer le suivi technique des produits déjà catalogués,
- participer, en liaison avec les autres Divisions, aux actions de réduction de coût et d'amélioration de la qualité,
- définir les solutions techniques adaptées aux commandes spéciales.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ingénieurs de formation ARTS & METIERS, ENSAIS, INSA, forts d'une première expérience réussie, avec de bonnes bases en électromécanique et thermodynamique.

Il devra pouvoir démontrer de réelles aptitudes à animer et motiver un groupe de développement.

Une pratique aisée de l'anglais est nécessaire. La connaissance d'une deuxième langue étrangère (allemand) sera un atout complémentaire.

Les candidats intéressés sont priés de transmettre leur C.V. accompagné d'une photo à : SOCIÉTÉ TRANE, Département des Relations Sociales, 1, rue du Port, 38700 GOLBEY.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

## INGÉNIEURS

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO

REWRITING et CONTRÔLE TECHNIQUE

Année de

Paris

Envoyer C.V. sous

à M. de

1, rue de

75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ DE EN INFO





## onsable maintenance

es aujourd'hui responsable d'une équipe  
nelle : vous y avez acquis de bonnes  
trouille, électricité, techniques de bâti-  
ques françaises... et vous dynamiser vos

un grand projet en banlieue sud

sponsabilité de l'équipe (30 personnes)  
des installations. Vos missions ve-

en réparation),  
des charges,

sac, dossier de candidature, sous

de Rivoli, 75001 Paris  
répondre en toute confidentialité

nnel

250.000 +

initiatives de Personnel,

et qui se développe,

des très autonomes et qui compte plus de

pos en la part de l'Etat,

bilité de la œuvre de l'ensemble

la formation, les questions concernent

et les conceptions dans un esprit de dialogue

monnaie du groupe qui apporte des structures

supérieure et d'une expérience

monnaie dans le monde industriel à un

des des qui de la fois des

pench et pour les réaliser

mon absolue et remercie de lui

dossier complet (lettre motivation, CV,

Paris

ORIAN

l'homme et l'entreprise

liier

ntes

arrdt

TAIGNE

ICOR, services

PESS, 1988

arrdt

occupées par

rafin neuf,

5-67-52-58

ements

ats

ILLADE

Mont-Picquet,

45-55-00-75

sur clients se-

5 à partir de

15 et 7 arrdt.

à 3 P. PARIS,

AUCHE, avec du

5 CPT chez moi,

réfère le soir.

RPI

AVIS à PARIS,

apparemment,

ION RAPIDE,

7-36-17-36

SERVICE

75116 Paris,

partenaires,

ou à la

cha de 2000,

85-04-27

OMPTANT

à recevoir,

52-01-82

tions

éublées

res

rie

1-20-00

locat. Para-banl.

tions

éublées

andes

aris

Y SERVICE

de Meaux,

en lo-

APT DE

E pour CLIE-

RESE, corps d-

cadres de l'

5-62-78-99

ne et Employés

GRUPPE

ITION, 1000

5 m. d'après appt

volonté, 1000

5-62-78-99

Parisienne

pour CADRES

lever, 1000

5-62-78-99

## Le Monde

# ECONOMIE

## LA RÉFORME AGRAIRE EN ANDALOUSIE

### En finir avec le dix-neuvième siècle

**Branle-bas de combat.**  
**Les premières expropriations depuis**  
**plus de cinquante ans. Un souci productiviste.**  
**Des recours en justice.**

Instances judiciaires supérieures,  
des deux côtés un fourbit  
aujourd'hui ses armes.

#### Complexité

Quelle est au juste la réforme que l'opposition la gauche juge insuffisante et celle de droite excessive, que les communistes qualifient de « triche » et les conservateurs de « communisme » ? Ses modalités sont complexes. Le texte prévoit, pour chaque région, le calcul de la moyenne et le niveau de main-d'œuvre par hectare : l'un, optimal, reflète la situation des meilleures exploitations, et l'autre la moyenne arithmétique des résultats de toutes les propriétés de la région. En Andalousie, un coefficient de correction est appliqué pour tenir compte de la diversité des sols.

Les exploitations dont le rendement, durant les cinq dernières années, a été inférieur à la moitié de l'indice moyen des exploitations expropriées, sont classées dans une « fourchette »

comprise entre 50 et 100 de la même indice se voit d'appliquer un « plan d'amélioration » obligatoire. Les autres connaîtront le même sort.

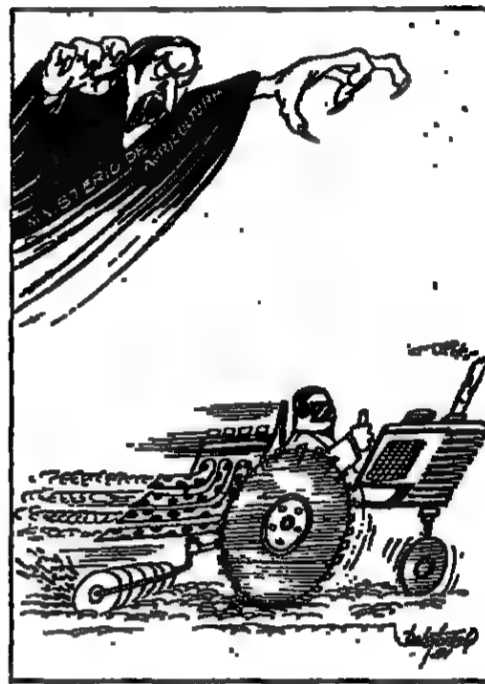
La réforme fait de l'expropriation d'usage, c'est-à-dire de la location forcée durant une année à des coopératives, la règle, et de l'expropriation de la propriété, l'exception. « Lorsque le motif d'ordre économique ou social l'exigent ». En sus, les exploitations n'atteignant pas 50 % de l'indice optimal sont astreintes à un « impôt de sur-utilisation », d'autant plus lourd que leur productivité est faible.

C'est donc, en tout, une réforme « productiviste », qui rompt pour autant avec le vieux schéma de la gauche andalouse, longtemps prête à partir en guerre contre le latifundium. « Peu importe qu'une exploitation soit petite ou grande, ce qui importe c'est qu'elle produise ! », déclare M. Miguel Manau, ministre de l'Agriculture du gouvernement régional, pour synthé-

tiser l'esprit de la réforme. C'est aussi l'avis du président de ce même gouvernement, M. Rodríguez de la Borbolla : « Il est vrai qu'il y a cinquante ans la gauche défendait encore l'idée d'une agriculture familiale, qui aurait été un facteur de stabilité renforçant la démocratie.

Aujourd'hui, nous n'hésitons plus à préconiser une agriculture moderne de grandes exploitations, avec des économies d'échelle et des hauts rendements ».

THIERRY MALINAK.  
(Lire la suite page 36.)



Dessin paru dans le journal conservateur Ya.

## Les pièges de la désinflation

**Un retour à la stabilité de la monnaie**  
**entraîne des bouleversements**  
**dans les ajustements de l'économie.**

par PIERRE BERGER (\*)

récompensation du capital — tel qu'il est traditionnellement mesuré — est devenu plus élevé qu'il le serait en période de mon-

naisseurs et utilisateurs du capital, les uns à la limite, les autres le poids des intérêts trop lourd.

Autre exemple des erreurs auxquelles l'inflation peut conduire : le taux d'épargne des ménages, les uns à la limite, les autres le poids des intérêts trop lourd.

De la sorte, l'inflation peut susciter l'évolution suivante : un taux d'épargne, dont chaque ménage se féliciterait les pouvoirs publics, est un montant global des placements des ménages qui, au cours du temps, s'amenuiserait en valeur réelle. En régime de monnaie stable, un taux d'épargne financier, de 6 % par exemple, n'a pas la même signification qu'en période d'inflation. Dans le premier cas, il correspond à un enrichissement des ménages ; dans le deuxième cas, il peut signifier un renforcement de l'appauvrissement.

Sur le plan de l'analyse économique, il y a plus grave encore. L'enregistrement d'un taux apparemment favorable de l'épargne financière des ménages peut être l'illusion que le financement des investissements est assuré dans les conditions habituelles. En réalité, dans l'hypothèse de la monnaie stable, ce sont, toujours les ménages qui contribuent, directement ou indirectement, au financement de l'économie. Mais leur effort d'épargne est trompeur, s'il n'a d'autre effet que de contribuer, plus ou moins parfaitement, à maintenir la valeur réelle de leurs encaisses ou d'épargne.

Aucune disponibilité préalable n'est alors capable de répondre intégralement en termes réels, aux demandes de fonds des entreprises. Et le financement assuré, du moins partiellement, par des prélèvements diffusi-

incontrôlés et non recensés sur les revenus.

La conclusion suivante se dégage : pour répondre à des résultats globaux identiques, en termes réels, le taux d'épargne doit être plus élevé en période d'inflation qu'en régime de monnaie stable. On peut exprimer la même idée en disant que, à taux d'épargne de même niveau, le financement de l'économie n'est pas assuré sur les mêmes bases en régime de monnaie stable et en période d'inflation. En fait, comme équivalent sous le prétexte que les taux d'épargne sont les mêmes, ces deux situations correspondent, en fait, à des réalités foncièrement différentes.

Les diverses considérations qui précèdent montrent que les raisonnements fondés sur des données chiffrées, apparemment indiscutables, sont souvent superficiels et conduisent à des conclusions défectueuses, dès lors que

les données ne sont pas suffisamment précises ou que les précautions ne sont pas prises avec les précautions indispensables. Si — comme le laisse espérer la baisse des cours du dollar et celle des prix du pétrole — le processus de désinflation s'intensifie, il faudra veiller à opérer les ajustements nécessaires, de façon correcte, l'évolution des conditions de financement des investissements ou des finances publiques, qui l'emporteraient désormais.

La disparition, ou l'atténuation, des erreurs occultes suscitera, dans les ajustements de l'économie, des bouleversements qu'il conviendra de gérer avec exactitude, en tenant compte des distorsions qui prévalaient précédemment. Si ces précautions ne sont pas prises, des erreurs risquent de se produire dans la conduite de la politique économique et financière.

LES maladies chroniques comportent, un danger parmi de nombreux autres, celui de la négligence. Il y a une vingtaine d'années, les pouvoirs publics et les commentateurs s'inquiétaient lorsque le coefficient d'inflation approchait les 10 %. Aujourd'hui, les progrès accomplis sur la voie de la désinflation ont fait passer ce coefficient de 10 % à 5 % comme satisfaisant et prometteur.

Pourtant, un tel pourcentage de hausse, impliquant l'utilisation, dans les nombreux calculs et raisonnements statistiques, d'une monnaie qui n'a pas encore retrouvé sa pleine vigueur, risque de perturber gravement l'interprétation des circuits économiques et financiers. Les transferts non recensés et les prélèvements occultes de la fiscalité sont encore loin d'être négligeables.

Certes, des précautions sont parfois prises pour tenter d'éliminer, dans les raisonnements, les effets de l'inflation, mais ces précautions sont, en général, insuffisantes, et elles donnent que l'illusion de rétablir une situation analogue à celle qui se présentait en régime de monnaie stable. Voici deux exemples caractéristiques, touchant l'un les taux d'intérêt, l'autre le taux d'épargne.

#### Ambiguïté sur les taux d'intérêt

Dans l'hypothèse d'un coefficient de dégradation monétaire de 10 % et d'un taux d'intérêt à long terme de 10,7 %, on conclut couramment que le taux réel ressort à 5,7 % et on laisse entendre que ce taux est équivalent au même taux de 5,7 % en régime de monnaie stable. Une telle présentation des faits appelle deux remarques de correction.

Une première approche conduit à relever l'ambiguïté de la notion de pouvoirs publics. D'une part, ceux-ci font valoir que le taux d'intérêt pratiqué est supérieur au taux d'inflation et qu'il permet ainsi de compenser la perte en capital ; d'autre part, ils considèrent que, du point de vue fiscal, l'intérêt est intégralement imposable.

Aussi le nominalisme de la fiscalité entraîne-t-il la conséquence suivante : à charge d'impôt apparemment égale (prélèvement de 26 % sur les intérêts des obligations, par exemple), le taux réel est beaucoup plus lourd s'il y a inflation que si la monnaie est stable. Dans le premier cas, l'impôt atteint près de 49 % (26 % de 10,7 F = 2,78 F qui représentent 48,8 % de 5,7 F). L'obligataire perçoit ainsi, en définitive, un

intérêt net effectif de 2,92 F. En régime de monnaie stable, il encaisse 4,20 F (5,7 F - 26 % de 5,7). On voit que la différence est importante.

Un examen plus approfondi accentue encore l'écart entre les deux situations. Si l'on raisonne en francs constants, on constate que le jour où l'obligataire reçoit, un an après la souscription du titre, le règlement de son premier

#### Le cas des emprunteurs

L'échec progressif vers la stabilité monétaire a pour conséquence de rapprocher peu à peu les données nominales — c'est-à-dire exprimées en francs constants — des données réelles qui représentent des actifs adossés et traduisent des pouvoirs d'achat constants.

Dans le domaine des relations entre prêteurs et emprunteurs, cette évolution soulève le cas des taux d'intérêt variables. Les pratiques, préconisées il y a plus de quinze ans par quelques membres de la commission de financement du Plan, ont été entravées dans les mœurs. Elle a pour objet d'apporter un élément de souplesse et d'adaptation dans un monde financier dominé par l'instabilité de la valeur de la monnaie.

De nombreux emprunts ont été émis, dans la période récente, à des taux d'intérêt calculés en fonction de certains paramètres tels que le rendement moyen des obligations cotées en Bourse. Mais toutes les clauses de ces emprunts prévoient un plancher généralement fixé à 8,5 %. Un tel taux, supportable dans un effort d'inflection, peut devenir rapidement excessif pour de nombreux emprunteurs ; il risque de constituer par là même un frein à la désinflation, si la possibilité de remboursement anticipé n'a pas été prévue.

L'exemple est de portée limitée : le total des emprunts de cette nature ne doit pas représenter une fraction considérable du montant global de l'endettement des entreprises et de l'Etat. Mais il traduit les obstacles à la désinflation, ou les dangers que celle-ci peut comporter, ce qui devra retenir l'attention.

#### Erreur sur l'épargne

En ce qui concerne les entreprises, persistent les zones d'ombre. Les charges financières, noyées dans la comptabilité qui est tenue en monnaie courante et qui enregistre les prélèvements des entreprises et de l'Etat, et ceux qui sont purement nominaux. Aussi ne sont-elles pas correctement calculées et, par conséquent, pas correctement senties. D'où résultent des incompréhensions néfastes pour

la monnaie. Rappelons que les emprunts émis au début du vingtième siècle étaient placés à des taux d'intérêt voisins de 10 % (4 %, sauf erreur, pour les emprunts russes !).

Du côté de l'emprunteur règne la plus grande confusion. Pour les ménages, on a vu une dissymétrie : les effets de l'inflation sont ignorés dans un cas et pris en compte dans l'autre, le cas des intérêts est traité comme des revenus pour ceux qui les perçoivent, mais non comme une charge pour ceux qui les paient.

Ces différents exemples conduisent à exprimer une idée et une idée. D'une part, l'appréciation du taux d'intérêt réel exige des corrections plus approfondies que celles — trop sommaires — auxquelles on procède habituellement. D'autre part, les incidences fiscales qui frappent les intérêts nominaux sont, plus ou moins consciemment, prises en compte et expliquent, en fait, ce que partiellement, les données réelles selon lesquelles le taux réel de

### INVESTISSEZ-VOUS

NOUVELLES REVELATIONS SUR LE PRINCIPE DE PETER.

**PETER POURQUOI tout va mal ?**

70 F

69 F

**LA BOURSE A VOTRE PORTÉE**

65 F

**ASSOCIATIONS mode d'emploi**

DES OUVRAGES POUR ENTREPRENDRE

(\*) Directeur général honoraire de la Banque de France.

## La réforme agraire en Andalousie

(Suite de la page 35.)

Une réforme teintée de « néo-capitalisme », comme l'affirment les dirigeants du syndicat communiste Commissions ouvrières ? Les socialistes n'en font nullement mystère. « Dans les campagnes andalouses, il y a beaucoup de bons agriculteurs, mais peu de bons capitalistes », affirme M. Manante. Les cultures sont techniquement sélectionnées : le propriétaire préfère une culture qui implique moins de risques et d'investissements, même si ce n'est pas la plus appropriée pour la région. La réforme vise à inciter le plus d'esprit d'entreprise.

On se défend toutefois, dans les rangs socialistes, d'avoir laissé de côté les préoccupations sociales. « Une réforme de droite se serait seulement préoccupée de production brute », souligne M. Francisco Vazquez, président de l'Institut andalou de réforme agraire (IARA). Or nous tenons compte à la fois, dans nos indices, de la production et du niveau d'emploi des exploitations. Dans une région où la pression de la main-d'œuvre est aussi forte, il faut chercher le moyen terme entre la rentabilité économique et l'utilité sociale de la terre.

Malgré les arguments des socialistes, pour qui « la réforme n'affectera pas les bons entrepreneurs », n'ont guère convaincu les organisations d'agriculteurs, qui font front sans fissure contre la loi. « La réforme met l'accent sur la production brute, et non sur la rentabilité », affirme M. Juan Bohorquez, président de la Fédération des agriculteurs et éleveurs d'Andalousie (FASAGA). Les cultures que la réforme privilégie ne sont pas forcément celles qui offrent le plus de débouchés ou de bénéfices. D'ailleurs, parmi les exploitations que l'Institut de réforme agraire a classées en tête à Antequera, certaines se trouvent en fait en déficit ! Et de conclure : « Cette réforme va à l'encontre de la politique agricole communautaire, qui veut au contraire orienter vers les secteurs pour lesquels sa rentabilité est maximale, et où il existe une demande du marché ».

De côté du gouvernement andalou, on considère que la grogne des propriétaires fonciers contre la loi est due en grande partie à la transparence fiscale qu'elle assure. Hier, les agriculteurs avaient tendance à sous-évaluer leur production dans leur déclaration au fisc. Aujourd'hui, les voilà au contraire tentés de la surévaluer pour atteindre les indices requis.

Au siège de l'IARA à Antequera, on affirme avoir découvert, en réali-

sant les études préalables aux premières exploitations agricoles, que les agriculteurs n'avaient jamais rien déclaré au fisc ! Sans être conquis à cette loi, la réforme agraire devrait donc avoir pour effet de réduire considérablement la fraude fiscale et d'actualiser un cadastre qui, en Andalousie, ne présente souvent que de lointains rapports avec la réalité.

Mais atteindra-t-elle aussi son véritable objectif : celui de moderniser et dynamiser les campagnes andalouses ? L'apparition d'une nouvelle classe d'entrepreneurs agricoles ? Ou sera-t-elle qu'une « relique à un autre âge » ? Comme le pense l'opposition conservatrice, pour qui elle ne peut que paralyser l'investissement privé dans le secteur primaire ? C'est, la réforme agraire radicale telle qu'on l'entendait à l'époque de la République a perdu une bonne partie de son sens.

Reste que la question agraire en Andalousie, chacun en conviendrait, pose bien plus de problèmes encore que ceux abordés par la réforme agraire. Comment améliorer la commercialisation des produits, évaluer la rentabilité des exploitations, évaluer la rentabilité des exploitations, évaluer la rentabilité des exploitations ? Comment rendre plus facile l'accès du paysan au crédit pour lui permettre de moderniser ses installations ? Comment faire en sorte que la transformation des produits agricoles s'effectue au mieux, et non dans d'autres régions d'Espagne ?

« Nous exportons du blé, mais importons de la farine », souligne M. Manante. Dans une région où 20 % de la population active est encore employée dans le secteur primaire, ce sont là des questions qui, elles aussi, appellent sans conteste une réponse urgente.

THIERRY MALINAK.

## Par ordinateur

« V OUS vous attendez sans doute à vous retrouver face à un grand propriétaire foncier ? Eh bien non ! Figurez-vous que je ne suis qu'un petit ouvrier qui s'est acheté une ferme avec ses économies, et que je ne possède même pas 100 hectares de terrain. Et mes deux compagnons n'ont guère plus. Aujourd'hui, il ne nous reste plus rien. Qu'est-ce que vous voulez que nous fassions ? Prendre un pistolet et rejoindre les rangs de l'ETA ? »

Pas de doute, nos trois interlocuteurs se seraient certes bien passés du douteux honneur de figurer parmi les premiers agriculteurs expropriés en Espagne depuis plus d'un demi-siècle ! Nous sommes au siège de l'Association des agriculteurs et éleveurs d'Antequera (ASAGA), la ville de la province de Malaga où a commencé à être mise en œuvre, à la fin de 1985, la réforme agraire du gouvernement régional andalou. C'est un concert

de réminiscences qui accueille le visiteur : les études préalables à la réforme ont été réalisées à la va-vite, sans aucune rigueur, et ont abouti à des résultats aberrants, s'entend-on dire.

Un siège local de l'Institut andalou de réforme agraire, on se dit d'abord de telles accusations. « Nous avons d'abord établi une classification de vingt-quatre types de sols, en fonction de leur fertilité, avant d'y ranger chaque exploitation. Ensuite, nous avons étudié le rendement et le niveau de main-d'œuvre par exploitation. Le tout a finalement été traité par ordinateur », assure M. Ignacio Trillo, directeur de l'Institut, en nous montrant les dizaines de cartes de terrain affichées dans une grande salle.

« Les propriétés les mieux classées ne sont donc pas celles qui bénéficient de la terre la meilleure, mais bien celles qui en tirent le meilleur parti. Et nos études ont démontré qu'en la

manière les disparités entre exploitations étaient énormes... ce qui prouve amplement la nécessité de la réforme ».

### Classifications

« Classification des sols ? Les soi-disant experts de la réforme agraire qui sont venus chez moi sont à peine descendus de voiture, rétorque l'un des exploitants. S'ils recommandaient leur classification aujourd'hui, je suis sûr qu'ils parviendraient à des résultats tout différents. » Avant d'ajouter : « Dans mon cas, la classification a été particulièrement injuste : l'Institut de réforme agraire a exigé un rendement de terre irriguée durant les cinq dernières années, alors que je n'ai installé mon système d'irrigation qu'il y a un an à peine ! »

Tout porte à croire, en effet, que la région d'Antequera a en quelque sorte servi de cobaye, et que cette première mise en œuvre de la réforme y a donné lieu à

quelques cafouillages. Son principe même doit-il pour autant être mis en cause ? Les dirigeants de l'ASAGA en sont persuadés. « L'idée même d'établir une forme d'équivalence entre différentes exploitations est absurde », affirmait-il. Chacune d'entre elles répond à trop de caractéristiques particulières pour qu'une comparaison équitable soit possible.

Une conclusion que l'on croit bien sûr à l'Institut de réforme agraire : « La philosophie de la réforme reste bonne. Mais il est vrai qu'il convient d'améliorer techniquement l'élaboration de nos indices, en tenant compte de critères supplémentaires, comme la rentabilité ou l'importance des investissements. Quel qu'il soit, quelles que soient les améliorations apportées, il est illusoire d'attendre des propriétaires fonciers qu'ils applaudissent à une réforme agraire ! »

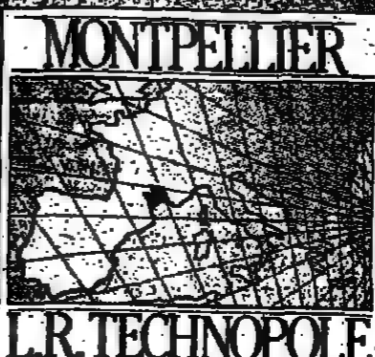
Th. M.

# Montpellier la surdouée berceau du futur.



Jeune, belle, elle a tout pour elle : université, recherche, cadre de vie, vie culturelle...  
Aussi, quand Georges FRECHE, son directeur, avance que Montpellier sera avant la fin du siècle une des capitales de la tête dans l'avenir mais toujours bien les pieds sur terre.  
La petite surdouée peut compter sur « Montpellier LR », un sacré forcené pour rayonner en informatique, robotique, agronomie, recherche médicale et pharmaceutique.  
Première ville en fibres optiques, n'est-elle pas déjà, avec son Centre d'Images, en train de séduire les pouvoirs publics ?

Chef d'entreprise la petite surdouée vous tend les bras, vous grandir et réussir avec elle. Nous vous attendons.



Pour recevoir le dossier sur « Montpellier Languedoc-Roussillon Technopole » contactez :  
Le District de Montpellier : 14, rue Marcel-de-Serres - 34000 Montpellier - France - Tél. : 07.52.10.19 - Téléc. : 07.52.10.19

**BAC A.B.C.D**  
PREPA  
**SCIENCES PO**  
Ma formule réussie ?  
*Parlons-en ensemble !*  
M. ROUYER  
de la 2<sup>e</sup> à la 6<sup>e</sup> du lycée St PO.  
INSTITUT  
GUILLAUME APOLLINAIRE  
45, rue de la République - 75001 Paris  
770.03.12 / 770.02.49

**L'ESPRIT VIENNOIS**  
UNE HISTOIRE INTELLECTUELLE ET SOCIALE - 1840-1938  
William M. Johnston  
Véritable bible sur l'Empire Austro-Hongrois en temps de sa splendeur. Un chef d'œuvre incontournable.  
Collection « Perspectives critiques » dirigée par Robert Jaccard. 672 pages - 200 F.  
puf  
LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Grande réussite française  
**JACQUES MAISONROU**  
Manager International  
Collection  
**ROBERT LAFFONT**  
INVESTIMENT : LE BILAN  
Collection NUMEROUS ENVIEN



## La chronique de Paul Fabra

## Je parie pour une révolution

La fièvre électorale domine-t-elle en France? Au fur et à mesure qu'on s'approche du jour des élections, le discours dominant, qui seules les élections économiques, comme on dit, mais, il faut le noter, d'abord dans ce cas, change. Naguère, on guettait, ou s'en faut, l'aube d'une révolution. On se prend à rêver, aujourd'hui, qu'on aurait pu s'attendre à un bouleversement. Selon qu'on est en présence d'un gouvernement, l'un ou l'autre, ou bien l'une et l'autre des deux suivantes, mais dans un dosage différent, sont mis en avant pour motiver le bémol des espoirs placés dans la victoire électorale, considérée comme probable, de l'opposition.

Péremptoire apparaît la plupart de l'argument selon lequel, non bien considéré, « le régime de Mitterrand est mauvais ». Les commentaires qui pèsent sur la France, à commencer par la fameuse « crise de confiance », ont un poids si lourd que les futurs gouvernants ne pourraient pas se passer beaucoup de la confiance. C'est sans doute la prudence qu'ils doivent engager leurs réformes, dans le quel les engagements sont contenus dans la « plate-forme commune » du RPR et du RUDF, qui M. Raymond Barre, une fois n'est pas comble, a jugé « un document de bon sens », risquant ainsi de rejoindre les programmes électorales non finies, parmi lesquels on compte un certain nombre de « points de propositions » faites par le candidat à la présidence de la République François Mitterrand, en janvier 1981.

Le premier programme plus ou moins renforcé par un autre : la gauche, depuis mars 1983, s'est approprié une partie du programme de droite. Elle

est, cependant, quand elle lui paraît possible, à demander les contrôles, voire dans plusieurs cas à commencer à dénoncer ce qu'elle avait fait pendant les premiers dix-huit mois qui suivent son arrivée au pouvoir, quand elle était encore baignée de certitudes, et en même temps politiquement d'imposer ses vues. C'est ainsi qu'on a vu Paul Quilès, pendant son passage au ministère de l'Industrie et du Logement, donner une interprétation de la loi Quilès, dans laquelle les banques à la concurrence.

Pierre Bérégovoy est celui qui est allé le plus loin dans la voie de la « libération », en paroles certainement, mais aussi en actes, sur plusieurs points qui intéressent concrètement les citoyens ordinaires (allocations plus généreuses des dévies), soit les entreprises, notamment les plus grandes qui, pour la première fois en France, se trouvent à la possibilité d'emprunter directement sur le marché, ce qui est bien le moyen le plus efficace de soumettre les banques à la concurrence.

Il me semble que cette façon tendre de considérer l'avenir proche, et plus lointain, n'est pas justifiée. L'opposition, si elle arrive au pouvoir, ne pourra pas ne pas prendre au moins plusieurs des mesures les plus significatives qu'elle a annoncées. Elle n'aura d'autant moins d'obstacles pour le faire que dans la plupart des cas il s'agit de démanteler, théoriquement, il ne coûte rien de prendre. Il en est ainsi, par exemple, de la décentralisation des pouvoirs. En fait, qu'une telle disposition pourrait être mise en œuvre, y compris, paradoxalement, aux entreprises, pour peu que la levée des contrôles, tant sur les industries que sur les services, favorise un enrichissement brutal et général du coût de la vie qui conduirait à une dévaluation des salaires. La probabilité que les choses se passent ainsi est toutefois faible, étant donnée la tendance à la déflation qui continue de caractériser, en France et dans le monde, la plupart des marchés.

En est de même de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Cette mesure n'occasionne aucune dépense supplémentaire. L'important est de considérer que la liberté de mouvement rendue aux chefs d'entreprise dans ces deux domaines devra s'accompagner, en contrepartie, d'un renforcement du pouvoir judiciaire. Le contrôle administratif des prix s'est souvent révélé, dans la pratique, comme un moyen de cartelliser subrepticement l'économie française. Le danger de voir les ententes se reconstituer en dehors de la surveillance théorique modérée des prix n'est pas illusoire en période de pressions déflationnistes. L'engagement pris par les signataires de la plate-forme de renouer, dans le plus bref délai, la législation sur la concurrence et de donner aux tribunaux ordinaires compétence pour assurer le respect des nouvelles règles du jeu ouvre enfin la perspective d'un régime économiquement adulte, où l'arbitraire de l'administration devrait céder le pas à la loi commune.

Parallèlement, l'autorisation administrative de licenciement faisait des in-

struments de travail les juges de l'opportunité des politiques d'entreprise menées par les firmes ; il est difficile de nier qu'elle a fini par décourager l'embauche. Sa suppression ne se traduira pas nécessairement par une diminution des garanties accordées aux salariés contre l'arbitrage patronal. Aux États-Unis, on voit depuis quelques années les tribunaux être plus jalousement que par le passé sur le respect de leurs droits, si bien que l'investissement dans les syndicats est devenu la pratique la plus largement compensée. Une libération du travail par le jour en Allemagne. Pourquoi pas en France ?

La loi pourrait aussi conférer au conseil de la plate-forme un impact plus grand que celui auquel les libéraux et les plus timides de ses partisans s'attendent, c'est qu'elle pourrait servir à rappeler, dans les faits, la mise à jour. Autrement dit, elle mettrait à l'épreuve les comportements et les mentalités. C'est pourquoi je ne tiens pas à parier sur une libération totale qui réussisse en profondeur, mais jamais sans autre chose qu'un agglomérat.

Mais il faut penser plus avant l'analyse pour découvrir que le plus déterminant du changement, il me semble, est la loi de l'histoire, de voir le changement, qu'on ne peut pas le faire, s'opérer à travers un gouvernement de droite. A par- tir du moment où l'État renonce aux

réglementations dont l'origine est souvent à la désastreuse période de l'entre-deux-guerres, c'est à des instruments plus subtils, mais autrement plus efficaces quand ils sont maniés, que la rigueur économique, qu'il faut recourir pour assurer la régulation de l'économie.

L'exemple de la RFA, souvent cité, à juste titre (encore que le « modèle » ne soit beaucoup affaibli par les années 70), ne la peut montrer que l'impératif d'une monnaie stable est un facteur déterminant de la réussite. C'est parce que les dirigeants de Bonn ont, après le premier choc pétrolier, appliqué la logique du marché en s'abstenant de diluer ou de différer les effets de la monnaie que l'Allemagne n'a pas connu à l'époque le déficit extérieur jugé inévitable par ceux qui s'imaginent que la hausse de l'énergie fait passer nécessairement une balance des paiements au rouge. Ici que se trouve le point de vue de l'atténuation ou la disparition des déséquilibres.

Il ne suffit pas, comme s'engage à le faire les auteurs de la plate-forme, pour retrouver la maîtrise de nos affaires économiques en dehors des retours éculés et primitifs du « volontarisme » mais toutes les formes, de rendre à la Banque de France une autorité qu'elle a perdue en 1931. Cette autorité, nécessairement non autonome, sera fonction d'un premier pas, parmi d'autres, vers la séparation des pouvoirs économiques. Or cette séparation, qui est le programme de la « plate-forme », et c'est là l'essentiel, implique une réorganisation de la relation de subordination, dont on ne peut pas se passer très vite et comme dégoût.

## Notes de lecture

par Alfred Sauvy

EVELYNE SULLEROT et divers

## L'âge de travailler

Celle qui, par sa vie privée et professionnelle, par les exemples donnés, par ses ouvrages, a tant construit, tant éclairé, et fait bien plus, pour la cause féminine, que les nombreuses propagandes et incitations directes, nous livre aujourd'hui une incomparable sur les relations, sociales ou subalternes, entre l'âge et le travail. Onze personnes, appartenant à cinq pays européens de l'Ouest, ont été appelées par elle à traiter avec elle des sujets importants et, si l'on peut dire, maltraités, qui prennent leur vie lumière.

Nombres de ces livres traitent sur le sujet, dispersés, difficiles à saisir. Nous voyons s'entremêler sans confusion biologie, enseignement, activité économique, sociologie et, bien entendu, démographie. De cet ensemble, nous dispartez,

les calendriers démographiques en Italie, par N. Federici et A. Ascolani : selon deux séries d'années interrogées, la vie paraît de plus en plus brève par les âges, à la façon d'un « parcours de golf miniature ». Mais l'effondrement de la natalité italienne ne semble préoccuper ni enquêtes ni enquêteurs.

Ce n'est pas le cas de G. Calot, auteur de la meilleure communication, comme nous la plus claire, car elle est à peu près la seule à envisager le vieillissement en marche et à se préoccuper de l'avenir en rappelant les prévisions des Nations unies jusqu'en 2025, dont la seule mesure suffit à provoquer fuites et diversions. Tel est, ici même, le cas, par une ironie, qui n'a rien de socratique, M. G. Frangère (Paris-Bas) lorsqu'il reprend le vieil adage selon lequel « nous ne sommes rien ». Mieux avoué, une ignorance sur le vieillissement n'est pas digne de pardon, mais il s'agit d'un refus de savoir.

Très bon exposé de P. Laroque sur la retraite progressive et de J. C. Chesnais sur la population active et le risque de voir les secteurs de pointe, c'est-à-dire vitaux, succomber sous le poids des charges, parmi lesquelles le vieillissement. Sujet de la confusion, cependant, l'expression « devenu rare » le travail productif... Cette rareté est créée par l'incompréhension l'égard de l'emploi et non fatale, permanente, comme il croit l'opinion.

Il pourra nous être reproché de mettre en avant ici les participants français. C'est que la France est le seul pays à avoir déjà connu une longue période de vieillissement et à en avoir subi les conséquences. Faut-il penser que, comme pour les individus, aucune leçon ne vaut l'expérience personnelle ?

Un excellent livre. Lecture très recommandée. Édition Fayard. Paris 1986. 215 cm. 224 pages. 72 F.

ANDRÉ ESSEL

## Je voulais changer le monde

Bouleversant, dans ce livre, ce n'est pas un monde d'économie ni une histoire de notre dernier demi-siècle, mais un panorama, chargé de lumières, d'une situation troublante, dans une époque incertaine. La connaissance des prix et de la concurrence pourrait y trouver quelque secours, les philologues aussi, puisque nous voyons le vieux « monde », traduit par son synonyme « discours », combien plus « efficace ».

L'aventure commence en 1934, non seulement par le rappel furtif du 6 février et des réactions proprement vitales contre le fascisme, au sens le plus direct, mais en fin d'année, par la rupture de l'auteur avec sa famille bourgeoise et avec la société, du même coup. Relisant... le communisme, qui en est à l'époque des procès, le jeune homme devient insatiable et vit, dans une lumière, jusqu'à la guerre, où il fait preuve d'un courage, assez rare dans ces circonstances. Arrive l'Occupation, avec les chantiers de jeunesse (« à la bouche, une chanson ») et la vie pour la vie.

La Résistance vient d'elle-même, puis la Libération et la double recherche d'un groupe politique et d'un moyen de vivre. « Je n'ai jamais raison », son parti », lui dit Jeanette Vermeersch, compagne de Thorez. C'est l'époque de *Franc-Tireur*, de *Combat*, puis le reclassement général. C'est aussi, pour l'auteur, la lutte contre Cocteau, qui le conduira à la présidence de la FNAC. Un exemple de plus de la difficulté créatrice.

Dans cette seconde partie, bien plus « économique », nous voyons comment les choses tiennent un rôle important, surtout pour celui qui pense connaître les hommes. Il s'agit ici de création de richesses, c'est-à-dire d'économie. Cette immense ouverture, cette réflexion étonnante d'un admirateur de Le Corbusier pose maintes questions, tant celle du libéralisme, que ce qui soit prononcé, que celle des rôles respectifs de l'État et du milieu.

Une puissante leçon de la vie, un ouvrage, peut-être rapidement rédigé. Une lecture d'une exceptionnelle richesse. Couverture évocatrice, révélatrice.

★ Stock, 1985, Paris, 24 cm, 453 p., 99 F.

JULIAN L. SIMON

## L'homme, notre dernière chance. Croissance démographique, ressources naturelles et niveau de vie.

Un grand libéralisme : il y a à dire, le Club de Rome multipliait les prévisions sur le monde, dans le concours, en fait discutables, du MIT. Trop nombreux sur la terre, les hommes seraient incapables de manquer de subsistances. A la fin de l'époque, le premier choc pétrolier semblait confirmer ce sombre pronostic.

Le professeur de l'université de Maryland exprime ici un avis tout opposé et, curieusement, la situation du pétrole s'est inversée. Rappelant le pari de Pascal : « Vivez comme si Dieu existait, si s'il n'existe pas, vous n'aurez rien perdu », J. Simon propose lui-même quiconque un pari personnel sur le prix futur des minerais. Allant bien au-delà de l'horizon de 1999 de Leonoff, fixé par les Nations unies, il conclut que les ressources naturelles sont non seulement infinies, mais éternelles à notre échelle.

Vive critique du démographe Kingsley Davis et de l'écologiste P. Ehrlich, auteur de la *Bombe P*, la lettre P désignant la population. Le rappel de la théorie de la difficulté créatrice cependant, C. Dupré et A. Landry — non cités — est suivi de celui du rapport Hermann Kahn et de l'Institut Hudson (qui avait fait quelque peu scandale), sur les risques principaux. Critique ensuite de la

loi des rendements décroissants. Depuis la première alarme (Vogt 1946), la production mondiale alimentaire par hectare a augmenté de 40 %.

Déjà, la conférence mondiale des Nations unies sur la population à Mexico, en 1984, les représentants des États-Unis avaient dénoncé la diffusion de l'avortement en Afrique. L'auteur n'est pas pour autant adversaire de la limitation des naissances, question personnelle.

Quant à la pollution, elle existe, bien sûr, mais peut être combattue. N'est cependant pas signalée l'augmentation continue du gaz carbonique dans l'atmosphère, par rupture du cycle millénaire assuré par la photosynthèse. De plus, un optimisme « mondial » est compatible avec de graves dangers, locaux ou régionaux.

Bonne traduction de Linda J. Ranchin-Dundas, revue par Raoul Mathis.

★ Presses universitaires de France. Livre échange Paris 1986. 22 cm. 424 pages. 195 F.

JOELLE GAYMU, PAUL PAILLAT, ALAIN PARANT

## Vieillesse de la population et activités locales, avec la collaboration de Pierre Surault.

Presque inconnue en France après la deuxième guerre, malgré le vieillissement aujourd'hui bicentenaire, la gérontologie a été en somme introduite par Paul Paillet. Avec ses collaborateurs habituels, Joelle Gaymu et Alain Parant, avec aussi le concours du pédiatre P. Surault et de la DATAR, il nous donne aujourd'hui une remarquable documentation sur trois arrondissements vieillissants : Saint-Girons (Ariège), Rochefort (Charente-Maritime) et Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence).

Le vieillissement — mesuré par la proportion de personnes âgées de soixante-cinq ans et plus — s'est accentué, les augmentations étant respectivement 25 %, 13 % et 10,4 %. De ces trois arrondissements le plus de difficulté économique et démographique est Saint-Girons, la proportion des soixante-cinq ans et plus y est passée de 22,5 % à 27,2 %. Dans le canton de Massat, elle excédait 40 % en 1975.

L'étude systématique de la population et de ses moyens d'existence a été complétée par une enquête auprès des élus et des notables. A Saint-Girons, 83 % des enquêtés ont constaté du vieillissement, mais la proportion tombe à 47 % à Forcalquier et à 44 % à Rochefort. Ces chiffres confirment combien est ignorée une évolution préoccupante entre toutes. Un calcul de prévision, sans migrations, est utile, en particulier à Saint-Girons, pour compléter les remarquables monographies.

★ Presses universitaires de France. Cahier n° 109 de l'INED. Paris 1985. 24 cm. 318 pages. 75 F.

CHARLES PRESTON

## Les PDG peuvent-ils attraper la rougeole ?

Ce titre fantaisiste est tiré d'un recueil de trente dessins humoristiques du *Wall Street Journal*, de 1980. Qu'ils aient une valeur inégale importe peu, plus grave est le fait que l'auteur a manqué une belle occasion de reconstituer par une série de images d'actualité l'histoire économique et financière pendant cette période, qui va de H. Truman à J. Carter, c'est-à-dire du plan Marshall au deuxième choc pétrolier. Un genre de pratique qui pourrait faciliter l'enseignement et l'information.

★ L'Espresso. Édition française. Paris. 24 cm. 128 pages, 96 F.

1986.  
Comment consolider  
vos plus-values  
1985 ?

La réponse à cette question et à toutes celles que vous vous posez vous seront données au Bureau d'Accueil des Agents de Change. N'hésitez pas. Venez, écrivez ou téléphonez : Bureau d'Accueil des

Agents de Change, 4, place de la Bourse PARIS 2<sup>e</sup>. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Paris 42.97.55.55 / Bordeaux 56.44.70.91 / Lille 20.55.68.20 / Lyon 78.42.54.71 / Marseille 91.90.70.32 / Nancy 83.36.56.97 / Nantes 40.48.41.96.

RENSEIGNEZ-VOUS :  
BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE  
4, place de la Bourse PARIS 2<sup>e</sup> - 42.97.55.55.

# Le Monde

# Barrages en bagarre

mais les conséquences sociales, humaines, comme dans le quartier des Miravignes, la zone de Brest à Périgueux, le quartier de Défense à Paris. On demande aux artistes une autre vision, une autre atmosphère que le béton, un « supplément d'âme » dans un environnement. « Les gens s'en font une idée comme des folles », dit Christine Apollinaire au début du siècle. L'art urbain avec ses fontaines, ses roses laser, ses grandes lettres en pierre ou de métal permettra-t-il à la longue de rétablir un nouvel équilibre de l'art dans la cité ?

**PASCALE LISMONDE.**

re-fantaisiste a été donné à un recueil de dessins humoristiques tirés du Wall Street Journal de 1950 à 1980. Qu'ils soient de valeur n'a pas porté préjudice à la vente. L'ouvrage n'a pas porté non plus préjudice à la carrière de l'artiste. Il a même été l'occasion de reconstruire une série de dessins d'actualité l'historique de la finance pendant cette période. L'ouvrage a été publié par J. Carter, c'est-à-dire du Wall Street Journal, ce qui pourrait faciliter la vente et l'information.

Édition française. Paris. 1961.

# économie

## REPÈRES

### Dollar : plus faible, à 7,32 F

Un peu plus ferme vendredi soir à New-York après la décision des juges fédéraux déclarant inconstitutionnelle une partie de la loi Gramm-Rudman sur la diminution du déficit budgétaire, le dollar a un peu affaibli lundi 10 février, à la surprise des opérateurs : il est revenu à 2,45 \$ DM à 2,39 \$ à 7,37 F à 7,32 F (et 7,34 F vendredi 7 février en fin de matinée). Le dollar a cependant réchiqué vis-à-vis du yen, qui poursuit sa hausse : à Tokyo, le « billet vert » a « cassé » la barre des 110 yens, passant de 191 yens vendredi soir à 188,75 yens lundi 10 février en fin de matinée.

### Commerce extérieur : déficit record en Italie

L'Italie a enregistré, en 1985, un déficit commercial record de 22 023 milliards de lire (103 milliards de francs), contre un déficit de 19 135 milliards de lire (95 milliards de francs) en 1984 et 8 500 milliards de lire (42,5 milliards de francs) en 1983. Deux secteurs sont responsables de l'essentiel du déficit : les importations de pétrole, avec un déficit négatif de 33 000 milliards de lire (155 milliards de francs) contre 35 574 milliards de lire en 1984 ; le secteur agro-alimentaire, déficitaire de 19 000 milliards (85,3 milliards de francs). L'industrie manufacturière, en revanche, a augmenté de 10 % ses ventes à l'étranger.

## ÉNERGIE

### Négociations tous azimuts pour tenter d'enrayer la chute des cours du pétrole

Le président en exercice de l'OPEP, le ministre égyptien du pétrole, M. Amr Mohamed Ghanem, a rencontré, le 9 février, à Genève, son homologue norvégien M. Knar Kristiansen. « Cet entretien a été très positif et je vais en informer mon gouvernement », a déclaré M. Kristiansen, qui a précisé que l'échange de vues avait porté sur les besoins nécessaires pour stabiliser le marché du pétrole sur le marché mondial.

La Norvège, qui n'est pas membre de l'OPEP, produit 800 000 barils par jour et n'envisage pas d'institutionnaliser sa coopération avec l'organisation des pays producteurs. Elle n'en avait pas moins, il y a deux semaines, admis la possibilité de réduire sa production pour aider à la stabilisation des cours si les autres pays producteurs faisaient de même.

Avant de rencontrer M. Ghanem, le ministre norvégien avait déjeuné avec son homologue mexicain, M. Francisco Labastida Ochoa, lui-même non-membre de l'OPEP.

mais intéressé par un arrêt de la baisse des prix du pétrole. Les ministres vénézuélien et mexicain font d'ailleurs de nombreuses visites dans les pays producteurs, membres ou non-membres de l'OPEP. Ils ont ainsi rencontré, le 8 février, à Ryad, Cheikh Ahmed Yamani, ministre Radio-Ryad, l'entraîneur, à la aussi, porté sur les moyens susceptibles de garantir la stabilité des prix du brut sur le marché mondial et de mettre fin à la chute des prix.

Auparavant, ils avaient rencontré au Caire le ministre égyptien de l'énergie, M. Amr Mohamed Ghanem. Ils ont proposé à l'Égypte, qui ne fait pas partie de l'OPEP, de participer à la réunion consultative qui devrait avoir lieu à la mi-mars (la réunion définitive sera arrêtée qu'après consultation de tous les ministres). L'Égypte a répondu qu'elle ne participerait pas à une telle réunion. « Si certains membres de l'organisation ne révisent pas leur politique d'inondation du marché », un prix qui vise clairement l'Arabie saoudite. — (AFP, Reuters).

### La COFACE devrait garantir un prêt au Nigeria

La COFACE, l'agence française de crédit à l'exportation, s'apprête à garantir un prêt d'environ 2 milliards de francs au Nigeria pour la construction d'une raffinerie par un consortium franco-japonais. Le ministère du commerce extérieur japonais, de son côté, garantirait le reste, pour une somme équivalente.

Cette décision risque de provoquer quelques réactions dans la communauté internationale, dans la mesure où les prêts internationaux moyen et long terme au Nigeria devaient être suspendus dans l'attente d'un accord avec le FMI sur le rééchelonnement du service du pays. Lagos, déjà en difficulté de paiement, venait d'être frappé de plein fouet par la chute des prix du pétrole, qui

constitue l'essentiel de ses ressources en devises. On s'attendait à Paris que les nouvelles dispositions monétaires n'ont pas à entrer en ligne de compte dans cette affaire puisque l'engagement du prêt remonte à 1983. Le projet, d'autre part, devrait permettre au Nigeria de bénéficier d'économies puisqu'il permettra un doublement de la capacité de raffinage du pays qui deviendra ainsi autosuffisant en produits pétroliers et n'aura plus besoin de les importer.

L'extension de la raffinerie de Port-Harcourt a été confiée au consortium constitué par le japonais Gasoline et le français Spie-Batignolles qui a pris la succession de Technip.

## CONSOMMATION

### Le Français moyen dépense 2 700 F par an pour s'habiller

Dormir nu est devenu l'un des plus luxueux des plus pauvres ou des plus riches. En tout cas, c'est la France qui dépense le plus pour ses vêtements, de nuit et de jour, de chambre, jusqu'à 3,6 % du budget du consommateur, contre 2,7 % pour ceux qui sont les moins riches. L'INSEE, qui établit l'enquête sur les dépenses d'habillement des Français en 1983-1984, a analysé d'autant plus précieusement qu'elle n'est réalisée qu'une fois tous les cinq ans.

A mesure que le revenu augmente, les dépenses d'habillement augmentent également (passant de 15,4 % à 10,2 % du plus pauvre au plus riche) et les dépenses augmentent surtout pour les vêtements de nuit (15,9 % à 13,8 %). Les Français préfèrent acheter les vêtements, ce sont les chemises (12,1 % contre 8,6 % en 1979) et les pantalons (6 % contre 4,4 %). On note toutefois que les dépenses d'habillement n'augmentent pas en proportion du revenu. Elles font moins que doubler quand le revenu moyen est multiplié par deux.

Les dépenses d'habillement sont aussi la structure de la consommation. Les dépenses de

l'est de la France (régions littorales) dépensent plus pour les vêtements (9,3 % de leur budget vestimentaire) et de sous-vêtements (14,4 %), alors que les habitants du Nord (12,7 %) et ceux du Sud (11,5 %) pour les vêtements. Les régions méditerranéennes, au contraire, les dépenses les plus élevées sont pour les chaussures (10,3 %), les vêtements de nuit (3,4 %) et les sous-vêtements (7,4 %), respectivement 7,7 %, 2,7 % et 4,2 % dans l'est du pays.

Les dépenses de vêtements exception. Bien que résident dans des zones à la météo rigoureuse, les habitants du Nord ne dépensent pas plus pour leurs vêtements que ceux du Sud. En fait, les dépenses de vêtements sont plus élevées dans le Nord (12,7 %) que dans le Sud (11,5 %). C'est aussi à Paris que l'on dépense le moins pour les vêtements (13,8 %).

On pourrait croire qu'un habitant du sud de la France consomme moins de vêtements qu'un habitant du Nord. Mais la généralisation est, en fait, encore, fautive. C'est le Nord-Ouest, en particulier, qui dépense le plus pour ses vêtements (20,32 F par personne et par an), le Sud-Est

## SOCIAL

Selon une étude ministérielle

### LES CONDITIONS DE TRAVAIL S'AMÉLIORENT

Les conditions de travail s'améliorent selon une étude ministérielle. Les conditions de travail s'améliorent selon une étude ministérielle. Les conditions de travail s'améliorent selon une étude ministérielle. Les conditions de travail s'améliorent selon une étude ministérielle.

En tête des contraintes vient l'obligation de travailler longtemps. Cité par toutes les catégories de personnel, elle concerne 66 % des ouvriers qualifiés et 74 % du personnel de service. Une légère amélioration a été constatée en ce qui concerne le bruit (84,82 % des salariés, contre 80 % en 1984) estimant qu'une voix normale était audible sur le poste de travail. Les femmes ont relativement moins pénalisées puisque 1 % d'entre elles entendent leur voisin. L'interdiction de parler sur le lieu de travail concerne 4 % des salariés. Le travail à la chaîne concerne surtout les ouvrières (18 %) et sont assujetties à 1 % pour les ouvriers, mais moins pour les moins qualifiés.

La réduction du temps de travail est la « demande extérieure » émise par les clients du public pose aujourd'hui davantage sur les rythmes de travail que les contraintes de la hiérarchie. Une certaine souplesse se met en place dans les entreprises. Les pauses repas sont plus courtes. Le salarié jouit d'une plus grande liberté pour les autres pauses. L'horaire variable gagne du terrain : 4 % des salariés, 51 % des salariés ont, en 1984, le même horaire tous les jours, contre 65 % en 1978, les salariés s'appliquent à 17 % des salariés (contre 15 % en 1978). Le travail de nuit est en augmentation (3 % des salariés travaillent plus de cent nuits par an). Le travail du dimanche est stable (3 % des salariés). Globalement, le temps de travail diminue, la proportion de salariés ayant un horaire fixe et travaillant plus de 41 heures par semaine a passé de 40 % à 16 %. Quant aux accidents du travail, ils restent, on comptait 2 614 décès en 1978 contre 1 483 en 1984. La baisse des effectifs à risque (bâtiment, métallurgie) explique cette statistique.

Suppressions d'emplois chez les salariés. Les cours du marché ont conduit le comité d'établissement le mercredi 3 février, la direction de l'usine General Motors de Strasbourg a annoncé la suppression de trois cents emplois (sur deux cents dix-huit) par suite de l'arrêt de la fabrication des carburateurs à la fin juin 1985 et le report à l'été 1986 la fabrication d'une nouvelle transmission. Des salariés au départ volontaire, des départs en préretraite FNE, des mutations vers d'autres établissements, les propositions de temps partiel ou de « temps partagé » et un accord avec l'ONI pour l'ajout au service de travailleurs immigrés sont prévus pour limiter les licenciements « secs ».

Il est précisé aussi qu'il s'agit de statistiques brutes, qui, par définition, ne permettent pas d'apprécier les effets, la plupart des temps positifs, de ces investissements sur le tissu économique local, ni les nouvelles méthodes de gestion ou d'organisation, ou encore les flux de sous-traitance ou d'exportation qui sont en jeu. De même est-il bon de préciser que, si le DATAR comptabilise les créations d'emplois, elle n'a, jusqu'à ce jour, pas fait le même travail sur les suppressions d'emplois de la part de firmes financées par des capitaux étrangers.

Ce sont toujours les États-Unis qui arrivent en tête dans les pays pourvoyeurs d'emplois (18 %), mais leur avance s'atténue sensiblement (36 % en 1984). Les Américains ont davantage été touchés par les reprises d'activités en péril que par les créations d'usines au sens propre. Ce phénomène, largement imputable à l'« effet dollar », peut être constaté avec la même ampleur au moins à propos de la plupart des pays de la CEE. Cette année, c'est la Grande-Bretagne qui, avec 15,2 %, arrive en deuxième position. Elle avait ce rang au Japon, qui n'a cessé l'année passée

D. B.

## UN FORUM CFDT SUR L'EMPLOI EN BRETAGNE

### Un syndicat rentre ses griffes

De notre envoyée spéciale

Brest. — « Partager le travail pour sauver des emplois », tel était le thème du forum organisé le 7 février par l'union régionale CFDT de Bretagne. Chefs d'entreprise et militants y ont fait le bilan des accords conclus depuis cinq ans et celui d'une nouvelle pratique syndicale.

La stratégie de la CFDT bretonne repose sur une conviction : « Il ne sert à rien de suivre l'entreprise dans ses pannes, les syndicats doivent savoir que les salariés ont un intérêt commun : la bonne marche de l'entreprise. Nous voulons que, là où le dialogue s'installe entre les partenaires sociaux, il soit possible d'obtenir des résultats en matière d'emplois ». La preuve ? Une cinquantaine d'entreprises pilotes de la région, mille cinq cents emplois ont été sauvés ou créés en cinq ans.

La réduction du temps de travail à la Matra Bretagne existe. On peut aujourd'hui la constater à la Finisère (Finistère) par exemple, où la Coopérative Even s'apprête à licencier en 1984. La CFDT (majoritaire à 80 %) négocie : les modalités d'horaires (30 heures hebdomadaires, soit 40 heures l'hiver payées 38) sauvent six emplois de plus. Dans un autre service, la réduction d'horaires permet la diminution des primes permet le maintien de dix-sept emplois. Entre 1984 et 1985, soixante-trois postes de travail auront ainsi été préservés.

L'entreprise en entreprise, les principes restent, mais les solutions s'adaptent à la réalité locale : à

Flouray (Morbihan), la direction des Abattoirs Doux veut licencier quatre-vingt-dix personnes. Les salariés acceptent une diminution du temps de travail de deux heures par semaine pendant six mois, sans compensation. Dix salariés sont volontaires pour un mi-temps. Résultat : aucun licenciement. L'accord est suspendu à la fin de 1985 lorsque la situation de l'entreprise se sera améliorée.

À la Bonneterie d'Armor, à Quimper, les mi-temps et le temps partiel ont permis de sauver trente-trois emplois. La CGT et FO, majoritaires, campent sur les droits acquis, mais ni l'une ni l'autre ne tentent de sauver l'accord, alors que les salariés Auroux leur en donnent la possibilité. A Lannion (Côtes-du-Nord), chez Alcatel, soixante-quatre emplois ont été sauvés sur cent cinquante licenciements annoncés, grâce à la réduction du temps de travail à 35 heures.

### « Deux légitimités »

Sauver des emplois ne suffit pas. L'ambition de la CFDT, et aussi d'en créer. A Matra Communications (à Douarnenez), les militants savent que l'entreprise doit recourir à des licenciements de fabrication. On négocie : on crée quatre équipes, les semaines de 24 heures alternent avec les semaines de 40 heures, seize personnes sont embauchées. A l'Arsenal de Brest, cinquante-six emplois sont créés grâce à la mise en place du temps partiel. Enfin, quand tout va bien, il faut prévoir l'avenir. A Dinan, les salariés d'une entreprise de saison, convaincus qu'ils « doivent être les meilleurs », réclament et signent avec la direction un accord sur la formation.

Mille cinq cents emplois sauvés ou créés depuis 1981. Le bilan quantitatif est sans doute positif au regard du nombre de chômeurs enregistrés dans la région. Qu'importe, la CFDT y voit la preuve qu'une « dynamique syndicale » est en marche. Elle profite, en Bretagne, de la prééminence de l'organisation, arrivée en tête aux élections des comités d'entreprise en 1984, d'une base militante solide et fortement implantée dans les secteurs agro-alimentaires, omniprésents dans la région.

Cela n'a pas empêché le contrôle syndical de rencontrer des embûches : même si les salariés sont de plus en plus nombreux à vouloir introduire la souplesse dans l'organisation de leur vie active, les convaincre de partager leur travail, donc leurs revenus, alors qu'ils ne sont pas eux-mêmes menacés, n'est pas chose facile. On a même vu des militants décliner leur signature après la signature de certains accords. Quant aux licenciements, ils préfèrent réorganiser leur production en jonglant avec des temps partiels.

« Il y a deux légitimités », celle du patron, celle des salariés. Mais elles ne sont pas à l'opposé. Elles sont complémentaires. La direction affirme M. Jean Lebar, secrétaire national de la CFDT. « Une telle pratique syndicale n'est-elle pas le signe d'une cogestion ? », s'interrogeait un participant au forum. La CFDT est consciente de ce danger : à la Coopérative Even, elle a refusé l'actionnariat ouvrier que lui proposait la direction.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## AFFAIRES

### La région Rhône-Alpes, l'Alsace et l'Ouest attirent la plus les investissements étrangers

Vue de l'étranger, la France semble un mauvais placement. C'est, en tout cas, l'impression que l'on retire de la lecture de statistiques établies par la DATAR sur les investissements étrangers et les créations d'emploi qui en découlent. 1984 avait été de ce point de vue, avec 13 400 emplois créés, la meilleure année depuis dix ans, d'autant que 11 % de ces emplois ont été créés dans des zones localisées dans des zones considérées comme prioritaires par les responsables de l'aménagement du territoire.

L'an dernier, on a abouti à un résultat similaire : 13 373 emplois industriels, la réalisation, selon les estimations des firmes, peut s'élever à trois ans (1). Rappelons qu'il s'agit soit de créations d'usines, soit d'extensions d'entreprises, soit, enfin, de reprises de sociétés en difficulté ayant déposé leur bilan ou ayant fait l'objet d'un traitement spécial auprès du tribunal interministériel de restructuration industrielle.

Il est précisé aussi qu'il s'agit de statistiques brutes, qui, par définition, ne permettent pas d'apprécier les effets, la plupart des temps positifs, de ces investissements sur le tissu économique local, ni les nouvelles méthodes de gestion ou d'organisation, ou encore les flux de sous-traitance ou d'exportation qui sont en jeu. De même est-il bon de préciser que, si le DATAR comptabilise les créations d'emplois, elle n'a, jusqu'à ce jour, pas fait le même travail sur les suppressions d'emplois de la part de firmes financées par des capitaux étrangers.

Ce sont toujours les États-Unis qui arrivent en tête dans les pays pourvoyeurs d'emplois (18 %), mais leur avance s'atténue sensiblement (36 % en 1984). Les Américains ont davantage été touchés par les reprises d'activités en péril que par les créations d'usines au sens propre. Ce phénomène, largement imputable à l'« effet dollar », peut être constaté avec la même ampleur au moins à propos de la plupart des pays de la CEE. Cette année, c'est la Grande-Bretagne qui, avec 15,2 %, arrive en deuxième position. Elle avait ce rang au Japon, qui n'a cessé l'année passée

qu'à 7,98 % des investissements étrangers. 13,5 % des investissements ont été faits d'entreprises allemandes.

Si le flux des emplois, globalement, se maintient, la taille de chaque projet a diminué d'année en année. Il faut donc négocier de plus en plus de dossiers pour aboutir au même résultat. Les affaires se « miniaturisent » : les emplois en moyenne en 1981, 150 en 1982, 100 en 1983, 80 en 1984, 50 à 60 l'an dernier. Et la proportion de rachats d'entre-

prises sur le fil duquel s'accroît par rapport aux créations de nouvelles sociétés.

Dernier constat, et non le moindre, il atteste la compétition entre les régions : c'est la région Rhône-Alpes, en Alsace, en Bretagne et dans les Pays de la Loire que la majorité des emplois créés par les investissements étrangers ont été créés ou préservés.

FRANÇOIS GROBICHARD.

(1) Les chiffres cités ne prennent pas en compte l'opération Disneyland à Marne-la-Vallée.

## ENTREPRISES

### BSN acquiert 20 % de la firme allemande Sonnen-Bassemann

Le groupe BSN indique qu'il vient de prendre une participation de 20 % dans la firme ouest-allemande Sonnen-Bassemann-Werke, spécialisée dans la fabrication de pâtes de raviolis, de soupes et de plats cuisinés, ainsi que de confitures.

Dotée de 11 établissements de production répartis en RFA, dans le sud de l'Allemagne, la firme dispose d'une usine à Bielefeld, un centre de recherche et développement à Münster, un centre de distribution à Düsseldorf et environ 120 millions de francs, pour s'appuyer sur les structures européennes du BSN pour commercialiser ses produits.

De son côté, le groupe français va renforcer sa position de sa branche produits secs, notamment par l'achat de la firme italienne de pâtes alimentaires Penta, qui, actuellement, sous Panzani, le plus important fabricant de pâtes alimentaires en France, dispose d'une implantation productive en Allemagne avec la firme Gervais-Danone AG (à Munich), dont le chiffre d'affaires atteint 300 millions de deutschemarks (1,16 milliard de francs), et commercialise une gamme de produits d'épicerie (Crautons) via la firme Diepelt AG, également basée à Munich.

Nova-Park Elysées : jugement du tribunal de commerce le 17 février

Le tribunal de commerce de Paris a rendu son jugement, le 17 février, sur la situation de Nova-Park Elysées, le palace parisien qui a fermé ses portes, le 31 janvier 1985, en dépit des projets de reprise émis par certains groupes hôteliers ou financiers. Le tribunal de commerce devra également statuer ce jour-là sur l'éventuelle extension de la procédure de liquidation de la firme qui s'applique à la filiale Nova-Park Elysées SA, chargée de la gestion de cet hôtel, à la filiale civile immobilière Nova-Park, qui fait également partie du groupe. Selon la CGT, les salariés de l'établissement

toujours pas reçu leurs indemnités de licenciement.

En Inde, Control-Data remporte un contrat espéré par Bull

L'Inde fera appel à la technologie américaine dans l'informatique. Le groupe Control-Data a signé un contrat avec New-Dehli pour 27 millions de dollars, tant sur la formation, aux États-Unis, de cadres indiens à gérer une usine d'ordinateurs d'une usine d'Etat indienne. Le groupe français Bull, évincé, plaçait beaucoup d'espoirs dans ce contrat, qui doit conduire à d'autres d'une valeur de millions d'environ 10 milliards de dollars. Control-Data a reçu, pour l'importer, le soutien efficace de l'Exim Bank au travers de crédits bonifiés et de subventions.

STRANGER

Coopération nippo dans l'autom

EN BOURSE

CGI-informati second marché

AGRICULTURE

M. Baire s'intéresse aux





# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL & VARIN-BERNIER**

Le conseil d'administration de la SNVB, réuni le 29 janvier 1986, sous la présidence de M. Bernard Yvoncourt, a pris connaissance des premières données du résultat de l'exercice 1985. Le résultat brut d'exploitation avant amortissements et provisions ressortait en progression de plus de 25 %. Cette évolution très satisfaisante confirme le niveau soutenu de l'activité et le succès des actions commerciales entreprises. Les ressources à vue ont progressé de 7,3 % et l'épargne à régime spécial de plus de 13 %. Les emplois ont pro-

## SAGA

Dans sa réunion du 5 février 1986, le conseil d'administration de SAGA a pris connaissance de l'arrêté provisoire des comptes de l'exercice 1985. Il a fait apparaître pour la société un résultat net de 36,1 millions de francs, soit 19,8 francs par action. Le résultat consolidé part du groupe serait de l'ordre de 68 millions de francs (soit 36 francs par action), incluant que 6 millions localisés dans des pays d'où les transferts de bénéfices sont problématiques.

Ces résultats sont sensiblement supérieurs aux résultats 1984 cumulé des sociétés ayant constitué au 1<sup>er</sup> janvier 1985 par absorption-fusion SAGA : Géranie et d'armement (holding), SAGA Transport, CTC France.

Les perspectives 1986 présentées par la direction générale permettent d'espérer des résultats en légère progression sur ceux de 1985.

Sous réserve que les comptes définitifs qui seront arrêtés par le prochain conseil confirment le niveau des résultats provisoires, il sera proposé la mise en distribution d'un dividende de 7 francs par action, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 3,50 francs donnant un revenu global de 10,50 francs par titre.

## COMPAGNIE DU MIDI

La Compagnie du Midi, après avoir pris connaissance de l'évaluation faite, par le conseil d'administration des Assurances du Groupe de Paris AGP SA, des prévisions de résultats consolidés des filiales d'assurances pour 1985, décide de porter de 1 050 F à 1 300 F la garantie de rachat consentie en faveur des actionnaires de La Providence pour les actions AGP SA, qui leur seront attribuées à la suite de l'offre publique d'échange en cours. Sur cette base, la valeur garantie de l'action Providence s'établit à 1 820 F.

Il est rappelé que cette garantie, non cessible, peut être exercée à l'initiative des seuls actionnaires de La Providence, qui dans les conditions indiquées page 6 de la note d'information publiée le 2 janvier 1986 et ayant reçu le visa de la Commission des opérations de Bourse le même jour sous le n° 86-02.

## DELANDE S.A.

Le conseil d'administration de Delalande S.A., réuni le 31 janvier sous la présidence de M. J.C. Fomaret, a examiné les résultats provisoires au 31 décembre 1985.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 800 millions de francs, soit une progression de 10,6 %. Ce montant inclut une activité temporaire de distribution en Allemagne, et dont le montant a été de 46 millions de francs.

Les ventes des laboratoires Delalande et Carrion représentent 461 millions de francs. Elles marquent une croissance de 8 % en France et un recul à l'exportation. La fin de l'année 1985 a été marquée par le lancement d'un antidépresseur original, l'Himymoryl, dont le succès paraît s'affirmer.

Le chiffre d'affaires de la filiale chimique Finorga entrant en consolidation ressort à 112 millions de francs, comme l'année précédente, avec une progression sensible en France et un léger recul des ventes aux économies étrangères.

L'ensemble des filiales pharmaceutiques étrangères, toutes bénéficiaires à l'exception de l'Italie, intervient pour 227 millions dans le chiffre d'affaires consolidé.

An total, les ventes du groupe à l'étranger, tant à l'exportation directe que par l'intermédiaire des filiales, et notamment de la filiale allemande, représentent 46 % du chiffre d'affaires consolidé.

Sous réserve de la vérification des résultats par les commissaires aux comptes, le bénéfice net consolidé de l'exercice 1985 après impôt devrait être de l'ordre de 62 millions de francs.

Les investissements de l'exercice se sont élevés à 25 millions, tandis que les amortissements représentaient 17 millions.

Les frais financiers, après imputation des produits financiers, représentent moins de 0,7 % du chiffre d'affaires consolidé.

Au niveau de la société mère Delalande S.A., le bénéfice net ressortirait à environ 51 millions de francs. Le report déficitaire antérieur a été soldé au cours de l'exercice, l'économie d'impôt en résultant s'élevant à 17 millions de francs.

## AVIS DE PROROGATION D'ENQUÊTE PUBLIQUE

RN 89 - Déclaration sur la Libération

Enquête publique en vue :

- de l'attribution du caractère de route express ;

- de la déclaration d'utilité publique des travaux sur le territoire des communes d'Arveyres, Vayres, Cadarsac, Génissac, Moulon et Libourne.

Le président de la commission d'enquête,

Vu l'arrêté de M. le Préfet, commissaire de la République de la Région Aquitaine, commissaire de la République du département de la Gironde, en date du 19 décembre 1985,

Vu les dispositions de l'article 19 du décret 85.453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

Vu la demande de M. le Maire de Génissac, en date du 24 décembre 1985, et la délibération prise par le conseil municipal le 8 janvier 1986,

Vu l'avis émis le 27 janvier 1986 par M. le Préfet, commissaire de la République du département de la Gironde,

Décide :

Article premier : la durée de l'enquête fixée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 1985, à trente-trois jours consécutifs, du 13 janvier 1986 au 14 février 1986, est portée à quarante-cinq jours, soit du 13 janvier 1986 au 1<sup>er</sup> mars 1986 inclus.

Article 2 : le dernier alinéa de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 1985 est modifié comme suit :

Les 26, 27 et 28 février de 9 h à 11 h 30 et de 14 h 45 à 15 h 45, l'un des membres de la commission se tiendra à la disposition du public à la sous-préfecture de Libourne, pour recevoir ses observations.

Article 3 : la présente décision sera portée à la connaissance du public au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, par un affichage réalisé dans les conditions prévues au second alinéa de l'article 12 du décret n° 85.453 du 23 avril 1985, ainsi que par tout autre moyen approprié.

Article 4 : M. le Secrétaire général de la préfecture de la Gironde, M. le Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Libourne, MM. les Maires d'Arveyres, Vayres, Cadarsac, Génissac, Moulon, Libourne, Saint-Sulpice-de-Faleyrens et Saint-Emilion, MM. les membres de la commission d'enquête, M. le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera insérée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27 janvier 1986, le Président de la commission d'enquête.

## Comment la recherche peut-elle aider les entreprises à être plus compétitives demain ?

Université et Entreprise propose aux responsables d'entreprises de participer à un séminaire sur la recherche-développement dans le secteur stratégique de l'informatique et de l'électronique, le 18 février à 15 h 30 au Concorde-Lafayette

Avec, parmi les entreprises intervenantes, IBM, Thomson-CSF, Honeywell, Edgetek, des centres de recherche publics et privés (CNRS, INRIA, XRS, Sophia-Antipolis, de l'ANVAR, du Commissariat au plan et celle du MITI (Tokyo)).

Organisé par Université et Entreprise, la première association française spécialisée dans la communication recherche-industrie, avec la collaboration du groupe de communication Saatchi & Saatchi Compton, sous le haut patronage de Jean-Pierre Chevènement.

Inscription par téléphone au : 42-60-11-60 Participation : 1 000 F HT.

# *L'intérêt se porte sur l'action*

## O.R.A. 800 000 OBLIGATIONS REMBOURSABLES EN ACTIONS THOMSON-CSF ÉMISES PAR THOMSON-S.I.E.G. AVEC LA GARANTIE DE THOMSON S.A.

**SOUSCRIPTION**  
Prix d'émission : F. 1100 par obligation.  
Souscription prioritaire des actionnaires THOMSON-CSF du 30 janvier au 12 février inclus, à raison de UNE obligation pour DIX (ou moins de dix) actions possédées.  
Souscription du public : à partir du 13 février 1986.

**CARACTÉRISTIQUES**  
Date de jouissance : 6 mars 1986.  
Intérêt annuel : 9,20 %, soit F. 101,20 par titre, payable le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année (F. 83,50 le 01/01/1987).  
Remboursement par dation en paiement d'une action THOMSON-CSF pour chaque obligation (sauf clause de sauvegarde et sous réserve d'ajustement).  
Remboursement normal : le 1<sup>er</sup> janvier 1994.  
Remboursement anticipé : \* Au gré des obligataires, à tout moment, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1986.  
\* Au gré de l'émetteur, le 1<sup>er</sup> janvier des années 1991, 1992 et 1993 (sous certaines conditions).

# THOMSON

Pour nous, l'avenir a un sens.

RAJD du 27 janvier 1986. Une note d'information (Vim COB n° 86-02 du 23 janvier 1986) est tenue à la disposition du public.

## Le cœur à gauche, il vote à droite et ça le fait marrer.

**Grand jeu-test politique**  
On peut voter à gauche et penser à droite (et réciproquement). Vous-même, êtes-vous un révolutionnaire qui s'ignore, un conservateur refoulé, un nouveau Machiavel ou un vrai conformiste ? Confrontez votre vote à vos opinions... et marrez-vous. Un grand jeu-test politique en exclusivité sur Funitel. Faites le 36.15.91.77, tapez FUNITEL.

# FUNITEL

Marrez-vous avec votre Minitel.

## MODÈLE » DU FMI

### « parle à l'Est de à l'Ouest »

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

### « progressiste » capitaine Jerry un libéralisme économique le plus étonnant est que cela

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

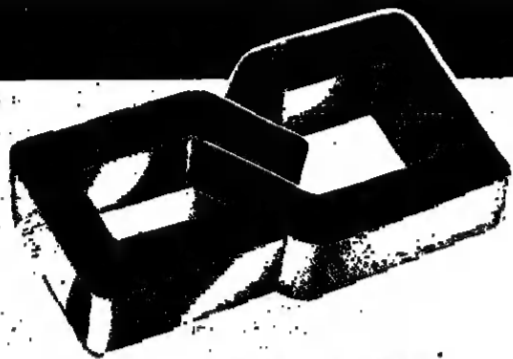
En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

En deux ans, l'augmentation des principales productions est de : riz (+110 %), caoutchouc (+26 %), manioc (+37 %), diamant (+10 %), manganèse (+73 %), 1985, +57 %, bauxite (+43 %). La production de cacao la plus importante d'exportation 1984 est

## COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL



MISE EN VENTE DE  
2 700 000

CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT PRIVILÉGIÉS (CIP)

Prix d'Offre Minimum : F 185 par CIP

Première cotation à la Bourse de Paris le

31 janvier 1986

F 228 par CIP

CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE - SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARIN  
BERNIER-BANQUE SCALBERT DUPONT - CRÉDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE - CRÉDIT  
INDUSTRIEL DE L'OUEST - BANQUE TRANSATLANTIQUE - BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST -  
CRÉDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE - SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET  
COMMERCIAL - BANQUE RÉGIONALE DE L'AIN - BANQUE BONNASSE FRÈRES - BANQUE  
TRANSATLANTIQUE DE MONACO

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

CREDIT SUISSE FIRST BOSTON LIMITED

DAIWA EUROPE LIMITED

KREDITBANK INTERNATIONAL GROUP

MERRILL LYNCH CAPITAL MARKETS

Cet emprunt ayant été entièrement souscrit, le présent avis est publié à titre d'information seulement.

## FONDS D'INTERVENTION SIDÉRURGIQUE

# EMPRUNT DU 10 FEVRIER 1986 garanti par l'État 2 milliards de francs 10,60 %

Emission de 400.000 obligations de 5 000 F. Prix d'émission : le pair.  
Jouissance, règlement : 24 février 1986. Durée : 12 ans.  
Amortissement : en deux années à partir du 24 février 1997 à raison chaque année  
de la moitié du nombre des titres restant en circulation le 24 février 1997.  
1<sup>er</sup> remboursement : le 25 février 1997. Cet amortissement se fera au pair.  
Taux de rendement actuariel brut :  
**10,60 %**

Une fiche d'information (visa Cof n° 86-54 du 5/02/86) peut être obtenue  
sans frais auprès du F.I.S. - 56, rue de Lille, 75007 PARIS,  
et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

**F.I.S.** Fonds  
d'Intervention  
Siderurgique

## ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

### A.G.P. SA

Le conseil d'administration, lors de sa  
réunion du 4 février, a approuvé les  
comptes de l'exercice clos le 31 décembre  
1985, qui ont conduit à fixer le di-  
vidende à 16 F nets de F d'impôt fiscal.

Une assemblée extraordinaire, qui se  
tiendra immédiatement après l'assem-  
blée ordinaire annuelle, donnera au  
conseil les pouvoirs nécessaires pour  
porter à 400 F le nominal des actions ac-  
tuellement fixés à 100 F et distribuer  
1 action gratuite, créée jouissance  
1<sup>er</sup> janvier 1986, pour 10 actions an-  
ciennes.

Toutefois, le conseil ne fera usage de  
ses pouvoirs qu'après publication des ré-  
sultats de l'offre publique d'échange en  
cours pour permettre, le cas échéant,  
aux actionnaires de la PROVIDENCE

SA ayant apporté leurs titres d'ex-  
change.  
Le conseil a pris connaissance des  
prévisions de chiffre d'affaires et de ré-  
sultats des sociétés du GROUPE DE  
PARIS pour 1985.

Le montant des primes émisses  
(France et étranger) devrait atteindre  
7.315 milliards de francs, marquant une  
croissance de 6,80 % sur 1984. L'évo-  
lution des taux de change limite à une pro-  
gression de 1,30 % la contrepartie en  
francs du chiffre d'affaires des filiales  
étrangères (1.616 milliard de francs).  
Pour les sociétés françaises, les primes  
émisses par les sociétés des branches  
« dommages » atteindraient 4.459 mil-  
liards de francs (+ 6,90 %), celles des  
sociétés « vie » progressant de 14,20 %  
pour s'élever à 1.240 milliard de francs.

L'estimation des résultats nets con-  
solidés conduit à retenir pour 1985 un  
montant global (groupe et hors groupe)  
de 663 millions de francs (+ 54 % sur  
1984), sous réserve d'éventuels amorti-  
ssements de survalues. Après déduction  
de ce qui revient aux intérêts extérieurs  
(essentiellement mutuelles associées),  
la part du groupe dans les résultats nets  
consolidés est estimée à 476 millions de  
francs, correspondant, sur la base des  
5 375 000 actions constituant actuelle-  
ment le capital social, à 83 F par action  
A.G.P. SA.



Le 31 janvier 1986, la valeur liquidative de l'action de la SICAF - VA-  
LEURS DE FRANCE (Société d'investissement à capital fixe) gérée  
par la BRED, était de 302,52 F contre 290,31 F le 15 janvier 1986.

VALEURS DE FRANCE - cotait le 31 janvier 302,50 F (289,50 F le  
15 janvier).

### COMPOSITION DE L'ACTIF DE VALEURS DE FRANCE AU 31 JANVIER 1986

- Actions : 41,43 %
- Placements C.I. : 33,56 %
- Obligations : 32,44 %
- Titres intermédiaires (1) : 22,57 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription  
d'actions et d'obligations.

### (Publicité) DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT (domestique)

#### Avis d'enquête

Par arrêté en date du 19 décembre  
1985 de M. le Préfet de la Gironde, a été  
prescrite une enquête publique en vue :  
- de l'attribution du caractère de  
route express, des travaux de construc-  
tion de la déviation part de Libourne sur  
le territoire des communes d'Arveyres,  
Vayres, Cadarsac, Genissac, Monlon et  
Libourne ;  
- de la déclaration d'utilité publique  
des travaux.

Cette enquête se déroulera du 13 jan-  
vier 1986 au 14 février 1986 à la sous-  
préfecture de Libourne. Des dossiers et  
registres subsidiaires, seront déposés  
dans les mairies d'Arveyres, Vayres, Ca-  
darsac, Genissac, Monlon, Libourne,  
Saint-Sulpice-de-Faleyrens et Saint-  
Emilion.

Une commission d'enquête est consti-  
tuée. Elle est composée de :  
- M. Louis Blanchet, 21, avenue de  
Maurin, 33000 Bordeaux, président  
- M. Pierre Cabane, 20, rue de  
Lange, 33170 Gradignan ;  
- M. Jean Minville, « Le Pourcand »,  
33450 Izon.

M. Louis Blanchet est nommé pré-  
sident de cette commission.

En cas d'empêchement de l'un des  
membres de la commission ou de son  
président, M. Gervais Coud, demeurant  
Clos Sainte-Luce, 33390 Blaye, est  
nommé en qualité de suppléant.

Les personnes intéressées pourront,  
pendant la période indiquée ci-dessus,  
aux jours et heures d'ouverture de la  
sous-préfecture de Libourne et mairies  
d'Arveyres, Vayres, Cadarsac, Genissac,  
Monlon, Libourne, Saint-Sulpice-de-Fa-  
leyrens et Saint-Emilion, prendre  
connaissance du dossier d'enquête pré-  
senté à la déclaration d'utilité publique  
des travaux, à l'attribution du caractère  
de route express, et consigner s'il y a lieu  
leurs observations, par écrit sur les regis-  
tres d'enquête. Ces observations peuvent  
également être adressées par correspon-  
dances à M. Louis Blanchet, président de  
la commission d'enquête, à la sous-  
préfecture de Libourne.

En outre, les 12, 13 et 14 février 1986,  
de 9 heures à 11 h 30 et de 13 h 45 à  
15 h 45, l'un des membres de la commis-  
sion d'enquête se tiendra à la disposition  
du public, à la sous-préfecture de Li-  
bourne, pour recevoir ses observations.

Le rapport établi par la commission  
d'enquête, à l'issue de l'enquête, sera  
mis à la disposition du public à la pré-  
fecture, sous-préfecture de Libourne et  
mairies d'Arveyres, Vayres, Cadarsac,  
Genissac, Monlon, Libourne, Saint-  
Sulpice-de-Faleyrens et Saint-Emilion  
et se sera déroulée l'enquête, et ce pen-  
dant un an à compter de la date de la clô-  
ture de l'enquête.

Il sera communiqué à toute personne  
qui en fera la demande à la préfecture  
de la Gironde.

Le Préfet,  
Commissaire de la République.  
Pour le Commissaire de la République :  
Le Secrétaire général.

Some believe  
history repeats  
itself.

Others read  
The Economist.

The  
Economist

Your weekly view from London of World Affairs, Finance, Science.  
Traduction du texte ci-dessus : « Certains croient que l'Histoire se  
répète. D'autres lisent l'ECONOMIST.  
De Londres, votre aperçu sur les affaires du monde, de la science, de  
la finance. »

EMPRUNT

**RATP**

EMPRUNT FÉVRIER 1986  
F 1,5 MILLIARD

• **PREMIER D'ÉMISSION**  
1986  
9,80 % sur 15 F par obligation  
de 2 000 F nominal, payable  
le 24 février de chaque année.

• **DURÉE TOTALE**  
12 ans.

• **AMORTISSEMENT**  
NORMAL  
en 5 tranches égales après  
7 ans de défilé : soit par  
remboursement du pair (pour  
au moins la moitié des titres)  
soit par rachats en Bourse.

• **REMBOURSEMENT**  
ANTICIPÉ  
possibilité de remboursement  
anticipé au gré de l'émetteur à la fin  
de la 7<sup>ème</sup> ou de la 9<sup>ème</sup> année au pair  
avec un coupon d'intérêt majoré.

Bâle du 10 février 1986.  
Fiche d'information Visa Cof n° 86-42  
du 3 février 1986.  
Séjour social : 53 rue, Quai des Grands-  
Augustins - 75006 PARIS.

**TAUX NOMINAL**  
9,80 %  
**TAUX DE RENDEMENT**  
**ACTUEL BRUT**  
**AU RÈGLEMENT**  
10,45 %

## L'ORÉAL

Le chiffre d'affaires  
consolidé de L'Oréal  
et de ses filiales françaises  
et étrangères s'est élevé  
pour l'année 1985  
à 16,4 milliards de francs.

A données comparables,  
le taux de progression  
du chiffre d'affaires  
par rapport à celui réalisé  
en 1984 est de 13,2%,  
les activités cosmétiques  
ayant progressé de 15 %  
et les activités  
pharmaceutiques de 6 %.

Ces pourcentages ont été  
calculés à taux de change  
identiques et en ne  
tenant pas compte des  
sociétés entrées  
en consolidation ou sorties  
de consolidation, parmi  
lesquelles la société  
australienne Teletronics.

Les résultats ne sont pas  
encore connus d'une manière  
définitive, mais ils devraient,  
à données comparables,  
croître d'un taux supérieur  
à celui du chiffre d'affaires.

## MARCHÉS FINANCIERS

### BIAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes de bilan à l'échelle de la France

en milliards de francs

au 31 janvier 1986

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs

en milliards de francs



# Le Monde

## LES ATTENTATS DE PARIS

### Un avertissement de l'avocat d'Abdallah Georges Ibrahim

Les explosions qui ont eu lieu à Paris au cours de la semaine du 3 au 9 février « peuvent être considérées comme une simple mesure d'insécurité ». On peut craindre « malheureusement des attentats beaucoup plus meurtriers ». C'est la déclaration, en forme de mise en garde, qu'a faite, dimanche 9 sur France-Inter, M. Jean-Paul Mazurier, l'un des avocats d'Abdallah Georges Ibrahim, soupçonné d'être le chef opérationnel en Europe des FARL (Front armé révolutionnaire libanais). Lundi, dans le *Quotidien de Paris*, l'avocat a atténué néanmoins ses propos en affirmant qu'ils ne résultent pas de conversations avec son client mais d'« observations personnelles ».

Evocant la situation de son client incarcéré actuellement en France, M. Mazurier a affirmé, sur France-Inter, que le gouvernement français s'était engagé à le libérer en échange de M. Gilles Peyroles, directeur du centre culturel français de Tripoli, enlevé pendant neuf jours au Liban en 1985. « Il n'a pas pu tenir sa promesse », a ajouté M. Mazurier, car (...) la DST a découvert le lendemain de la libération de Gilles Peyroles un stock d'armes dans un appartement loué à Paris par Abdallah Georges Ibrahim. « Ce stock d'armes faisait peser sur mon client une accusation beaucoup plus lourde, et il était désormais impossible d'effectuer l'échange ». Jeudi 6 sur Antenne 2, M. Jacques Vergès, lui aussi avocat d'Abdallah Georges Ibrahim, avait de même accusé le gouvernement français de ne pas avoir tenu sa promesse de libérer son client contre M. Peyroles.

Que veulent les terroristes qui ont opéré la semaine dernière à Paris ? Apparemment la libération de trois de leurs camarades détenus en

France, Abdallah Georges Ibrahim, Anis Naccache et Varoujan Garbidjian. C'est le sens des lettres adressées à l'Agence France Presse par un mystérieux comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient, lettres revendiquant les attentats dans la galerie du Claridge (le 3 février), chez Gilbert Jenne (le 4) et à la FANCSports (le 5).

#### Vises périmés

L'un des principaux intéressés, Anis Naccache, chef du commando pro-khomeiniste, qui tenta en juillet 1980 d'assassiner M. Chapour Bakhtiar, désapprouve ces pressions exercées sur le gouvernement français. Dans un télégramme adressé à l'un de ses avocats, M. Antoine Comte, télégramme que ce dernier a rendu public samedi 8, il écrit : « Prière de déclarer à la presse que je condamne les actes aveugles et contre principe Islam. Comité de soutien connus pas ».

Un autre avocat d'Anis Naccache, M. Jelloul Iklef, accrédité, lui, une thèse différente. Interrogé vendredi 7 par un journaliste du *Quotidien de Paris*, il s'est déclaré persuadé que les attentats de ces derniers jours étaient « idéologues par Téhéran qui veut récupérer les cinq membres du commando ». « Il y a un mois environ, raconte M. Iklef, j'ai reçu un coup de fil anonyme. Mon correspondant (...) m'a demandé si j'acceptais de servir d'intermédiaire pour la libération des otages [français] contre celle de Naccache et de ses hommes ».

Interrogé lundi 10 sur Europe 1, M. Pierre Joux s'est refusé à tout commentaire sur les déclarations de M. Mazurier. « Nous n'avons pas à dialoguer avec les terroristes », a expliqué le ministre de l'Intérieur.

## LES SUITES DE L'AFFAIRE GREENPEACE

### Contrôles d'identités

Après la publication par *Paris-Match* d'une nouvelle version du sabotage par la DGSE du *Rainbow Warrior* le 7 février, la police néo-zélandaise a décidé de ouvrir une enquête sur le rôle éventuel de porte-conteneurs français. Hélène Delmas, qui, selon l'hebdomadaire, aurait servi à convoyer les papiers utilisés.

Toutefois, selon le commissaire adjoint Brian Davis, les affirmations de *Paris-Match* sont en contradiction avec le découpage de traces d'explosifs à bord du voilier *Ouvéa* qui transporta trois sous-officiers de la DGSE.

Le cargo avait été l'une des premières plates suivies par la police après le naufrage du *Rainbow Warrior* dans le port d'Auckland. « Nous avons fouillé le *Hélène-Delmas* et interrogé le commandant et l'équipage », a expliqué M. Brian Davis à l'agence Reuter, et nous n'avons rien trouvé pour confirmer cette thèse. Mais nous ne pouvons exclure cette possibilité ».

La version de *Paris-Match*, selon laquelle il n'y aurait pas eu de « troisième équipe », le sabotage aurait été réalisé par l'équipage de l'*Ouvéa* est, depuis longtemps, retenue et diffusée — par la police néo-zélandaise. Le commissaire Alan Galbraith, chargé de l'enquête à Auckland, le répète encore, il y a quelques semaines, à des journalistes de passage en Nouvelle-Zélande. Les enquêteurs ont, en effet, accumulé de nombreux témoignages sur l'équipage de l'*Ouvéa* qui, très volontiers, multiplient les contacts avec la population locale. En revanche, ils n'ont pu faire apparaître, dans le courant de leur enquête, l'existence de la « troisième équipe », composée de deux navigateurs du centre d'Aspreto et Corse. Chargée de la phase opérationnelle du sabotage — l'*Ouvéa* et les « Turenges » s'occupent de la logistique — ceux-ci firent tout, en effet, pour passer inaperçus et y réussirent, jusqu'à ce que leur existence soit révélée à Paris et non pas à Auckland.

La déception des policiers néo-zélandais, dont l'enquête apparaît ainsi incomplète, a été renforcée par les conclusions du Solicitor Général lors du procès des faux époux « Turenges ». A l'audience du 4 novembre 1985, celui-ci déclara,

en effet : les « Turenges » n'ont eu d'autre rôle que « celui qui a consisté à servir de support logistique à ceux qui ont réellement placé les explosifs ». Les identités de ces derniers, ajoutait-il, « n'ont pu être établies ». Une affirmation de la justice néo-zélandaise, qui exclut les membres de l'équipage de l'*Ouvéa*, comme auteurs possibles de l'attentat, puisque à cette date les identités de ceux-ci étaient connues, révélées — au grand dam de la DGSE — dans le rapport de M. Tricot, publié à Paris le 26 août.

#### Divulgateur

C'est également parce qu'il ne voulait pas révéler les identités des membres de la « troisième équipe » que l'amiral Pierre Lacoste, alors patron de la DGSE, avait surpris le gouvernement en refusant, le 19 septembre, après les informations du *Monde*, de répondre par écrit aux questions précises que lui posait le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, sur la demande du premier ministre. « Si je répondais aux demandes, écrivait-il dans sa lettre en forme de fin de non-recevoir à la veille de son limogeage, je mettrais en péril la vie de certains officiers et sous-officiers qui ont accompli récemment ou dans un passé plus lointain des missions particulièrement dangereuses. Le préjudice d'une telle divulgation serait de nature à nuire tout recrutement ultérieur pour des missions secrètes et compromettrait l'ensemble de la sécurité, sans pour autant servir à établir la vérité ».

Une « telle divulgation » avait pourtant déjà eu lieu, pour l'équipage de l'*Ouvéa*, dans le rapport de M. Tricot, à la grande surprise des trois sous-officiers visés, qui voyaient ainsi leur carrière d'agent secret quelque peu compromise. Or, comme M. Fabius devait l'écrire, le jour de la démission de M. Hernu et du limogeage de M. Lacoste, au président de la République, la question posée à l'amiral était précise : « Y avait-il une autre équipe ou d'autres agents de la DGSE en Nouvelle-Zélande ? » « D'autres » que ceux déjà identifiés, les « Turenges », l'équipage de l'*Ouvéa* et le lieutenant-colonel Dillais, alias Dommond...

B.L.G. E.T.E.P.

L'enquête policière, elle, semble piétiner. Sept personnes qui avaient été interpellées vendredi 7 à Paris et à Orly puis placées en garde à vue, ont été finalement mises hors de cause. Il s'agit de trois Libanais, de deux Syriens, d'un Syrien naturalisé français et de l'épouse française de celui-ci. Trois de ces personnes, étudiants à Tripoli (Libye) et qui avaient été arrêtés à Orly alors qu'elles s'approprièrent à prendre un avion pour ce pays, devaient comparaître, lundi 10, devant le tribunal correctionnel de Paris pour séjour irrégulier en France (leurs visas touristiques avaient expiré il y a plusieurs semaines). Il s'agit de deux frères de nationalité syrienne et d'un Libanais. Leur condamnation probable par le tribunal devait être suivie de leur expulsion immédiate assortie probablement d'une interdiction du territoire français.

D'autre part, les policiers recherchaient toujours lundi matin les mystérieux occupants d'une Opel rouge immatriculée en Allemagne fédérale dont le conducteur et le passager, tous deux de type européen, se sont enfuis à pied vendredi après avoir fait l'objet d'un contrôle de police à Paris (6). Dans le coffre de l'Opel, les policiers ont trouvé un jeu de faux papiers allemands, un pistolet mitrailleur et un revolver, ainsi que des journaux arabes. Les policiers n'ont pas pu cependant que cette découverte n'ait rien à voir avec les attentats de ces derniers jours.

Enfin, la *Lettre de la Nation* du 10 février indique que le jeune homme qui a dû être amputé d'une jambe après l'attentat contre la FANCSports est un militant du RPR, secrétaire de la trentième circonscription de Paris, M. Vincent Rostan.

#### Selon le « Sunday Times »

### LA FRANCE AURAIT EU L'INTENTION DE COULER LE « RAINBOW-WARRIOR » EN MER

Le *Sunday Times*, rapporte dimanche 9 février, que la France avait à l'origine l'intention de faire sauter le *Rainbow Warrior* en mer plutôt qu'en Nouvelle-Zélande.

Le journal ajoute qu'à la suite d'une enquête de ses journalistes, il a pu établir que le sabotage du navire avait été financé par les fonds secrets du premier ministre et du président de la République.

Selon l'article, l'amiral Fages, qui supervisait les essais, avait tenté de persuader l'amiral Pierre Lacoste, chef des services de renseignements, de la nécessité d'intervenir contre Greenpeace. Il aurait ensuite pris contact avec M. Charles Hernu, qui aurait ordonné d'établir un plan d'action. L'amiral Lacoste aurait fait valoir qu'il ne disposait pas de crédits suffisants et aurait été autorisé à puiser dans les fonds secrets.

L'opération aurait obtenu l'aval du général Jean Sautier, chef d'état-major du président, et aurait été contre-signée par le bureau de M. Fabius.

Selon le journal, l'amiral Lacoste souhaitait stopper le bateau à son entrée dans la zone d'essai, mais M. Jean-François Dubois, conseiller de M. Hernu, aurait proposé de « neutraliser » une fois pour toutes le Greenpeace. Il aurait souhaité que des bombes soient placées dans la coque du *Rainbow Warrior* et qu'elles explosent en mer.

L'amiral Lacoste aurait protesté, craignant que la mort de quinze personnes originaires de pays amis ne porte tort à la France si la vérité finissait par être connue. M. Hernu aurait alors modifié le plan de M. Dubois.

La série d'articles du *Sunday Times*, dont deux restent à publier, coïncide avec la publication par un autre hebdomadaire britannique, *The Observer*, de « bonnes feuilles » sur le même sujet. Cette seconde série est tirée d'un livre intitulé *Sink The Rainbow - Coulez le Rainbow* qui doit paraître dans quelques jours à Londres.

Le Monde MÉDECINE

## L'IRAN LANCE UNE NOUVELLE OFFENSIVE EN DIRECTION DE BASSORAH

L'Iran a célébré à sa manière le septième anniversaire de la révolution islamique en lançant dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 février une nouvelle offensive contre l'Irak dans le secteur sud du front. Selon le quartier-général iranien, cité par l'agence officielle IRNA, les troupes iraniennes « progressent avec succès en direction de leurs objectifs ». Un porte-parole du quartier-général d'information sur la guerre a pour sa part indiqué que les forces de Téhéran avaient d'ores et déjà « infligé de lourdes pertes aux troupes irakiennes » et fait « de nombreux prisonniers ». Cette opération continue « un avertissement sérieux au régime irakien », a poursuivi le porte-parole, précisant que l'attaque iranienne avait été lancée à partir de la zone opérationnelle de Khorramshahr.

La nouvelle offensive iranienne a été confirmée, ce lundi matin, par le radio de Bagdad qui a admis que les forces de Téhéran avaient pris pied sur la rive occidentale du Chatt-el-Arab et qu'elles avaient réussi à établir une tête de pont non loin de la frontière du Koweït. Mais, a-t-elle ajouté, « l'armée irakienne a déjoué le gros des forces assaillantes » et « les combats se poursuivront jusqu'à ce que nous ayons vaincu l'ennemi et que nous l'ayons rejeté hors de la patrie ».

D'après le communiqué iranien, l'attaque a été lancée dans la zone défendue par le troisième corps d'armée, un secteur d'une centaine de kilomètres de long allant de la limite sud des marais de Howzeleh, au nord de Bassorah, jusqu'au port de Fao sur le Golfe. Le communiqué ajoute que les troupes iraniennes ont également attaqué sur un deuxième axe, à l'est de Bassorah, et ont réussi à occuper une position irakienne.

Pour la première fois depuis l'offensive Badr-écclésiastique dans les marais du nord de Bassorah, il y a onze mois, la radio de Téhéran diffuse de la musique militaire entre les deux camps ennemis. Les programmes de la radio iranienne ont été interrompus pour annoncer le déclenchement de la nouvelle offensive, baptisée Vaf Fajr 8 (Huitième aube). Dans le port de Téhéran, couvert par la neige, la plupart des hauts dignitaires du régime se sont rendus au domicile de l'imam Khomeiny, qui, dans une allocution, a parlé du septième anniversaire de la révolution, sans toutefois évoquer l'offensive contre Bassorah. — (AP, Reuter, AFP.)

#### Aux Etats-Unis

### DÉCÈS DE LA VEUVE DE LÉON KLINGHOFFER

Marilyn Klinghoffer, la veuve de Léon Klinghoffer, le passager américain assassiné lors du détournement du paquebot italien *Achille-Lauro*, est morte, dimanche 9 février, d'un cancer, à l'âge de cinquante-huit ans. Les Klinghoffer, des juifs new-yorkais, célébraient leur trentième anniversaire de mariage lorsque des Palestiniens s'emparèrent de l'*Achille-Lauro*, le 7 octobre dernier, au large des côtes égyptiennes. Léon Klinghoffer, soixante-neuf ans, héraldique ne se déplaçant qu'en chaise roulante, avait été tué par les pirates, appartenant à deux bandes dans la tête — et son corps jeté à la mer au large de la Syrie.

De retour aux Etats-Unis à la suite du drame, M. Klinghoffer avait engagé plusieurs procédures judiciaires, dont une contre l'O.L.P. Elle avait également cédé, pour une somme restée secrète, les droits de son histoire à une société américaine qui souhaite en faire une émission dramatique télévisée. — (AFP, Reuter.)

« Visite de M. Bruno Kreisky en Libye. — L'ancien chancelier autrichien était attendu, ce lundi 10 février, à Benghazi, venant de Malte, où il s'est entretenu, ce week-end, avec le premier ministre maltais, M. Carmelo Mifsud Bonnici, et avec le numéro deux libyen, le commandant Jalloud, de passage à La Valette. M. Kreisky a réitéré sa « conviction » que le colonel Kadhafi « n'était pas impliqué » dans les attentats de Rome et de Vienne. — (AFP.)

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Le numéro du « Monde » daté 10 février 1986 a été tiré à 418.507 exemplaires

A B C D E F G

## Sur le vif Souriez ouistiti

C'était à se cogner le derrière aux projecteurs, l'arrivée impériale de Sa Majesté le président à la foire de Lille. Ces 300 mètres de tapis rouge, parcourus à pas lents, aléatoires, entre deux haies de courtisanes pressées derrière des barrières pour éviter toute pronciabilité déplacée. Le tout finit en travelling arrière par nos équipes de télé montées sur chariot. On se serait cru à la fameuse cérémonie à la rose le jour du sacre au Panthéon, vous vous souvenez ? Même les sociologues de service trouvaient un peu fort de café ce cinéma à la Citizen Kane.

Moi, non. Moi, tout ce qui prête à rire dans cette campagne carrément sinistre, il faut bien le dire, je salue dessus. Ce qui me frappe d'ailleurs, c'est que plus on s'ennuie dans la rue plus on s'amuse sur les écrans et sur les murs. Dents blanches, haleine fraîche, nos politiciens rivalisent d'optimisme enjoué. D'ailleurs, maintenant, question sourire, on n'est plus à la remorque des Américains. Ça me fait penser à un merveilleux dessin de Cabu : un concours de sourire entre le maire Thatcher et le père Mitterrand. Elle faisait « chesse » et lui, en fier défilant du français dans le monde : « cembert bien frais ». Fin, tout ça.

Nos publicitaires ont mis au point un truc super, un truc bien à nous. Vous avez vu, Chirac,

hier, à « Sept sur Sept » ? Mimi, non ? D'une, septième impatience. Ce sourire solidement accroché aux lèvres, on l'obtient en disant in petto « ouistiti ». Essayez devant une glace, vous verrez, c'est spectaculaire.

Mitterrand, lui, quand il évoquait le fil d'Afrique de la démocratie l'autre soir à la tribune, c'était plutôt « chesse soumoie ». Et Barre — avec ses lèvres fendues en demi-lune — a l'air de dire : « Par ici la tribune ». Allez, secousse-vous, au lieu de marcher à petits pas pressés amnésiques jusqu'au nez sur nos trottoirs glacés, levez les yeux, regardez-les, nos candidats RPR, bras dessus, bras dessous, gambadant en manches de chemise, cravats au vent, sur une verte pelouse. Ils sont pas chouettes ?

Qu'est-ce qu'il vous faut ? Et Jospin avec son sourire de madone, lui, il n'attend même pas le résultat des élections. Il continue. Dès le 16 mars. Forcément, il a une France d'avance. Les cinq candidats déboulent et sautent autour de Fafu, ça va de Georges à Bérengovoy, c'est ce qu'ils disent.

Allez, souriez vous aussi, souriez « tiers provisionnel » et « canelasseries pécées », mais ne leur tirez pas la langue. Elle va rester gelée.

CLAUDE SARRAUTE.

## M. ROCARD : LES SOCIALISTES ONT BIEN BALAYÉ DEVANT LEUR PORTE

M. Michel Rocard continue à faire campagne à sa façon. Peu de réunions publiques, guère d'interventions à la radio et à la télévision, mais de grandes entretiens dans la presse écrite. Le dernier vient de paraître dans le dernier numéro de la revue *Le Débat*. L'ancien ministre de l'Agriculture y affirme notamment : « Le socialisme n'a nullement changé d'objectifs, il a radicalement changé d'instruments ». Ainsi, pour lui, le congrès du PS à Toulouse est le premier, depuis 1905, où le discours écrit du PS rejoint une pratique de gouvernement. M. Rocard estime cette évolution de bon augure, car, dit-il, « l'avenir de la France ne sera en bonnes mains que si prend le pouvoir celle des deux coalitions qui a le plus efficacement balayé idéologiquement chez elle », car, pense-t-il, « la remise en cause des dogmes reçus est beaucoup plus avancée au sein du PS que dans la coalition conservatrice ».

## CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS  
Réception et réexpédition du courrier  
Permanence téléphonique/permanence télé  
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

## Les Juifs de Tunisie ont-ils raison d'avoir peur ?

JEUNE AFRIQUE MAGAZINE REpond DANS SON NUMERO DE FEVRIER

## Magazine

L'AUTRE MANIERE DE VIVRE L'ACTUALITE

En vente chez votre marchand de journaux

## ALA FAVEUR D'UN ECHAN

### Le dissident so

Un « espion »  
pas comme les autres  
Le plus frappant dans l'histoire de cet espion qui est de se voir sur le point d'être libéré, c'est qu'il n'a pas fait grand-chose. Il est un des nombreux espions soviétiques qui ont été libérés par les Américains. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'a pas été libéré pour ses services, mais pour ses erreurs.

Le fait que son nom dans le monde soit connu, c'est qu'il a été libéré par les Américains. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'a pas été libéré pour ses services, mais pour ses erreurs.

Le fait que son nom dans le monde soit connu, c'est qu'il a été libéré par les Américains. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'a pas été libéré pour ses services, mais pour ses erreurs.

Le fait que son nom dans le monde soit connu, c'est qu'il a été libéré par les Américains. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'a pas été libéré pour ses services, mais pour ses erreurs.

Le fait que son nom dans le monde soit connu, c'est qu'il a été libéré par les Américains. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'a pas été libéré pour ses services, mais pour ses erreurs.

Le fait que son nom dans le monde soit connu, c'est qu'il a été libéré par les Américains. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser, il n'a pas été libéré pour ses services, mais pour ses erreurs.